

FICHE DE PRESENTATION

GDARCIMG2203

1- **Causes et conséquences du conflit du Kosovo**

2- Capitaine de corvette (Marine) d'ARCIMOLES Guillaume

3- Octobre 1999/ mars 2000

4- Division A Groupe 2

5- Mémoire de géopolitique

6- Le 24 mars 1999, la participation de la France aux frappes de l'OTAN contre la RFY était la conséquence d'un engrenage qui doit assez peu à la fatalité. Cette guerre servait des intérêts de puissance, et a été dans une large mesure provoquée. Les fruits amers de la victoire obtenue par l'Alliance étaient parfaitement prévisibles.

7- Géopolitique, Conflit, Kosovo, Yougoslavie, Europe, OTAN.

COLLEGE INTERARMÉES DE DÉFENSE

CAUSES ET CONSÉQUENCES
DU CONFLIT DU KOSOVO

Mémoire de géopolitique

Rédigé par
le capitaine de corvette Guillaume d'Arcimoles
Octobre 1999-Mars 2000

SOMMAIRE

Introduction	p.2
TITRE 1 : UN CONTEXTE DE GUERRE	
1.1- L'héritage historique	p.3
1.2- Les facteurs géopolitiques et politiques	p.6
1.3- Le poids des idéologies	p.11
1.4- Un problème complexe	p.12
1.5- La cause sous-jacente	p.13
TITRE 2 : LES CAUSES DE LA GUERRE	
2.1- L'enchaînement des faits ou l'émergence d'une logique d'affrontement	p.15
2.2- Des intérêts politiques divergents	p.19
2.3- Du poids des opinions publiques...	p.24
2.4- ...et de la gestion de l'information	p.25
2.5- Les causes aggravantes	p.27
2.6- Les logiques de l'absurde	p.28
2.7- Les trois rouages	p.30
2.8- Que pouvait-on faire ?	p.31
TITRE 3 : CONSEQUENCES DU CONFLIT DU KOSOVO	
3.1- Bilan rapporté aux objectifs affichés	p.33
3.2- Nouvelle donne géopolitique	p.36
3.3- Commentaires sur le dernier conflit européen du second Millénaire	p.40
a)- Deux catastrophes évitées	p.40
b)- L'ONU et de Droit International fragilisés	p.41
c)- Ingérence ou respect de la souveraineté ?	p.42
d)-Notre partenaire d'outre-Atlantique	p.42
e)-Mondialisation ou subsidiarité ?	p.43
f)-Vers la fin du « bon sauvage » ?	p.44
e)- Une crise superficielle	p.45
Conclusion	p.46
Cartes et notes	p.48
Références citées	p.69

INTRODUCTION

En prenant part aux frappes aériennes contre la République Fédérale de Yougoslavie, la France est entrée en guerre contre un Etat souverain le 24 mars 1999, sans déclaration de guerre, ni contentieux d'Etat à Etat, ni réelle situation de belligérance qui soit sensible à l'intérieur de ses propres frontières. Compte-tenu du passé de notre pays, et de notre culture politique, la gravité de cet engagement ne pouvait être justifiée que par la recherche ou la défense d'intérêts supérieurs.

Quels sont ces intérêts supérieurs ?

Les réponses couramment admises par l'opinion publique évoquent la défense des Droits de l'Homme, et de l'idée que l' Occident se fait de la démocratie. Il apparaîtra à l'analyse que les "intérêts supérieurs" qui ont conduit à la guerre du Kosovo sont plus complexes, probablement moins désintéressés, et de toute évidence mal perçus du public.

Par ailleurs, cette guerre, comme la plupart des conflits armés, laisse évidemment à vif de nombreuses cicatrices. Elle porte en germe de nombreuses conséquences qui paraissent symptomatiques du monde contemporain.

Au seuil du 21^e Siècle, la compréhension des mécanismes générateurs de ce conflit ne peut qu'enrichir la compréhension des enjeux mais aussi des risques de notre monde.

Sur le plan **géostratégique**, le conflit du Kosovo illustre la dualité du monde euro-atlantique, ainsi que les enjeux et les défis de l'Union Européenne ; en effet, l'une des conséquences de cette dualité est que ce conflit a été provoqué. En corollaire, il pouvait être évité.

Sur le plan **juridique**, il consacre l'émergence d'un nouveau droit, aux contours ambigus et peut-être inquiétants. Il traduit surtout l'effritement d'un système de Droit International Public voué jusqu'à présent à la préservation de la paix.

Enfin sur le plan **politique**, cette guerre révèle un curieux paradoxe :

- elle consacre la victoire de la démocratie et de ses valeurs sur un ennemi qui incarne si facilement le « mal politique » que le combat mené paraît louable. Néanmoins, cette victoire est en demi-teinte ;
- mais elle démontre par ailleurs que de nombreux citoyens sont dupes d'un jeu et d'enjeux qui les dépassent, car les véritables objectifs ne sont pas ceux qui ont été affichés. La démocratie occidentale en sort-elle fortifiée ?

Le nouvel ordre mondial pose en outre, à l'expérience de cette crise, un certain nombre de questions qui interpellent autant le militaire, appelé *ès* fonction à être acteur dans un conflit, que le citoyen, conscient que le principe même de la démocratie lui octroie le droit de détenir une fraction du pouvoir, et la responsabilité de l'assumer.

Ces questions sont bien sûr celles des enjeux politiques au sein du monde occidental : quelle Europe ? et quelle relation atlantique ? et quelle France dans l'Europe ?

Ce sont aussi celles du pouvoir : qui le détient réellement ? le pouvoir ne devient-il pas un jeu de communication autant que d'engagement ?

Ce sont enfin celles de l'engagement militaire moderne, non pas de ses modalités techniques, mais plutôt de sa finalité et de son contexte politico-stratégique.

Ces questions vont s'appuyer sur une réflexion en trois étapes :

- la première analyse les facteurs fondamentaux qui constituent le problème du Kosovo ;
- la seconde s'attache à démêler l'enchevêtrement des causes du conflit ;
- la troisième dresse enfin le bilan de la guerre, tel qu'on peut l'établir aux derniers jours du XX^e Siècle.

TITRE 1

UN CONTEXTE DE GUERRE

Il s'agit dans cette première partie d'établir l'état des lieux en amont ainsi qu'à la veille de la guerre en mars 1999. En d'autres termes, de comprendre quelles sont les conditions initiales qui génèrent un contexte conflictuel sur lequel germeront les racines de la guerre.

Les causes, qui feront l'objet du titre suivant, sont donc dissociées du contexte initial à partir desquelles elles vont se développer, de même qu'une alchimie doit être distinguée des ingrédients qu'elle va combiner.

1.1- L'héritage historique

*« Pauvres peuples ! Tout s'est fait en leur nom, et ils n'ont plus qu'à subir.(...) Et les peuples ne comprendront même pas pourquoi ils auront encore à payer un jour » - Jacques Bainville (in *Histoire de France*).*

Il faut regarder vers le passé pour trouver les germes du drame des Balkans : ils se sont développés autour d'un épice centre historique qui paraît être la 1^o Guerre Mondiale.

Parmi d'autres, l'historien Pierre Béhar¹ explique comment le monde balkanique est le point de rencontre de trois Empires, qui s'y sont affrontés pendant plusieurs siècles jusqu'à leur effondrement :

- l' Empire Ottoman, qui s'étend vers l'ouest progressivement à partir de la chute de Constantinople (1453), et dont les « Krajina »² constitueront les marches militaires occidentales ;
- l' Empire Russe, qui poursuit – jusqu'à l'époque contemporaine - le rêve géopolitique d'un débouché vers la Méditerranée, et qui s'appuie pour cela notamment sur le peuple serbe³. De fait, la Serbie a pu apparaître comme un avant-poste occidental de la zone d'influence slave et orthodoxe, même si la période titiste verra plus tard ces liens se distendre ;
- enfin, la double monarchie de l'Empire Austro-Hongrois des Habsbourg s'est développée vers l'Europe centrale depuis son cœur germanique. En s'étendant vers l'est, elle a fatalement rencontré ses deux voisins.

Ces trois Empires, telles des plaques tectoniques, se sont rencontrés et donc affrontés dans les Balkans, notamment entre le 15^o et le début du 20^o Siècle. Ils ont imprégné cette région de leurs cultures respectives, mais aussi d'allégeances complexes scellées dans le sang des batailles, comme dans le vin des mariages.

Ainsi cohabitent, ou plutôt coexistent, jusqu'à la première Guerre mondiale :

- le monde de l'Empire d'Autriche-Hongrie, auquel appartient la Slovénie (zone d'influence autrichienne) et la Croatie (zone d'influence hongroise) ;
- le monde de l'Empire Russe, prolongé à l'Ouest par la Serbie et le Monténégro qui constituent *de facto* avant 1914 un morceau de la Russie au cœur des Balkans ;
- le monde de l'Empire Ottoman, qui étend une forte influence culturelle en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et au Kosovo, et dont les populations adoptent la foi⁴.

¹ cf. référence m.

² « vojna krajina » signifie en serbo-croate « confins militaires »

³ « Yougoslave » signifie « slave du sud ».

⁴ Il existe plusieurs hypothèses pour expliquer la conversion à l'islam des populations slaves vivant sur les territoires occupés par les Turcs : celle-ci résulterait soit de la conversion des « bogomiles », secte manichéenne implantée dans les

Or au 19^e siècle se creuse le fossé entre les communautés qui vivent au Kosovo : sur fond d'affrontement entre les Empires Russe et Ottoman, la Serbie se constitue en tant que nation⁵, et n'échappe pas aux forts courants identitaires et nationalistes qui ont marqué cette époque, avec - en corollaire - le rejet des populations non slaves. La « purification ethnique » s'ancre alors dans l'histoire de cette région et se manifestera pour longtemps, notamment chez les adeptes d'une « Grande Serbie ». Parallèlement, l'implantation au Kosovo d'une forte communauté circassienne et musulmane, fuyant les guerres du Caucase contre la Russie participera au renversement d'une dynamique démographique qui aura, un siècle plus tard, de lourdes conséquences.

Le pan-slavisme cristallise les tensions ethniques et nationalistes ; celles-ci éclatent dans les guerres balkaniques de 1912 à 1913. Au terme de ces guerres auxquelles les atrocités de la récente guerre civile en Bosnie n'ont rien à envier, la Serbie annexe le Kosovo, le Sandjak de Novi-Pazar et la Macédoine. Cette annexion est entérinée par le traité de Londres en mai 1913, sous les auspices de la France et de la Grande Bretagne. Le fossé s'élargit entre les deux communautés serbe et albanaise du Kosovo, et les deux guerres mondiales ne l'ont pas comblé. Mais l'événement déterminant pour l'avenir semble être la gestion de l'après guerre par les puissances alliées. Au nom d'une volonté délibérée visant à démembrer les « Empires Centraux »⁶, mais aussi d'un dessein politique prétendant faire cohabiter dans une même nation des peuples qui ne le souhaitent pas, l'Europe centrale et balkanique est redéfinie avec les conséquences que le monde commencera à payer vingt ans plus tard. Il est créé par ailleurs des Etats artificiels, en faisant fi du passé des peuples qui les composent désormais : la Tchécoslovaquie d'une part, le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes d'autre part⁷. Dans cet Etat, composé de peuples qui parlent la même langue d'origine slave mais qui ne souhaitent pas vivre ensemble, les Serbes exerceront rapidement la prééminence. D'une certaine façon, la Grande Bretagne et la France livrent à la Serbie leur alliée, la Croatie et la Slovénie, pays qui ont eu le malheur d'être du mauvais côté. Cette disposition n'a t'elle pas eu sur le régime des Oustachis le même effet qu'a eu le « Diktat » de Versailles sur l'Allemagne nazie ?.

La dernière période déterminante est en principe mieux connue, car plus contemporaine. Les vainqueurs de la Seconde Guerre Mondiale appuient délibérément les partisans puis les premiers gouvernements pro-communistes de Tito au détriment des monarchistes de Mikhaïlovic. Tito, le Croate, maintient dans une main de fer la République populaire de Yougoslavie, divisant pour mieux régner et créant ainsi une entité musulmane au sein de la Confédération Yougoslave⁸. Les liens personnels et politiques du régime titiste avec le grand frère soviétique se distendent⁹, sans toutefois remettre fondamentalement en cause la traditionnelle fraternité slave, comme on le constatera malgré tout au printemps 1999.

L'Europe de l'ouest, entraînée par l'Allemagne en 1991, reconnaît l'indépendance des Etats sécessionnistes issus de l'ex-Yougoslavie, dissoute *de facto* après la mort de Tito en mai 1980. Ce faisant, elle rompt avec l'attitude adoptée depuis le traité de Versailles par la France et la Grande Bretagne¹⁰, mais également avec une ligne diplomatique à peu près aussi constante que consensuelle depuis l'après guerre froide : maintien du tracé des frontières actuelles, mais respect des minorités. En reconnaissant la Croatie et la Slovénie comme Etats indépendants, les Etats européens ouvrent une boîte de Pandore et surtout transforment une guerre civile en guerre d'Etats, conduisant l'Europe à s'impliquer pour faire valoir sa diplomatie (ce qu'elle fera avec plus ou moins de bonheur). La guerre en ex-Yougoslavie s'achève en 1995 par le Traité de Paris, qui fait suite aux accords de Dayton. Pour

Balkans au 15^e Siècle ; soit de la conversion de populations converties au catholicisme, mais dont l'ancrage spirituel s'est révélé trop superficiel car trop récent ; soit de la conversion « opportuniste » d'une population souhaitant échapper aux impôts qui frappaient sous le joug ottoman les non musulmans. Sans doute la vérité tient-elle à la fois de ces 3 hypothèses.

⁵ Ce projet pan-serbe s'est appelé « Natchertanié ».

⁶ Cf. le Traité de Versailles, établi sur la base des « 14 points » du Président Wilson.

⁷ Un seul de ces deux Etats, la Tchécoslovaquie, s'est démembré pacifiquement au lendemain de l'effondrement du Rideau de Fer. Voir cartes n°3 et 4.

⁸ Cette décision aura de lourdes conséquences lors des guerres civiles d'ex-Yougoslavie, puisqu'elle légitimera en quelque sorte les revendications bosniaques.

⁹ A partir de 1948 (expulsion du Kominform) et plus encore au printemps de Prague en 1968.

¹⁰ L'Allemagne ne se sent pas liée par ce traité qu'elle a toujours dénoncé.

beaucoup d'Occidentaux, ces accords ont pu aboutir grâce aux pressions militaires qu'a fait peser sur les Serbes de Bosnie l'aviation de l'OTAN. Ceci semble en marge du problème du Kosovo.

Néanmoins, la revendication sécessionniste kosovare en 1998 ne peut être étudiée par les chancelleries des Etats de l'Union Européenne indépendamment des événements de 1992 et de leurs conséquences. En d'autres termes, l'alternative qui déjà se dessine lors des accords de Dayton au sujet du Kosovo est la suivante :

- créer un nouveau précédent, plus inquiétant que la reconnaissance croate et slovène, en commettant ce que de nombreux diplomates considèrent comme une grave erreur : *i.e.* réaménager les frontières en adoptant la reconnaissance d'un Etat sécessionniste ;
- ou bien conserver les frontières actuelles, en aménageant une coexistence acceptable.

Du reste, faute d'avoir su trancher, la question kosovare est éludée des accords de Dayton.

Le Kosovo quant à lui était devenu une province autonome en 1975¹¹. Mais le contentieux entre les communautés serbes et albanaises du Kosovo est toujours restée vif, et les heurts sont fréquents. La population serbe de la province, désormais minoritaire, fait l'objet d'humiliations et de vexations fort mal ressenties par un peuple pour lequel le sentiment national n'est pas un vain mot. Ainsi, en mai 1989, Slobodan Milosévic, dirigeant émergent de l'après titisme, se fera-t-il élire sans difficulté¹² sur un programme nationaliste et pan-serbe, après avoir promis aux Serbes de la province en 1989 lors d'un discours à Pristina: «*Vous ne serez plus jamais battus.* » Il supprimera peu après le statut d'autonomie : la discrimination des albanophones qui suivra va déclencher le début d'une guerre civile qui ira s'amplifiant jusqu'en 1998¹³.

Cet aperçu historique appelle au moins trois commentaires :

Le Kosovo apparaît ainsi au point de rencontre, mais aussi de confrontation, entre trois mondes :

- le monde de foi catholique et d'influence germanique, issu de la double monarchie ;
- le monde musulman et albanophone, marqué fortement par l'influence ottomane ;
- le monde serbe et orthodoxe, fortement lié à la Russie.

L'histoire des Balkans a fécondé des mythes : celui qui est né à la bataille de *Kosovo Polje* (le «*Champ des Merles*») en 1389 et qui est au cœur de la mémoire serbe, mais aussi des mythes kosovars¹⁴. Ces mythes ne doivent pas être sous-estimés : imaginons ce que représente l'Ile de France pour les Français¹⁵. Un mythe devient projet politique quand il rassemble une communauté significative d'individus ; il devient réalité quand ces individus parviennent à leur fin. Le drame du Kosovo est que ces mythes aient pu être exploités à des fins politiques et partisans.

Enfin, il semble que l'héritage du passé soit accessible à la raison. A Versailles, la tentative de fusion des peuples qui a suivi la Première Guerre Mondiale s'est foncièrement opposée à la réalité complexe mais stable des anciens Empires et n'a fait qu'aggraver les choses en négligeant le poids de cet héritage.

¹¹ En 1992, une « Yougoslavie Nouvelle » s'est organisée sur une base géographique composée de la Serbie et du Monténégro. Voir par ailleurs les cartes 1, 2, et 6.

¹² Puis réélire en décembre 1990 et en décembre 1992.

¹³ La dernière période de la guerre civile est détaillée au chapitre 22.

¹⁴ Certains historiens font valoir que la population d'origine du Kosovo était illyrienne et probablement de souche catholique.

¹⁵ « *Kosovo, Decani, Gracanica, cela sonne pour les Serbes comme pour nous (les Français) : Orléans, Beaugency, Notre Dame de Cléry.* » Paul Garde, dans *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard.

1.2- Les facteurs politiques et géopolitiques

A la veille du conflit du Kosovo, le poids de l'Histoire explique qu'ait pu se développer une situation explosive. La guerre qui va éclater engagera directement une quinzaine d'Etats, et sans doute davantage si doivent être également comptés les Etats concernés par les implications et les conséquences du conflit. L'analyse des facteurs géopolitiques s'impose, car ceux-ci livrent des clés indispensables à sa compréhension. Certains facteurs sont internes à la province du Kosovo et à la République Fédérale de Yougoslavie ; d'autres sont externes, et impliquent à ce titre des puissances étrangères. Chacun est présenté brièvement dans la situation qui le caractérise à la veille de la crise.

a)- Les facteurs internes

La population du Kosovo n'est pas connue avec précision, faute de recensement fiable. Elle varierait selon les sources de 1 à 2 millions d'individus. Ce qui est certain, c'est que cette population n'est pas homogène : les Serbes, qui se considèrent comme les premiers occupants, ne représenteraient plus qu'environ 10% de la population et leur proportion n'a cessé de décroître jusqu'à la veille du conflit. La majeure partie de la population est de souche albanaise, de culture et de tradition musulmane en majorité, catholique pour une minorité.

Cette évolution démographique s'explique par les flux migratoires passés, et surtout par la très forte fécondité des familles albanaises¹⁶.

La population du Kosovo est répartie comme suit :

Origine	En 1998 (avant le conflit)
Kosovars albanophones	1.8 million, soit 84 %
Serbes	190 000, soit 9 %
Autres (Roms, Musulmans, Monténégrins, Turcs)	170 000, soit 8 %

Sources : *the Economist*, 25 septembre 1999-12-18

Le Kosovo est par ailleurs une province enclavée, plutôt montagneuse à l'exception de la plaine de Pristina.

Cette province est également riche d'un sous-sol fournissant à la République Fédérale de Yougoslavie (RFY), et même à l'Europe entière avant 1990, du plomb, du zinc, du nickel et de la magnésite. L'exploitation du sous-sol s'appuie sur le vétuste combinat minier, métallurgique et chimique de Treпча. Néanmoins, le Kosovo est économiquement sous-développé, et la timidité chronique des investissements yougoslaves dans la province y est probablement pour quelque chose.

La suppression du statut d'autonomie de la province en 1989 par Slobodan Milosévić fait naître une vive opposition au sein de la population albano-phonique. Cette opposition se manifeste sous une forme modérée incarnée par Ibrahim Rugova, prônant une solution pacifique qui pourrait à ses yeux, se satisfaire d'un statut d'autonomie recouvré. Ibrahim Rugova, chef de l'UDK¹⁷ depuis 1992, est surnommé le « Gandhi des Balkans » et jouit d'un grand prestige¹⁸ jusqu'à ce qu'il soit débordé par une opposition beaucoup plus radicale, représentée par l'UCK¹⁹, qu'il ne contrôle en aucune manière.

¹⁶La population serbe au Kosovo s'accroît de 0.15 % par an, tandis que la population albanaise s'accroît de 2.3% par an. Il s'agit probablement du taux de fécondité le plus élevé d'Europe.

¹⁷ Ligue Démocratique du Kosovo.

¹⁸ M. I. Rugova a été élu deux fois président de la République du Kosovo, en 1992 et en 1998 par des scrutins semi-clandestins. C'est un homme de compromis qui juge « préférable dix ans de négociations à dix minutes de guerre ». On peut noter que son « élection » était tolérée par Belgrade, qui aurait pu facilement mettre Rugova sous les verrous. Sources : *Le Monde Diplomatique* du mois de décembre 1999

¹⁹ UCK, en albanais : Ushtria Clirimtare e Kosovës, signifie Armée de Libération du Kosovo.

L'UCK se manifeste pour la première fois en février 1996²⁰. Il s'agit d'un mouvement d'origine marxiste léniniste, c'est à dire rompu à la stratégie subversive, qui vise à faire entrer le pouvoir légal dans le jeu généralement perdant des provocations et répressions de minorités .

Revendiquant l'indépendance du Kosovo, mais non son absorption dans une « Grande Albanie²¹ », l'UCK est²², soutenu et financé par une diaspora albanaise très présente en Europe occidentale et notamment en Suisse, et en Allemagne²³. Les liens de l'UCK avec une pègre albanaise, puissante et bien organisée, sont par ailleurs avérés²⁴.

Deux éléments suivants sont moins vérifiables, quoique probables. Il s'agit d'une part de la présence de consultants et de conseillers allemands, voire anglo-saxons, auprès de l'UCK²⁵. Cette présence contribuerait à expliquer notamment comment un groupuscule terroriste guidé par des guerriers peu instruits ait pu en si peu de temps parvenir sur le devant de la scène diplomatique.

D'autre part, la présence des services secrets américains auprès du mouvement est vraisemblable, mais également difficile à établir. Elle est vraisemblable parce que Richard Holbrooke²⁶ a rencontré en octobre 1998 les dirigeants de l'UCK, et il paraît évident qu'il n'a pas défriché le terrain lui-même. Toujours est-il que l'entrevue que les chefs du mouvement clandestin ont eu alors avec l'émissaire américain leur a donné, implicitement, une reconnaissance internationale dont ils sauront habilement tirer partie²⁷.

Dans les six à douze mois qui précèdent le conflit, le crédit d'Ibrahim Rugova s'effrite, sans doute devant son incapacité, réelle ou présumée, à s'opposer à la répression serbe. Le soutien populaire de la population albanophone se détourne du LDK²⁸, parti d'Ibrahim Rugova au profit de L'UCK, que de nombreux combattants rejoignent massivement. Les guerres civiles de ce siècle ont pu montrer comment et par quelles pressions impitoyables sur les populations civiles un mouvement clandestin peut gonfler ses rangs, et faire valoir son action²⁹.

b)- Les facteurs et acteurs externes :

Les autres acteurs et facteurs de la crise sont situés autour du Kosovo proprement-dit.

Le premier, et non le moindre, est bien entendu **l'Etat Fédéral Yougoslave**, qui mène une politique que l'Occident qualifie de nationaliste. Il faut cependant noter d'autres éléments :

- la Serbie se bat depuis 1989 pour enrayer la désagrégation de l'ex-Yougoslavie ; elle a donc peu de raisons de ne pas poursuivre son combat ;
- Slobodan Milosévic s'est fait élire en 1989 sur un programme promettant à ses compatriotes serbes l'intégrité de leur nation, et notamment de son cœur historique et hautement symbolique que représente le Kosovo ;

²⁰ En revendiquant une série d'attentats à la bombe (Source : site internet de Libération).

²¹ Voir note 12a.

²² Le rôle de la diaspora albanaise a été développé par la plupart des quotidiens et hebdomadaires français entre mars et juillet 1999 (*Le Monde*, *le Monde Diplomatique*, *Le Point*, *le Courrier International* pour ne citer que les principaux).

²³ Le rôle de la diaspora albanaise a été développé par la plupart des quotidiens et hebdomadaires français entre mars et juillet 1999 (*Le Monde*, *le Monde Diplomatique*, *Le Point*, *le Courrier International* pour ne citer que les principaux).

²⁴ 90% de l'héroïne consommée en Europe transite par l'Albanie – sources : *Jane Intelligence Review* de septembre 1998 ; voir également l'article de Bettina Vestring « UCK finanziert sich aus Drogendeldern » *Berliner Zeitung* du 4 mars 1999. Par ailleurs : les kosovars représentent 14% des arrestations d'Interpol pour trafic de drogue- Source : *Le Monde Diplomatique* de mai 1999.

²⁵ Les services secrets allemands auraient apporté une aide importante à l'UCK, notamment à partir de 1996 : fourniture d'armes sophistiquées, de matériel radio et de surveillance optique ou électronique en provenance de la Stasi, recrutement et instruction de cadres et militants de l'UCK – Source : « How Germany backed KLA, *The Européan*, Londres, 21 sept. 1998 ; « *Les troupes de choc des services secrets de Berlin (Kommandos spezialkräfte) se chargent de l'entraînement opérationnel et fournissent les armes* » - Source : *le Monde Diplomatique* de mai 99.

²⁶ Emissaire du Président Clinton mandaté pour la crise du Kosovo.

²⁷ Les contacts américaines avec l'UCK se sont par la suite multipliés : 6 nov 98 au Kosovo, 8 nov 98 en Suisse, 17 nov 98 au Kosovo, début décembre 1998 aux Etats-Unis, 22 décembre 1998 et 27 janvier 1999 au Kosovo- Source : *Le Monde Diplomatique* mai 99.

²⁸ Ligue démocratique du Kosovo.

²⁹ « *De 18 à 50 ans, tous les hommes kosovars exilés et installés à l'étranger sont mobilisables... chacun des 220000 albanais de Suisse doit verser 200 deutsch marks par mois... En France, les travailleurs (kosovars) reversent 50% de leurs maigres salaires* » - Source : *le Monde Diplomatique* du mois de mai 1999, article de C. Chiclet.

- la partition ou la perte du Kosovo est absolument inacceptable pour le régime de Belgrade : Slobodan Milosévic est d'abord élu pour l'éviter ; ensuite, ce serait à terme la perte des ressources minières du Kosovo, la porte ouverte à la sécession du Monténégro, partie constituante de la RFY, et donc la perte de toute façade maritime.

A l'Ouest du territoire, **la province du Monténégro** jouit du statut de République Autonome ; ses liens avec l'Etat serbe sont contestés par une opposition assez vive, qui pourrait profiter d'un affaiblissement de l'Etat fédéral pour revendiquer l'indépendance.

L'Albanie, au Sud-Ouest, connaît quant à elle de graves difficultés intérieures, marquées par la chute du régime d'Enver Hodja et les troubles qui ont accompagné l'« éveil démocratique » du pays, notamment en 1997 lors de la faillite des sociétés financières dites « pyramidales ». Elle apporte un soutien humain et logistique à l'UCK, mais ne revendique pas officiellement une « Grande Albanie »³⁰. Base arrière de l'UCK, l'Albanie est également très marquée par l'emprise très inquiétante de la mafia albanocalabraise³¹.

Au Sud, **la Macédoine** voit avec inquiétude évoluer la situation au Kosovo. Cet Etat de tradition orthodoxe tente difficilement de suivre le modèle politique occidental, et a de bonnes raisons de craindre une revendication de la forte minorité albanophone³² vivant sur son sol en faveur du rattachement à une « Grande Albanie ».

La Grèce et la Turquie sont deux puissances rivales au sein de l'OTAN. Elles ont évidemment sur le drame kosovar des attitudes opposées. L'implication de la Grèce en cas d'extension d'un conflit en Macédoine aurait été très probable. L'implication de la Turquie dans ce cas aurait été certaine...mais pas du même côté !. Ce scénario aurait été une catastrophe que l'OTAN ne pouvait accepter ni même envisager.

La **Grèce** est également une puissance traditionnellement rivale de l'Albanie. Une indépendance des Albanais du Kosovo pourrait entraîner une revendication séparatiste de la forte minorité albanaise vivant en Macédoine (30%), une implication probable de l'Albanie, une réaction de la Grèce au côté de la Macédoine, une agitation possible de la minorité bulgare en Macédoine, et donc une implication de la Bulgarie ; toute la difficulté enfin d'un tel scénario serait de dissuader la Turquie de soutenir les communautés musulmanes..., ce qui est un vœux pieux car la Turquie soutient ouvertement l'UCK.

A l'ouest des Balkans, **l'Italie** est membre de l'Union Européenne et de l'OTAN. Elle est également, davantage que les Etats du Nord de l'Europe, engagée auprès de la France dans une coopération militaire strictement européenne³³. Enfin, l'Italie est la première ligne de l'Europe face à la crise balkanique : une centaine de kilomètres séparent les côtes des Pouilles du Monténégro. L'Italie se sent donc impliquée de façon très concrète : les réfugiés yougoslaves et albanais arrivent sur ses côtes par milliers, générant pauvreté et insécurité. La situation particulière de l'Italie l'avait ainsi conduit à diriger l'opération « *Alba* » visant à stabiliser l'Albanie en juillet 1997, avec la coopération de la France. A cet égard, la position de l'Italie est sans doute celle qui est la plus proche, en Europe, de celle de la France sur la question du Kosovo.

L'Allemagne a été très présente auprès de la Croatie depuis 1992, diplomatiquement et économiquement sinon militairement. On peut y voir la résurgence des liens issus de la « double monarchie » Habsbourg/Hohenzollern, et surtout une continuité avec « *l'Ost-Politik* » de Hans D. Genscher, qui cherche désormais à étendre l'influence allemande vers la « *Mittel-Europa* ». L'Allemagne est donc moins bien disposée à l'égard de la Serbie, volontiers considéré outre-Rhin

³⁰ « Grande Albanie » dont les hypothétiques frontières, débordant sur l'actuelle Macédoine et sur le Kosovo, ont fait l'objet d'un projet élaboré en 1912 par le Gouvernement provisoire albanais.

³¹ Voir note n°12b. Cf. également l'ouvrage de référence t.

³² La Macédoine comprend 23% d'Albanais. Source : compte-rendu du colloque du Cercle Condorcet sur le Kosovo (24 avril 1999).

³³ Dans le cadre de « l'Euromarfor » et de « l'Eurofor », seules structures militaires européennes indépendantes de l'OTAN.

comme la seule responsable de la guerre civile. Par ailleurs, l'Allemagne partage de fait avec la France la charge et la responsabilité du *leadership* de la construction européenne. Dans les faits, il faut constater la position éminente qu'acquiert cet Etat depuis dix ans : l'Allemagne est réunifiée en 1989 ; elle recouvre activement depuis son influence en Europe centrale et balkanique ; son attachement indéfectible à l'Alliance conduit indirectement la France à se rapprocher de l'OTAN³⁴, ce qui lui vaut une réelle prééminence aux yeux des Etats-Unis³⁵. Enfin, elle envoie ses troupes depuis peu en interventions extérieures³⁶. S'inscrivant dans la continuité de cette évolution, le rôle de l'Allemagne au Kosovo n'avait ainsi aucune raison de rester marginal. Par ailleurs, les très fortes communautés albanophone et turque implantées en Allemagne³⁷ pourront influencer les décisions d'une classe politique généralement soucieuse de l'ordre public.

L'Angleterre et la France ont conjointement supervisé la création de l'ancienne Yougoslavie au lendemain de la Première Guerre mondiale, puis redouté, et enfin subi, sa désagrégation. Ces deux pays sont également attachés au maintien des frontières actuelles, et tout autant au respect des minorités. Cela étant, la Grande Bretagne est un autre allié fidèle des Etats-Unis, et leur est même inféodée par bien des aspects (ce qu'analyse fort bien Zbigniew Brzezinski³⁸). La France dispose, quant à elle, d'une plus grande autonomie politique et diplomatique. Mais cette autonomie n'est plus totale : d'une part, le mécanisme politique de la construction européenne entraîne *de facto* la recherche d'un certain consensus ; d'autre part, le rapprochement qu'opère la France vers l'OTAN contribue à réduire encore sa marge de manœuvre. Outre l'importance qu'elle attache au respect des frontières, la France reste très attachée au respect du rôle de l'ONU. Elle entretient par ailleurs avec le peuple serbe des liens d'amitié vieux de plus d'un siècle, qui sont souvent très critiqués outre-Atlantique. Cependant, ces liens déjà anciens se distendent³⁹, et l'erreur de la Serbie sera de n'avoir su comprendre à temps que la France est désormais davantage tournée vers le monde atlantique.

L'Union Européenne a franchi un pas très important le 1^o janvier 1999 en lançant l'Euro. Il s'agit d'un pari sur l'avenir, d'un processus difficilement réversible qui force les Etats membres à une convergence accrue de leurs politiques, sinon de leurs intérêts. Cela étant, le pas vers une diplomatie commune est encore loin d'être franchi lorsque éclate la crise du Kosovo. Qui plus est, l'Europe est sortie humiliée de son impuissance à mettre un terme, seule, à la terrible guerre civile de Yougoslavie qui s'est déroulée devant sa porte. Les tentatives de mise sur pied d'un outil militaire européen oscillent pour leur part entre un modèle strictement européen (modèle auquel la France ne serait pas opposée, ...mais serait seule à s'y rallier !), et le maintien du parapluie militaire de l'OTAN sous une forme éventuellement plus européenne. La proposition française de « dissuasion concertée » et en parallèle la proposition de développement d'une défense européenne fondée sur l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) ont été poliment déboutées par les membres de l'Union Européenne. En revanche, la proposition formulée par Bill Clinton au sommet de Berlin en décembre 1996, de développer un « pilier européen de l'OTAN », obtient finalement l'adhésion des Etats européens. C'est dans cette direction que se dirigent désormais les initiatives de l'Europe, notamment le sommet franco-britannique de Saint-Malo en décembre 1998.

³⁴ général Klaus Neumann, président du comité militaire de l'OTAN : « *La relation franco-allemande doit rester subordonnée à la relation germano-américaine.* »

³⁵ Bill Clinton en mai 1998 à Berlin : « *Les Etats-Unis soutiennent fermement le mouvement vers une Europe plus unie et estiment que le leadership de l'Allemagne dans la construction de cette Europe est essentiel* ». Cette position est par ailleurs largement développée par Zbigniew Brzezinski dans *Le Grand Echiquier* (cf. référence a).

³⁶ Le Bundestag vote le 16 octobre 1998 la résolution autorisant le gouvernement allemand à engager des troupes à l'extérieur de ses frontières, y compris dans le cadre d'opérations offensives

³⁷ Celle-ci est évaluée à plus de 300 000 personnes, dont 150 000 Kosovars.

³⁸ Cf. référence a.

³⁹ Notamment à partir de 1995.

Le pétrole de **la Mer Caspienne**, et la question de son acheminement, semblent éloignés du Kosovo. Mais ils constituent sans doute un facteur géopolitique important, qui concerne de près ou de loin la plupart des acteurs de la crise. En effet, une des options d'acheminement vers l'Europe est la construction d'un gazoduc qui contournerait les détroits turcs en traversant la Bulgarie, proche désormais de l'orbite Atlantique, ou la Roumanie, candidate pour l'adhésion à l'OTAN. Ou la Grèce, membre de l'Alliance. La seule réelle incertitude politique provient du régime de Belgrade, et de ses agissements susceptibles d'embraser une nouvelle fois cette partie des Balkans.

La Russie est le grand frère de la défunte Yougoslavie, et désormais celui de la Serbie. Grand frère confronté à d'énormes difficultés intérieures, qui voit l'anarchie s'étendre au plus grand profit de mafias redoutables. Puissance hier presque sans égale, dont les soldats sont aujourd'hui mal payés, dont les navires qui ont terrifié le monde, ne sont plus entretenus...mais qui conserve le contrôle d'un arsenal nucléaire encore redoutable. Un Etat qui a délaissé pacifiquement le marxisme, et qui a été depuis terriblement déçu par le modèle politique que l'Occident l'a incité à adopter. Un peuple patriotique s'il en est⁴⁰, qui cède facilement à la nostalgie d'une grandeur passée, fût-elle marxiste... Huitième membre du « G8 » par complaisance, la Russie est financièrement dépendante d'une assistance extérieure sous les fourches caudines desquelles elle doit passer. En bref, la Russie n'a sans doute pas les moyens de jouer un rôle décisif dans les Balkans, mais il faudra composer avec elle.

L'Arabie Saoudite est également éloignée du Kosovo. Cependant, cet Etat wahhabite soutient et finance toutes les initiatives susceptibles de promouvoir l'islam⁴¹. Ainsi, l'Arabie Saoudite a-t-elle été financièrement sinon physiquement très active en Bosnie- Herzégovine ; elle est également fortement représentée à Tirana. L'UCK n'a jamais affiché aucune forme de fondamentalisme islamique. Mais certains Kosovars membres de l'UCK l'ont fait, incitant par là-même l'Arabie Saoudite à exploiter ce qui peut apparaître pour elle comme une opportunité.

Les Etats-Unis jouent quant à eux un rôle très important qui fera l'objet de maints développements. La vision géopolitique américaine est fort bien précisée par Zbigniew Brzezinski⁴², ancien bras droit de J. Carter. Cette vision peut se résumer ainsi :

- l'Amérique est favorable à une Europe unie et cohérente, quitte à accepter en corollaire un certain contre-pouvoir européen ;
- mais il lui est essentiel de maintenir l'emprise de l'OTAN sur l'Europe, et si possible de lier l'expansion de l'Union Européenne à celle de l'Alliance ; en tout état de cause, l'Amérique s'affirme comme protecteur de l'Europe occidentale à laquelle elle est très liée⁴³ ;
- pour cela, l'OTAN, vouée à la défense contre le bloc de l'Est, doit conserver une raison d'être ;
- l'Amérique reste également inquiète de l'instabilité chronique des Balkans sans pouvoir réellement y remédier car c'est une zone sur laquelle elle a peu d'emprise ;
- enfin, l'Amérique a semble-t-il conservé le net souci de circonscrire la Russie, et d'éviter à tout prix trois périls majeurs : l'émergence d'un axe Moscou-Pékin, la résurgence d'un monde eurasien intégrant, trop rapidement, la Russie dans l'Europe, et l'affermissement d'un lien Moscou – Téhéran. La stratégie adoptée pour contenir la Russie a longtemps été celle de la «ceinture verte»⁴⁴. Elle semble toujours d'actualité, ce que ne contredisent pas les intérêts qu'ont les Etats-Unis au Moyen Orient.

En bref, cette vision géopolitique américaine est celle d'une puissance jouissant d'une hégémonie sans partage, et qui souhaite la conserver. Elle est également dictée par les intérêts économiques et les intérêts de puissance qu'ont les Etats-Unis en Méditerranée, en Europe et au Moyen-Orient.

⁴⁰ Les dernières élections et la composition de la Douma le prouvent.

⁴¹ Notamment par le biais de nombreuses ONG.

⁴²Cf. référence a.

⁴³ Zbigniew Brzezinski lui-même définit l'Europe comme un « protectorat des Etats Unis » - Source : référence d.

⁴⁴ Stratégie visant à encercler l'URSS de pays musulmans, peu pénétrables au marxisme (cf. références a et f).

Cette vision est également éloignée du Kosovo : géographiquement, puisque les côtes américaines sont à plus de six mille kilomètres. Mais également culturellement : une attitude manichéenne n'est pas étrangère à la mentalité américaine,...et celle-ci rend mal compte des subtilités balkaniques. Cet « éloignement » à la fois physique et culturel pourra perturber la prise en compte de la complexité du problème posé.

Ajoutons que les Etats-Unis sont intervenus dans la crise yougoslave en 1995 à la demande des Européens, militairement et diplomatiquement impuissants. Les accords de Dayton leur sont généralement crédités. Ce sont en outre des Etats européens qui conditionnent dès le printemps 1998 une éventuelle action au Kosovo à l'implication des forces armées américaines. Ceci leur confère, de fait, une position diplomatique très forte sur le théâtre.

Ces facteurs géopolitiques sont des facteurs objectifs. Ils sont souvent, avec plus ou moins de bonheur, décryptés puis mis en relief à l'intention du « grand public » dans une perspective idéologique, qu'il importe donc également d'étudier.

1.3- Le poids des idéologies

On donnera au mot « idéologie » le sens de « système d'idée, de philosophie du monde ou de la vie ». Il n'est pas inutile de s'interroger sur le poids du facteur idéologique dans la crise du Kosovo.

La vision rationnelle de l'étude géopolitique exclut normalement toute prise en compte des idéologies. Celles-ci ne seraient en fait qu'exploitées par la vision géopolitique que les peuples ont de leurs intérêts. Néanmoins, si la géopolitique prétend rechercher les causes des conflits, elle peut difficilement faire totale abstraction des idées qui parfois les ont enflammés. L'histoire sanglante du 20^e Siècle a montré que la réalité géopolitique pouvait se borner à imposer ses contraintes à un projet idéologique. En effet, une idéologie aboutit bien souvent à un projet politique ou social qui n'attend qu'à être réalisé pour devenir à son tour moteur d'une géopolitique. Or, les Balkans, et de façon générale le Monde du 20^e Siècle, connaissent le prix des idéologies. Le découpage territorial et la reconstruction de l'Europe après la Première Guerre Mondiale sont nés d'une vision autant idéologique que géopolitique ; certaines de leurs conséquences sont connues : ce sont la Seconde Guerre Mondiale, un bon nombre des conflits liés à la décolonisation, ainsi que des guerres engendrées par des découpages territoriaux malheureux, et qui perdurent encore. De même, du Rideau de fer à celui de bambou, jusqu'en Afrique et en Amérique Latine, l'idéologie communiste est créditée de 80 à 100 millions de morts⁴⁵.

Vouloir penser que les idéologies sont marginales dans l'étude polémologique est déjà en soi une idéologie, qui prétendrait ramener la violence des Etats à des causes purement pragmatiques et réalistes. Or, si tel était le cas, de nombreuses guerres, qui n'ont fait que des vaincus, auraient été évitées.

Il paraît donc rationnel de prendre en compte, aussi, le facteur idéologique parmi les ferments d'un conflit.

L'époque révolue de la Yougoslavie communiste voyait cohabiter deux mondes, l'Est et l'Ouest, qui s'opposaient. Le voile de mystère qui entourait alors les pays « de l'Est » leur octroyait même une certaine sympathie à « l'Ouest ». Après la mort de Tito le 4 mai 1980, la Yougoslavie semble chercher à rejoindre petit à petit le monde occidental et son modèle de démocratie libérale. Avec, on l'imagine, d'immenses difficultés aggravées par le poids du passé, auxquelles viendra s'ajouter le prix terrible de la guerre civile.

⁴⁵ Cf. référence i.

Au résultat, quinze années plus tard, deux univers se côtoient :

- celui de la démocratie occidentale, centrée sur des valeurs libérales et sur une certaine vision de la prospérité économique et sociale, qui permet l'épanouissement d'une véritable culture des « Droits de l'Homme ». Pour les Occidentaux, ce modèle de société est avant tout une réalité acquise et indiscutable dans laquelle ils vivent et qui a valeur de norme en matière de « bonne gouvernance » .
- celui du monde « barbare », c'est à dire d'Etats ne jouissant pas de la prospérité occidentale , qui ont perdu ou qui n'ont jamais acquis certains repères sociaux et politiques auxquels l'Ouest est attaché depuis plus de deux siècles. Ces Etats ont pour principal projet de société le maintien de leur intégrité nationale ou territoriale, quand ce n'est pas leur survie politique. Il s'agit souvent d'Etats hétérogènes, qui font valoir, si nécessaire par la force, qu'une relative stabilité intérieure vaut mieux qu'une guerre civile...fut-ce au prix de la liberté.

Dans cette République Fédérale de Yougoslavie déjà fortement meurtrie par la guerre civile de 1992 à 1995, on peut admettre que l'opposition générée par la diversité de cultures, de langues et de destinées n'a pu être maîtrisée que par une main de fer. Cette réalité va alors s'opposer, d'une part, à l'idéologie selon laquelle la démocratie occidentale est un standard universel qui convient à tous les peuples, et d'autre part à une réalité d'ordre politique qui est que l'Europe émergente ne peut, sauf à se discréditer aux yeux du monde, tolérer à sa porte un modèle de société aussi contraire à ses principes. En outre, si on veut bien admettre que chaque homme face à un problème qui lui est posé, raisonne et juge selon sa culture, il faut admettre aussi que l'idéologie qui sous-tend notre modèle de société occidentale va peser sur l'analyse même du théâtre et de son contexte, y-compris chez les élites *a priori* les mieux éduquées.

Ces facteurs « politico-idéologiques » dont on cherchera plus loin à apprécier la juste importance dans la genèse du conflit, sont des sources de tensions supplémentaires qui viennent interférer avec la réalité d'une situation déjà porteuse de germes de guerre. Ils contribuent à faire de la question du Kosovo un problème complexe.

1.4 -Un problème complexe

« *La vraie rationalité reconnaît l'irrationalité, et dialogue avec l'irrationalité* » (Edgar Morin)⁴⁶

Comment, au terme de l'inventaire des facteurs initiaux, apprécier la situation dans les Balkans? Cette région semble décrire ce que le philosophe Edgar Morin appelle un problème « complexe » : un problème qui est dialogique, organisé de façon réursive, et dont la représentation imagée évoquerait plutôt un hologramme qu'une boule de billard.

Le critère dialogique traduit l'existence de deux logiques en apparence irréductibles l'une à l'autre, et dont seule la synthèse pourrait donner une juste compréhension du problème posé. Le problème général des Balkans, qui englobe le problème particulier du Kosovo, peut être pensé selon plusieurs logiques:

- celle du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ou celle du respect des frontières existantes ;
- celle de l'ordre établi, ou celle d'un certain désordre toléré ;
- celle des Droits de l'Homme, ou celle de la « real politik »;
- celle de la paix sans la pleine liberté, ou celle d'une plus grande liberté au prix de la guerre;
- celle de l'Europe, ou celle des Etats-Unis ;
- celle du monde slave, ou celle du monde occidental...

L'organisation réursive traduit le fait que chaque aspect du problème est à la fois cause et conséquence, c'est à dire, en d'autres termes, cause efficiente de ce qui le produit. Dans le cas présent,

⁴⁶ Cf. référence k (*Introduction à la pensée complexe*).

l'acharnement des Serbes d'aujourd'hui s'abreuve du sang versé par leurs ancêtres massacrés par les Ottomans et leurs alliés, eux-mêmes étrillés par les Croates ou les Monténégrins. Les colonnes de réfugiés Kosovars ressemblent tristement à celles des Serbes expulsés des Krajinas, ou à celles des Bosniaques fuyant Vukovar ou Srebrenica, qui payent pour l'incendie du patriarcat de Pec en 1981. Sur cette terre également, le sang appelle le sang, les massacres répondent aux massacres. Cette région vit dans un cercle vicieux de haine et de vengeance. Chaque conséquence dramatique devient à son tour la cause d'un drame en devenir. C'était précisément le principal mérite des accords de Dayton, que d'avoir pu interrompre, certes au prix d'une cote politique mal taillée, le cercle infernal de cette guerre civile qui ne pouvait cesser qu'avec la fin des combattants. Prétendre faire aujourd'hui table rase du passé, c'est vouloir créer un illusoire instant zéro à partir duquel les seuls coupables sont les agresseurs, et les seuls innocents leurs victimes. Cette illusion anachronique est probablement injuste, et sonne faux.

Enfin, de même que l'hologramme a la propriété de contenir en un point la quasi-totalité de l'objet présenté, chaque aspect du problème contient toutes les informations pour une solution globale. Ce critère ne permet ni la réduction de l'ensemble du problème à l'une de ses parties, ni sa simplification en une vue d'une synthèse confortable parce que plus élevée que le sol où l'on s'entretue, mais trop déformée pour être exacte. Comment niveler un hologramme, dont la caractéristique est précisément de n'être pas nivelable ? Or, certaines réalités des Balkans ne peuvent être réduites :

- l'importance des facteurs culturels et religieux, qui permettraient d'expliquer à eux-seuls une bonne partie de la crise du Kosovo ;
- l'interdépendance politique et stratégique des États de cette région ;
- le sort des minorités : albanaise en République Fédérale de Yougoslavie, serbe au Kosovo, croate en Bosnie, kosovare en Macédoine, hongroise en Voïvodine, ...

Peut-on prétendre nier l'un de ces facteurs ? Pascal semblait avoir déjà rencontré ce type de difficulté en géométrie, qu'il apprécia de la façon suivante : « *Je ne peux pas concevoir le tout sans concevoir les parties, et je ne peux pas concevoir les parties sans concevoir le tout* ».

Edgar Morin dit aussi qu'il nous faut découvrir les paradigmes permettant de raisonner sur la complexité du monde contemporain⁴⁷. Ceci ne peut qu'inciter à la prudence et à une certaine humilité intellectuelle. Et nous inciter à nous demander si les solutions les plus simples et les plus barbares pour traiter les problèmes les plus complexes sont vraiment les plus adaptées⁴⁸.

1.5- La cause sous-jacente

La cause sous-jacente est celle qui préexiste avant toutes les autres, et qui résulte des facteurs exposés plus haut : parmi eux, l'héritage de l'Histoire bien sûr, mais également des sources de tension géopolitiques, et idéologiques. Leur conséquence est un contexte conflictuel, préalable aux affrontements armés.

Rappelons que non content d'être situé au cœur de cette région éminemment instable des Balkans, le Kosovo a en outre la propriété de concentrer sur son sol toutes les lignes de fracture et tous les déséquilibres. Ces déséquilibres sont ethnique, linguistique, démographique, religieux et culturel ; les fractures sont jalonnées par le sang déjà versé, et sont lourdes de désirs plus ou moins enfouis de vengeance et de ressentiment.

Néanmoins, le contexte, pour conflictuel qu'il soit, ne suffit pas à expliquer seul la guerre civile, ni encore moins la guerre de coalition qu'elle a engendrée.

⁴⁷ « *Nous sommes encore aveugles au problème de la complexité* » (Edgar Morin, in référence k). Voir également référence l.

⁴⁸ " *C'est une insulte à notre intelligence que de personnaliser tous les conflits en faisant croire que si quelqu'un descend Saddam Hussein, et qu'un autre abat Milosevic, alors la paix reviendra aussitôt au Moyen-Orient et dans les Balkans* " Tony Benn, député britannique (déjà connu pour son opposition forcée à la guerre du Golfe).

En effet, il existe des exemples de communautés cohabitant en paix après avoir longtemps guerroyé l'une contre l'autre : l'Irlande gaélique et catholique, et l'Angleterre anglo-saxonne et protestante, par exemple. Dans le cas du Kosovo, la cause lointaine a un corollaire, qui est l'absence de volonté à aucun niveau que ce soit de trouver une issue pacifique à la crise. Le président Milosévic est élu démocratiquement par son peuple sur un programme nationaliste pan-serbe, et pour mener à bien ce programme. Sa gestion politique du problème kosovar, tout en s'inscrivant dans la continuité des racines historiques du conflit, peut ainsi apparaître maladroite et d'une rare violence. Ainsi, la politique de plus en plus répressive de l'après-titisme conduit-elle les Kosovars vers une aspiration de plus en plus radicale à l'indépendance, puis en quelques années précipite la guerre civile.

Ce contexte conduisait-il inéluctablement à une guerre ? à une guerre civile, peut-être, dans la mesure où Slobodan Milosévic ne semble pas avoir beaucoup œuvré pour l'éviter. Mais pas forcément à un conflit étendu, impliquant plusieurs puissances.

Comme la réalité des actions militaires entre mars et juin 1999 l'a prouvé, il serait faux de croire que le sort de cette petite province enclavée a laissé le monde indifférent. En dehors des Balkans, l'implication des puissances qui s'y sont affrontées va contribuer à transformer une guerre civile en guerre de coalition internationale, engageant quatorze Etats. Les mécanismes impliquant ces Etats constituent les véritables causes du conflit.

Il serait tentant d'associer à ce contexte conflictuel une certaine fatalité, et donc de présenter la guerre du Kosovo comme son prolongement inévitable.

Une telle attitude, intellectuellement peu rigoureuse, conduirait à chercher les causes du conflit là où elles ne sont probablement pas, et donc à ne pas les chercher... là où elles sont.

TITRE 2

LES CAUSES DE LA GUERRE

L'analyse des causes d'une guerre est une des raisons d'être de la géopolitique, ou plutôt de la polémologie.

Cette analyse doit s'extraire du prétexte invoqué par les belligérants. Déjà délicate avec le recul de l'Histoire, elle devient périlleuse lorsque les plaies du conflit ne sont pas encore refermées. Pourtant, le conflit du Kosovo paraît si révélateur du nouvel ordre mondial, qu'il est sans doute porteur des germes d'autres crises à venir. La question du « pourquoi » de cette guerre est donc importante.

Le déclenchement d'une guerre semble nécessairement lié à l'existence de trois conditions :

- un contexte conflictuel, qui est à la fois condition nécessaire et cause sous-jacente ;
- des objectifs politiques justifiant un engagement militaire, qui sont généralement des causes déterminantes ;
- la disponibilité et la mise en œuvre de moyens permettant de générer des conditions propices au conflit. En effet, il n'existe pas de guerre inopinée. La « course à la guerre » est le plus souvent menée par le parti qui recherche, par le fait de guerre, les plus gros enjeux. On peut donc s'attendre à trouver, dans cette course, des causes déclenchantes ou aggravantes, sinon les prétextes qui vont permettre l'ouverture des hostilités.

La recherche de ces éléments fournit la trame de cette analyse. Mais il conviendra auparavant de rappeler les principaux événements du conflit.

2.1-L'enchaînement des faits ou l'émergence d'une logique d'affrontement

Dans ce chapitre seront rappelés dans un ordre chronologique les principales événements qui vont conduire à l'ouverture des hostilités contre la RFY, puis ceux qui vont jaloner la campagne aérienne de l'OTAN jusqu'à son terme.

La préoccupation des Etats Unis au sujet du Kosovo est connue depuis décembre 1992. A cette époque en effet, Lawrence Eagleburger, second secrétaire d'Etat de Georges Bush, est chargé de communiquer à Slobodan Milosévic le message suivant :

"En cas de développements au Kosovo qui seraient dus à des actions serbes, les Etats-Unis sont prêts à avoir recours à la force militaire contre les Serbes au Kosovo, et contre la Serbie elle-même. "
(Source : référence n)

Lors des accords de Dayton en 1995, la question kosovare reste en suspens. Pourtant, tous les états-majors occidentaux connaissent la sensibilité du problème, et se doutent qu'une crise grave surgira tôt ou tard.

Le 22 février 1998, l'émissaire américain Robert Gelbard se rend à Belgrade pour traiter avec Slobodan Milosévic de la restauration de la paix en Bosnie⁴⁹. L'un des objets de cette entrevue est également la situation préoccupante du Kosovo. Selon certaines sources, M. Gelbard aurait alors reconnu que l'UCK était un mouvement terroriste, qu'il convenait donc de combattre⁵⁰. Sans doute peut-on faire débiter l'intensification de la guerre civile du Kosovo au 28 février 1998⁵¹. Les premiers

⁴⁹ Voir note 21a.

⁵⁰ Ceci peut être rapproché de l'entrevue qu'eut Saddam Hussein avec l'ambassadrice des Etats-Unis en Irak, MME A. Glaspie, quelques jours avant l'invasion du Koweït. Celle-ci avait alors donné au président irakien un signe qu'il interpréta comme un accord tacite des Etats-Unis pour l'invasion du Koweït (cf. référence o).

⁵¹ Le 22 février 1998, Robert Gelbard prononce à Belgrade la phrase suivante: « *UCK is on the verge of terrorism* ». On peut établir un lien de cause à effet entre cette phrase, prononcée en présence de S. Milosévic, et l'attaque serbe contre Prekaz,

affrontements entre les forces serbes et l'UCK font alors soixante dix morts et six mille cinq cent sans abris. (Cf. référence n)

Toujours est-il qu'à l'issue de cette entrevue, certains membres importants du gouvernement américain ont choisi leur camp et semblent déterminés à intervenir⁵².

En juin, le diplomate américain Richard Holbrooke se rend à Junik, une base de l'UCK au Kosovo. Puis il rencontre secrètement à Crans Montana, en Suisse, les leaders de l'organisation (cf. référence n). Ces rencontres seront reconduites jusqu'à la veille de la guerre.

En juillet 1998 sont proférées les premières menaces de la part des Etats-Unis pour que cessent les brutalités commises au Kosovo, et que soient retirées les milices et les troupes paramilitaires serbes de la province. La France et la Grande Bretagne sont solidaires de ces menaces⁵³, qui s'appuient sur des planifications de frappes aériennes, déjà à l'étude depuis décembre 1997. Néanmoins, à cette époque déjà, la France conditionne toute frappe éventuelle à un mandat de l'ONU. (Cf. référence n)

Les informations en provenance du Kosovo font alors état d'une répression féroce qui aurait fait, en juin 1998, environ deux mille victimes. Il est également fait état d'actes de terrorisme caractérisés, visant manifestement à provoquer une répression serbe (cf. notes du chapitre 24).

Le 31 mars 1998, la résolution 1160 du Conseil de Sécurité de l'ONU décide l'instauration de sanctions économiques à l'encontre de Belgrade. Cette résolution sera suivie de cinq autres, jusqu'au terme du conflit⁵⁴.

Les négociations menées au sein du groupe de contact⁵⁵ en vue d'un règlement politique de la crise aboutissent à un accord signé le 13 octobre entre MM. Milosévic et Holbrooke. Cet accord aboutit d'une part au retrait des forces serbes, et d'autre part à la mise en place de la Mission de Vérification au Kosovo (KVM). Cette force non armée de deux mille vérificateurs va se déployer dans les deux mois qui suivent, dans le cadre de l'OSCE, sans atteindre le volume prévu.

En novembre, les services secrets autrichiens auraient été en possession du plan « *Potovka* » (« *fer à cheval* »), dont l'existence sera révélée en avril 1999⁵⁶. Ce plan de lutte anti-subversive prévoyait de chasser la population d'origine albanaise du Kosovo.

Le 8 janvier, huit soldats serbes sont capturés par l'UCK. Cet incident rend la situation explosive. Il fait suite à une série d'attentats, commis alternativement par l'UCK et les milices serbes. La position de certains diplomates européens est encore épargnée par l'hystérie anti-serbe qui prévaudra peu de temps plus tard⁵⁷.

Le 16 janvier 1999, quarante cinq Kosovars sont retrouvés morts auprès de la commune de Racac. Le drame est très largement médiatisé. Il est aussitôt qualifié de « crime contre l'humanité » par William Walker ; et cette information fait le tour du monde. Slobodan Milosévic qualifie cet événement de « montage ». Quelques jours plus tard, des journalistes de la télévision *Associated Press* feront part de

qui sera le véritable début de la guerre civile. Sources : Jane's Intelligence Review de septembre 1998. Voir également note 21b.

⁵² Madame Albright déclare à cette époque : « *Nous devons nous souvenir que les seules pressions que le président Milosévic comprend sont celles qui lui font payer cher son comportement inacceptable.* ». Source : référence n.

⁵³ Dès le 28 mai, Hubert Védrine propose et fait adopter par le Conseil atlantique des études sur le recours à la force – Sources : *Monde Diplomatique* du mois de décembre 99.

⁵⁴ Voir note 21c.

⁵⁵ Etats-Unis, Russie, France, Grande Bretagne, Italie, Allemagne.

⁵⁶ L'existence de ce plan est révélée le 8 avril 1999 par Hans Peter von Kirchbach, inspecteur général de la Bundeswehr. Voir note 21d.

⁵⁷ Le Norvégien Knut Vollebaeck, président de l'OSCE, déclare suite à la prise d'otages : " *Les réactions des autorités yougoslaves aux provocations de l'UCK ont été jusqu'à présent très modérées*". Et il ajoute : " *si l'UCK ne montre pas sa volonté de coopérer avec la KVM, elle mettra toute la mission en danger*".

doutes fondés sur les circonstances réelles du massacre⁵⁸. Toujours est-il que cet événement aura une conséquence déterminante sur la mobilisation des opinions publiques et sur les décisions des instances politiques. A tort ou à raison, les Serbes portent désormais la responsabilité d'avoir rompu la trêve. Aux yeux des opinions publiques occidentales, le coupable est désormais identifié. Le rapport de l'OSCE, diffusé en novembre 1999, reviendra sur cet événement⁵⁹.

La tension monte progressivement⁶⁰. Elle aboutit à un nouvel ultimatum qui suspend le déclenchement des frappes aériennes déjà planifiées contre les Serbes à l'aboutissement d'un accord entre les deux parties belligérantes. C'est le début du processus de Rambouillet.

Dès le 30 janvier, le Conseil de l'OTAN fait savoir qu'il se réservait le droit de recourir à la force contre la Serbie si les négociations n'aboutissaient pas.

Les négociations de Rambouillet se déroulent du 6 au 23 février, et se prolongent à Paris du 15 au 19 mars 1999.

Il est maintenant admis que ces « accords », qui n'en étaient pas mais qui avaient toute l'apparence d'un « Diktat » américain, étaient inacceptables par la partie serbe. La guerre était donc pratiquement inéluctable dès le début de ces négociations⁶¹.

Ils étaient inacceptables parce qu'ils revenaient d'une part à accepter l'indépendance de fait du Kosovo, d'autre part à accepter des conditions d'occupation par des armées étrangères qu'aucun Etat souverain ne peut admettre⁶². Il faut rappeler à ce sujet que la partie serbe avait malgré tout accepté le volet politique du projet du groupe de contact, c'est à dire le principe d'une « large autonomie du Kosovo ». La principale pierre d'achoppement était bien le volet militaire, que peu d'Etats n'auraient à vrai dire jamais accepté⁶³. Mieux que quiconque, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger traduit en quelques mots le problème et les enjeux des accords de Rambouillet : « *Rambouillet n'a pas été une négociation, mais un ultimatum* »⁶⁴.

Les frappes débutent le 24 mars. Elles entraînent immédiatement une intense réaction serbe, qui provoque l'exode de centaines de milliers d'Albanais. Le nombre des réfugiés sera estimé deux mois plus tard à près d'un million.

Les événements qui suivent vont s'inscrire dans la suite d'une même logique.

Le 1^o avril, MM. Milosévic et Rugova se rencontrent à Belgrade et aboutissent à un « accord » qui fait l'objet d'un communiqué, accueilli avec réserves et scepticisme par les nations de l'Alliance⁶⁵.

Quelques semaines après le déclenchement des frappes, l'OTAN reconnaît par la voie de son porte-parole Jamie Shea que la campagne aérienne va durer plus longtemps que prévu.

Le 19 avril, le HCR dresse un premier bilan des réfugiés⁶⁶.

Au lendemain des frappes, des initiatives se développent « tous azimuts » pour trouver une issue diplomatique à la crise.⁶⁷

Dès la première quinzaine d'avril, se pose avec une réelle acuité la question de la campagne terrestre, logiquement inscrite dans le prolongement de la campagne aérienne. Cette question révèle les

⁵⁸ Voir note n°21e.

⁵⁹ Voir note n°21f.

⁶⁰ Voir note 21g.

⁶¹ L'analyse du piège que constituent ces négociations pour la partie serbe a été développée, notamment dans la *Revue de la Défense Nationale* du mois de décembre, mais également dans l'article de M. Eric Rouleau dans le *Monde Diplomatique* du mois de décembre 1999. Lire également l'article de Paul Marie de la Gorce dans le *Monde Diplomatique* de mai 1999 (histoire secrète des négociations de Rambouillet).

⁶² Ces conditions sont rappelées dans le document cité en référence s, pages 26 et 27.

⁶³ "Comment de bonne foi, vouloir nier qu'à Rambouillet tout aura été tenté et réussi pour que monsieur Milosévic ne puisse signer aucun accord décentement acceptable ?" (Gilles William Golnadel, président d'Avocats sans Frontières, cité dans le *Figaro* du 12 avril).

⁶⁴ Voir également note 21h.

⁶⁵ Voir note 21i et 21j.

⁶⁶ Voir note 21k.

⁶⁷ Voir notes 21l et 21m.

positions souvent divergentes des membres de l'Alliance. Bien entendu, les déclarations faites, dans un sens ou dans l'autre, ont - quoiqu'il en soit - de très importantes conséquences stratégiques⁶⁸.

Le 29 avril, Belgrade tente de contre-attaquer sur le terrain juridique, en portant plainte auprès de la Cour Internationale de Justice pour violation de l'interdiction de recours à la force contre un Etat. La cour de la Haye déboute la RFY, n'ayant de toute façon aucun moyen pour faire valoir un arrêt allant dans le sens souhaité par la RFY (Source : *Revue Internationale et Stratégique* n° 36). Par ailleurs, le projet de résolution de la RFY condamnant les frappes de l'OTAN est rejeté par le Conseil de Sécurité en mars.

Fin avril, alors que la campagne aérienne s'intensifie, la France marque sa position particulière en refusant le passage à la « phase 3 » de l'opération, permettant de frapper tous les centres du pouvoir du régime de Belgrade. La stratégie de l'Alliance est néanmoins élargie dans le cadre d'une phase baptisée « phase 2- plus ». Cette question reste, plusieurs mois après, une pomme de discorde au sein de l'Alliance.

Dans la nuit du 7 au 8 mai, l'aviation américaine bombarde l'ambassade de Chine à Belgrade⁶⁹. Les Etats-Unis invoquent officiellement une erreur.

Le 27 mai, Slobodan Milosévic est inculpé de « crime contre l'humanité » par Louise Harbour, procureur du Tribunal Pénal International⁷⁰. Cet événement interdit *de facto* toute solution négociée avec le régime de Belgrade. Il ne peut légalement conduire qu'à une capitulation sans condition.

Le 3 juin, Slobodan Milosévic accepte les conditions imposées par le G8 pour l'arrêt des frappes. Le protocole signé, qui sera commenté plus loin, n'octroie cependant pas à l'Alliance ce qu'elle revendiquait lors des négociations de Rambouillet⁷¹.

Ces faits peuvent apparaître comme une cascade d'événements plus ou moins fortuits, qui ont eu pour effet de conduire à la guerre⁷². Dans ce cas, ils peuvent être considérés comme des **causes** « **factuelles** », reposant plus ou moins sur le hasard des réactions humaines, et sur les nécessités du moment.

On peut aussi s'interroger sur leur cohérence avec des desseins politiques qui s'inscriraient davantage dans la durée et dans la profondeur. Dans ce cas, les faits qui ont précédé le déclenchement des frappes ne seraient qu'une conséquence des politiques menées : une conséquence qui a eu pour effet d'avoir « pavé le chemin de Mars ».

Que ces faits soient causes ou conséquences d'une politique délibérée, ils traduisent l'émergence dès l'été 1998 d'une logique de guerre, que la conduite des combats, et le refus manifeste de l'Alliance pour toute solution négociée, ne peuvent que confirmer.

Et cette logique de guerre est elle-même la traduction concrète d'objectifs politiques de certains Etats.

⁶⁸ Le 16 avril, le général Shelton, chef d'état-major américain, affirme « *qu'une offensive terrestre ferait éclater l'OTAN et entraînerait une rupture avec la Russie* ».

⁶⁹ Voir note n°21n.

⁷⁰ « *Inculpation fondée sur la déportation de 740 000 kosovars d'origine albanaise et sur le meurtre de 340 personnes identifiées comme ayant les mêmes origines ethniques* » Source : référence s, page 58.

⁷¹ Voir notes n°21o et 21p.

⁷² Notamment les menaces proférées par l'Alliance dès juin 1998 entraînaient un processus difficilement réversible.

2.2- Des intérêts politiques divergents

Quels desseins politiques ont guidé les Etats belligérants dans la campagne du Kosovo ?

Cette question est essentielle : c'est parce qu'il y a eu divergence dans leurs intérêts politiques respectifs, pris ici au sens large, que les Etats ont été conduits à entreprendre une guerre ; et c'est parce qu'il y a eu convergence politique pour certains de ces Etats qu'il y a eu coalition.

Il est proposé ici de tenter de répondre à cette question en se fondant sur l'analyse des facteurs effectuée chapitre 1.2.

On peut assez facilement déduire le dessein politique du président yougoslave de l'analyse effectuée plus haut. En mai 1989, celui-ci est d'abord élu pour appliquer un programme politique qu'il n'a jamais caché, qui est la préservation de l'intégrité de la nation serbe et de ses frontières⁷³. Rappelons que cet homme a séduit son peuple après avoir déclaré publiquement « *Vous ne serez plus jamais battus* »⁷⁴...ce qui laisse d'ailleurs supposer que son peuple était alors maltraité. On peut également prêter à cet « aparatchik » autoritaire et formé à la vieille école communiste un souci tangible de son maintien au pouvoir. Pour le reste, Slobodan Milosévic combat une rébellion armée contre l'Etat souverain, avec une brutalité à laquelle l'Occident n'est certes plus accoutumé. Sa ligne de conduite politique semble pouvoir être résumée ainsi :

- combattre résolument l'UCK, considéré sans ambiguïté comme un mouvement terroriste ; cela signifie mener une guerre civile, avec les moyens qu'ont adopté en leur temps la France en Algérie, la Grande Bretagne en Ulster ;
- tolérer l'existence de la ligne politique incarnée par Ibrahim Rugova, en qui il verra, sans doute trop tard, une solution politique à la crise ;
- ne pas tolérer d'ingérence armée sur le territoire de la RFY, ce qui ne doit surprendre personne ayant étudié un tant soit peu les Balkans en général, et le peuple serbe en particulier.

L'Albanie est confrontée à d'immenses difficultés intérieures. Elle ne souhaite pas s'engager officiellement dans une politique affichée en faveur de la « Grande Albanie »⁷⁵, ce qui la conduirait inévitablement à jouer un rôle qui n'est pas à sa portée dans l'immédiat.

Cependant, elle constitue une base arrière évidente pour l'UCK, à laquelle elle apporte un soutien logistique. Par ailleurs, ce qui n'est pas contradictoire, l'Albanie comprend qu'elle a tout à gagner à s'ancrer au bloc « occidental ». Elle facilite donc l'utilisation de son sol et de ses infrastructures par les membres de l'Alliance⁷⁶. En cas de campagne terrestre, l'Albanie aurait constitué une précieuse tête de pont pour les armées de l'OTAN.

Les pays d'Europe centrale et orientale qui jouxtent la République fédérale de Yougoslavie ne sont pas considérés comme des acteurs dans le conflit, mais ils vont en subir les conséquences. Leur attitude politique peut sembler partagée entre deux objectifs antagonistes : privilégier les relations régionales, parfois complexes parce qu'héritées d'une histoire perturbée ; ou bien rechercher l'intégration dans l'OTAN, hier de l'autre côté du « rideau de fer », mais qui offre désormais des perspectives géopolitiques que la Hongrie a pour sa part déjà saisies.

⁷³ Régis Debray en avril 1999 : « ... *Milosévic a été élu à 3 reprises. Les dictateurs se font élire une fois, non deux. Il respecte la constitution yougoslave. Pas de parti unique. Le sien est minoritaire au Parlement. Pas de prisonniers politiques, des coalitions changeantes. Il est comme absent du paysage quotidien. On peut le critiquer sans se cacher aux terrasses des cafés-et on ne s'en prive pas-*, mais les gens ne s'en soucient guère. Aucun charisme « totalitaire » sur les esprits. *L'Occident semble cent fois plus préoccupé par M. Milosévic que par ses concitoyens* ». (Confronté au scandale qu'ont déclenché ces paroles, Régis Debray a cherché par la suite à en atténuer la portée).

⁷⁴ Discours prononcé en 1989 à Pristina.

⁷⁵ Cf. chapitre 1.1.

⁷⁶ Voir note n° 22a.

Le dessein politique de l'**Allemagne** s'inscrit logiquement dans la continuité de son analyse géopolitique :

- accroître la zone de stabilité européenne⁷⁷ vers le sud-est de l'Europe ;
- réduire l'influence de la Serbie dans les Balkans, ennemie traditionnelle de la Croatie, elle-même profondément ré-intégrée dans la zone d'influence germanique depuis 1995 ;
- conforter une position doublement éminente, au sein de l'Alliance d'abord à laquelle il est exclu de faire défaut, au sein de l'Union Européenne enfin, sur la diplomatie de laquelle l'Allemagne veut pouvoir peser, en cohérence avec son poids économique et démographique ;
- permettre, à terme, le retour vers leur pays de tout ou partie des réfugiés kosovars vivant en Allemagne ;
- très probablement, toucher les dividendes économiques d'une stabilisation des Balkans ;
- enfin, « *l'Allemagne pouvait exorciser son passé en participant à la première guerre humanitaire de l'histoire contre un « génocide », et par la même occasion parachever sa normalisation en engageant son armée pour la première fois depuis la fin de la 2^e Guerre mondiale dans des opérations militaires* » (Source : *Le Monde Diplomatique*, déc. 99).

Le dessein politique britannique peut se déduire de la position de **la Grande Bretagne** vis à vis des Etats-Unis, de l'Europe et du monde slave-orthodoxe. Ainsi :

- La Grande Bretagne ne peut qu'épauler en Europe la position américaine, dont elle est traditionnellement très proche. C'est notamment le jugement que porte Z. Brzezinski⁷⁸.
- Elle ne peut se permettre de contrer les initiatives américaines exprimées au sein de l'Alliance, et encore moins de freiner la première opportunité de mise en œuvre du « pilier européen de l'OTAN », au sein duquel elle estime avoir un rôle majeur à assumer. En outre, le traumatisme historique de Munich en 1938, et l'impuissance -considérée comme honteuse- de l'Europe dans la guerre civile de Bosnie entre 1992 et 1995 sont suffisamment présents pour que la ligne de conduite britannique puisse s'afficher autour de cette idée simple : « Plus jamais ça »⁷⁹.
- Très vraisemblablement, l'Angleterre ne souhaite pas voir le tracé des frontières modifié. C'est une ligne de conduite à peu près constante qu'elle partage d'ailleurs avec la France, mais qui la distingue des Etats-Unis et de l'Allemagne.
- Enfin, la continuité de la diplomatie britannique aboutit à une sorte de résurgence du « grand jeu » : contrer la Russie, et notamment son influence dans les Balkans. Dans le cas présent, il faut considérer sans doute les Balkans au sens large, en intégrant leurs lointains confins qui sont... les gisements d'hydrocarbures de la Caspienne.

La position française est sans doute plus complexe. Sa ligne de conduite politique pouvait en effet se définir de deux façons contradictoires.

La première conduisait logiquement à la mise en place de la KVM, mais en aucun cas à la campagne aérienne. Elle se justifiait par plusieurs causes, parmi lesquelles :

- l'amitié traditionnelle de la France et de la Serbie, certes quelque peu refroidie depuis 1995 ; cette amitié est très critiquée outre-Atlantique ;
- le souci constant de notre pays d'inscrire tout emploi de la force dans le cadre du droit international, et donc sous mandat de l'ONU. Cette ligne diplomatique était déjà affirmée en décembre 1998⁸⁰, puis encore confirmée par Hubert Védrine une semaine avant le début des frappes⁸¹ ;

⁷⁷ en d'autres termes la zone d'influence allemande, et notamment sa zone d'influence économique.

⁷⁸ Cf. référence a.

⁷⁹ Voir note 22c.

⁸⁰ Voir note 22 s.

⁸¹ « *Nous, nous disons qu'il faut respecter la Charte des Nations Unies, et d'ailleurs le traité qui a fondé l'Alliance Atlantique en 1949 reconnaît tout à fait clairement la prééminence de l'ONU* » (Hubert Védrine). Voir également note 22b et référence s, annexe 3 (lettre d'Hubert Védrine et de Klaux Kinkel au Président Milosévic en date du 19 novembre 1997).

- la constante recherche d'une solution pacifique au moindre coût⁸², ce qui d'ailleurs honore notre pays, et qui est exprimée au cœur de notre politique de défense⁸³ ;
- le refus de toute remise en cause des frontières, tout en affirmant parallèlement le droit des minorités⁸⁴. Or, il paraît difficile de combattre la Serbie sans favoriser l'UCK, et de favoriser l'UCK sans reconnaître la légitimité de son aspiration à l'indépendance ;
- l'amitié traditionnelle de la France avec la Russie, probablement plus forte qu'avec nos proches voisins, et qui conduisait d'ailleurs nos sénateurs à préconiser en 1998 l'établissement de liens plus étroits avec ce pays ;
- enfin et surtout, la France est un pays profondément attaché à la paix et engagé dans le monde en sa faveur – sans doute parce qu'elle a connu depuis deux siècles le prix de quatre invasions sur son propre sol, et de cinq guerres civiles ou graves émeutes – et qu'à ce titre on imaginait mal ce pays partir en guerre sans mandat, contre un Etat souverain et ami de surcroît.

L'autre ligne de conduite est opposée à la précédente :

- la France se veut en quelque sorte championne des « Droits de l'Homme » ; à ce titre, avec l'Union Européenne d'ailleurs, elle estime ne pas pouvoir tolérer aux yeux du monde les brutalités perpétrées au Kosovo⁸⁵ ;
- elle ne peut se démarquer de l'Alliance Atlantique au sein de laquelle elle cherche à compter, d'autant qu'il n'y a plus désormais d'autre solution pour la défense européenne que le « pilier européen de l'OTAN ». Elle va donc agir comme si l'OTAN ne pouvait rien faire sans elle au Kosovo ;
- jouant un rôle politique moteur dans la construction européenne, la France enfin ne peut prendre le risque d'un deuxième « Munich » : les opinions publiques, déjà peu enthousiastes sur la question européenne⁸⁶, auraient sans doute évolué vers une vive hostilité. En outre, elle est évidemment favorable à l'extension vers l'est du modèle de société européenne⁸⁷.

Pour des raisons qui seront détaillées plus loin, c'est la deuxième ligne qui sera adoptée. Néanmoins, la position française reste très dialectique, ce qui lui permettra :

- de faire valoir une certaine modération dans la conduite de la guerre, en refusant notamment de bombarder le Monténégro, et en exprimant son opposition à la mise en œuvre de la 3^e phase (frappes stratégiques sur l'ensemble du territoire yougoslave) ;
- d'agir activement pour que la Russie soit associée à la sortie de la crise.

La Russie a sans doute peu de marge de manœuvre compte-tenu de sa dépendance financière vis à vis de l'Occident. Sa politique semble avoir été la recherche d'un juste équilibre entre deux objectifs opposés :

- le maintien de l'aide économique occidentale, humiliante mais indispensable ;
- un soutien minimum au côté de la Serbie, notamment pour ménager une opinion publique instable et souvent déroutante ;

Cet équilibre lui permettra de jouer un rôle déterminant et valorisant dans la recherche des issues politiques à la guerre⁸⁸.

⁸²Cette phrase du Président Mitterrand résume sa position au début de la guerre civile en ex-Yougoslavie : « ...ne pas ajouter la guerre à la guerre ».

⁸³ Cf. la politique de défense de la France, définie dans le Concept d'Emploi des Forces de juin 1997 (extrait) : « ...participer à la paix et à la stabilité internationale ».

⁸⁴ Voir notes n° 22d et 22e.

⁸⁵ Voir notes n° 22f et 22g.

⁸⁶ Par le référendum de 1992, les accords de Maastricht n'ont été ratifiés qu'avec 51% des voix.

⁸⁷ Voir notes n° 22h à 22j.

⁸⁸ Voir note 22l.

Il est possible que l'**Arabie Saoudite** ait cherché à obtenir des Etats-Unis un appui aux musulmans albanais, en échange de facilités offertes à la présence américaine dans le Golfe Persique. C'est sans doute difficile à établir, mais ce serait très cohérent avec plusieurs réflexions menées sur les relations entre l'expansion des mouvements islamistes et la politique américaine⁸⁹.

La ligne de conduite politique des **Etats-Unis** peut également apparaître partagée entre deux tendances :

La première, défendue par le *Department of Defense* et notamment par Sandy Berger, est centrée sur les intérêts nationaux américains, et s'inscrit dans la continuité d'une certaine forme d'isolationnisme, attitude traditionnellement soutenue par une large partie de l'opinion. De nombreuses raisons, notamment budgétaires, pouvaient en effet inciter les Américains à laisser les Européens faire face à leurs responsabilités.

La seconde, plus interventionniste, est défendue par le Département d'Etat et notamment par Madeleine Albright, mais également par le général Clark. La tendance interventionniste l'emporte, probablement au lendemain du drame de Racac⁹⁰. Elle conduira les Etats-Unis à s'impliquer dans ce conflit pour les principales raisons suivantes :

En déclenchant cette guerre au Kosovo, les Etats-Unis :

- pérennisent l'OTAN, à laquelle ils trouvent une mission noble, désintéressée, et ce à l'approche de son cinquantième anniversaire⁹¹ ; or, rappelons que l'OTAN est le principal instrument de l'influence américaine en l'Europe⁹². Par ailleurs, la crédibilité même de l'OTAN est déjà engagée par les menaces proférées⁹³ ;
- démontrent l'aptitude de l'OTAN à « régler » une crise. Or ceci correspond à la nouvelle vocation que les Etats-Unis souhaitent voir conférer à l'Alliance ;
- démontrent en corollaire l'impuissance politico-militaire des Etats européens, incapables d'une initiative autonome, tout en permettant au « pilier européen de l'OTAN » de faire ses premières armes⁹⁴. Ainsi, le message pourrait être : sans l'OTAN, l'Union Européenne ne peut rien faire ;
- en affaiblissant la Serbie, isolent encore davantage la Russie, encerclent la RFY de pays nouvellement intégrés à l'OTAN, implantent durablement leur présence militaire en Europe, notamment dans les Balkans, dont l'instabilité chronique les inquiète⁹⁵. Enfin, ils peuvent à terme espérer limiter, voire supprimer l'accès à la mer de la RFY ;
- se concilient à moindre frais les bonnes volontés de Riad, principal soutien des milieux musulmans dans le monde, et que la perspective de voir un nouvel Etat musulman s'épanouir en Europe ne peut que séduire ; or l'Arabie Saoudite est le principal partenaire des Etats-Unis dans le Golfe Persique⁹⁶ ;
- accessoirement, restaurent l'image politique de Bill Clinton, terni par l'affaire Lewinski, en lui faisant jouer un rôle de défenseur des victimes de la barbarie⁹⁷. Or, une telle cause ne peut qu'avoir le soutien de l'opinion publique américaine, volontiers puritaine⁹⁸.

⁸⁹ cf. références a et f.

⁹⁰ Cf. référence n.

⁹¹ Le devenir de l'OTAN est effectivement une question d'actualité en mars 1998, comme le soulignait l'un des membres de la délégation diplomatique française participant à l'époque aux réflexions préparant le nouveau concept stratégique de l'Alliance, cité par l'hebdomadaire américain *Defense News* : « *Pour quelles raisons doit on maintenir une alliance dont la justification d'origine, la menace soviétique, n'existe plus ?* ». A cette même époque, un des responsables de l'Alliance ajoutait sous couvert d'anonymat que « *le destin de l'OTAN est en jeu* ». Source : AFP du 29 mars 1998.

⁹² Voir note 22m.

⁹³ Voir note 22n.

⁹⁴ Rappelons que ce pilier européen est une proposition formulée par Bill Clinton au sommet de Madrid en 1996.

⁹⁵ Là encore, Zbigniew Brzezinski ne cache pas le refus sans équivoque des Etats-Unis de toute idée de partenariat stratégique avec la Russie. Voir note 22q ; cf. référence a.

⁹⁶ Voir note 22o.

⁹⁷ Voir note 22r.

⁹⁸ Il ne semble pas juste d'attacher à cet objectif une importance déterminante. En effet, la présidence est-elle sortie renforcée de « l'affaire Lewinsky ».

Enfin, **tous les Etats occidentaux** ont été soumis à une forte pression de leurs opinions publiques, dont la prise en compte effective est devenue *de facto* un objectif politique. Cet aspect sera développé au paragraphe 2.3, dans la mesure où il a pu conduire à inverser les priorités, c'est à dire à accorder au facteur idéologique, pour ne pas dire émotionnel, une importance déterminante.

Ces desseins politiques, qui conduisent la RFY d'une part, les nations de l'Alliance d'une autre, vers des objectifs antagonistes, constituent les **causes déterminantes** de la guerre.

Déterminantes, parce qu'elles vont se traduire en décisions politiques, en stratégie directes et indirectes, puis en actions militaires.

Ainsi, les desseins français, avec leur dualité, expliquent volontiers le rôle joué par notre pays dans le conflit.

Egalement, le jeu mené par Washington s'éclaire lorsqu'il est replacé en perspective depuis les origines du conflit. Les desseins politiques des Etats-Unis – et dans une certaine mesure ceux de l'Allemagne – peuvent expliquer pourquoi l'option « pacifique » représentée par Ibrahim Rugova a été délibérément marginalisée, même quand il a semblé réussir à obtenir une issue acceptable auprès de Slobodan Milosévic ; pourquoi l'UCK, au contraire, a obtenu en si peu de temps une légitimité diplomatique et un soutien que peu de guérillas armées dans le monde ont jamais pu acquérir, même après des années de lutte ; pourquoi le projet d'accord de Rambouillet, rédigé par les experts américains, s'est révélé être un ultimatum inacceptable aux yeux des Serbes ; pourquoi la KVM, initiative née au sein de l'OSCE, a été avortée à peine déployée ; pourquoi l'ONU a été tenue en dehors du conflit⁹⁹, et pourquoi enfin les initiatives russes en faveur d'une solution politique permettant de sortir de la crise ont été méprisées.

L'inventaire de ces objectifs politiques appelle enfin trois remarques :

- La plupart des Etats de l'Alliance, même la France, avaient de bonnes raisons pour attaquer la RFY. Mais ces raisons n'étaient pas toujours identiques. Ainsi a-t-on pu relever de réelles divergences dans les déclarations traduisant les objectifs de guerre.
- L'Union Européenne n'intervient pas, en tant qu'actrice, dans la campagne aérienne. Néanmoins, il faut constater qu'elle est présente, comme lien fédérateur, dans les desseins politiques des Etats belligérants. Aucun pays européen ne peut en effet se permettre d'invalider par une position divergente le premier consensus en matière de politique étrangère en Europe (même si ce consensus n'en est pas tout à fait un). Le « pilier européen » de l'OTAN tient là une opportunité qu'il ne peut laisser passer pour faire valoir sa pertinence. Car au-delà de la seule mise en œuvre des forces armées, c'est la détermination de l'Union Européenne à être autre chose qu'une structure économique et financière, qui est en jeu.
- Tous les Etats belligérants sont des démocraties, et à ce titre particulièrement sensibles à la pression des opinions publiques. Il faut donc aussi se demander quelles incidences celles-ci ont pu avoir sur la genèse du conflit, mais également quels enjeux elles ont représenté dans les stratégies employées.

⁹⁹ « Ne vous prenez surtout pas pour un acteur politique dans la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie » Madeleine Albright à Kofi Annan, cité dans *le Monde* du 10 mai 1999.

2.3- Le poids des opinions publiques...

Plus encore que la Guerre du Golfe, le conflit du Kosovo a révélé l'importance considérable que revêt l'information du public dans une guerre contemporaine. Faut-il compter en retour la pression des opinions publiques parmi les causes du conflit ? et si oui, dans quelle mesure ?

L'opinion publique participe, avec les médias et les pouvoirs politiques, à un jeu à trois pôles. Trois pôles qui sont tour à tour acteur et spectateur, qui semblent liés entre eux par le mécanisme décrit ci-après :

- Les médias s'efforcent de livrer une information recevable par l'opinion ; ils vivent de l'information, parce qu'elle constitue leur finalité mais également leur faire-valoir économique. La quasi-totalité des médias occidentaux est à capitaux privés et soumise à la concurrence. Leur santé économique n'est déterminée ni par la qualité, ni par l'objectivité de l'information transmise, mais par l'indice d'écoute, « l'audimat » ou la vente des journaux. Pour se vendre, l'information doit correspondre aux attentes d'un public qui l'achète. Comme certains épisodes de l'intervention américaine en Somalie, ou de la Guerre du Golfe - vécus en direct, voire même planifiés en fonction des horaires des journaux télévisés américains – l'impact du drame de Racac et le sort des réfugiés kosovars, ont eu un tel retentissement qu'ils ont focalisé puis captivé l'attente, la curiosité puis surtout l'émotion du public. Dès lors, les médias étaient voués à une surenchère sur ce sujet d'information pour conserver l'attention de leur public. Quitte d'ailleurs à négliger totalement de couvrir d'autres événements tout aussi dramatiques, mais qui laissaient à l'époque le public indifférent, comme la guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée, ou les massacres de la Sierra Léone. Les chaînes télévisées (CNN en tête) et par effet d'entraînement les autres médias, ont captivé pendant trois mois l'attention et la curiosité du public sur ce qui se passait au Kosovo. Certains des grands reporters de la presse télévisée sont les premiers à admettre que leur information est partielle, focalisée, et ne saurait être objective quand un sujet complexe doit être traité en quelques minutes. Cet aspect, et ses conséquences, sont largement développés par Alain Woodrow¹⁰⁰ dans l'ouvrage cité en référence g.
- Les pouvoirs politiques démocratiques se positionnent en permanence par rapport à l'opinion publique par le biais des sondages d'opinion¹⁰¹. Dans l'éventualité, probable dès les premiers jours de 1999, d'une intervention militaire au Kosovo, on comprendra aisément quelle importance stratégique pouvait représenter le soutien de l'opinion publique. Il s'agissait véritablement d'une condition préalable indispensable : eut-elle fait défaut, quel Etat démocratique aurait pu alors entreprendre une guerre? Réciproquement, ne pas tenir compte d'une opinion publique pressant ses représentants élus d'agir pour faire cesser le massacre du Kosovo aurait nécessité un rare courage politique.
- Le dernier mouvement de ce jeu à trois concerne la relation particulière qui s'établit entre le pouvoir politique et les médias. En théorie, cette relation n'existe pas dans les Etats démocratiques puisque la presse est par principe libre et indépendante. Elle est pourtant bien réelle : d'abord parce que les sources d'information sont parfois d'origine étatique¹⁰², ensuite parce que les propos des représentants des pouvoirs politiques sont eux-mêmes élaborés avec le plus grand soin en fonction du média qui va les retransmettre. Mais surtout, la manœuvre de l'information est un antique précepte de stratégie politique et militaire, cité déjà par Sun Tzi, relayé par Clausewitz, illustré magistralement par l'art de la « désinformation » pratiqué par l'URSS de Brejnev, et réactualisé aux technologies contemporaines par l'actuelle doctrine américaine de l'« info-war ».

L'opinion publique est donc doublement courtisée : par les médias dont elle est la cible, et par la classe politique dont elle légitime la pérennité. Juges et parties, les médias sont -quant à eux- non seulement en position d'intermédiaire incontournable pour l'accès à l'information, mais également en position d'arbitre et de filtre, ce qui leur octroie une responsabilité et une influence considérables.

¹⁰⁰ Ancien journaliste au *Monde*.

¹⁰¹ Pour ne citer qu'un exemple, affectant qui plus est l'autorité judiciaire américaine qu'on peut supposer moins soumise à la pression de l'opinion, il convient de se rappeler le déroulement et l'issue du procès « O.J Simpson ».

¹⁰² Exemples : opération Nautile dans le Pacifique en 95, Guerre du Golfe, photos satellites, déclarations et commentaires de hauts fonctionnaires d'Etats (notamment la déclaration de William Walker sur les lieux du drame de Racac).

Cette influence explique l'étonnante synergie des intellectuels, des hommes politiques et des responsables de presse qui, en France notamment, façonnent l'opinion publique¹⁰³. La question est alors de savoir si cette influence peut être contrôlée, et si elle l'a été dans l'affaire du Kosovo.

2.4-.... et la gestion de l'information

Remarquons tout d'abord qu'une influence partielle sinon totale de l'appareil médiatique par une puissance organisée a déjà connu des précédents célèbres, et souvent dramatiques :

- la vaste entreprise de désinformation de l'Occident conduite dans les années 80 par l'URSS a contribué au développement du pacifisme en Europe, et a réussi à cristalliser l'alternative « paix/guerre » autour du débat nucléaire;
- l'affaire de Timisoara a conduit en décembre 1989 à la chute du régime de Ceaucescu ;
- l'attitude mensongère de la télévision yougoslave en 1989 a mené directement les peuples de Yougoslavie, aux passions exacerbées, vers la guerre civile (cf. référence g) ;
- le témoignage dramatique de la fille de l'ambassadeur du Koweït devant les représentants de l'ONU¹⁰⁴ à New-York en août 1990 contribua fortement à mobiliser les opinions publiques contre l'Irak (cf. référence p) ;
- la radio des « 1000 collines » au Rwanda a attisé pendant plusieurs semaines les ferments d'une haine qui conduira au génocide de 500 000 Tutsis entre avril et juillet 1994 (cf. références g et j) ;
- le bombardement en 1994 du marché de Merkale qui fit une soixantaine de morts parmi les civils bosniaques fut imputé à l'époque aux Serbes de Bosnie. Il provoqua directement les frappes aériennes de l'OTAN, qui firent reculer les armes lourdes de l'armée serbe. Or, il est «très probable », mais rarement admis, que les tirs de mortier meurtriers étaient imputables aux Bosniaques, afin de précipiter l'aviation occidentale à leur côté.

La désinformation est la stratégie utilisée pour manipuler l'information dans un but bien défini. Elle est aujourd'hui orchestrée sous le terme de « guerre psychologique » au sein du concept d' « info-war », développé notamment par les Etats Unis¹⁰⁵.

D'après Vladimir Volkov¹⁰⁶, les caractéristiques d'une opération de désinformation sont les suivantes :

- une information stéréotypée (tout le monde dit la même chose) ;
- en corollaire, une information déséquilibrée au profit d'un aspect de la question, au détriment des autres ;
- une vision polarisée et manichéenne : les « bons » sont d'un côté, les « méchants » de l'autre ;
- un résultat final assez voisin d'une forme de psychose collective.

Les procédés utilisés pour parvenir à cette fin sont relativement classiques : accusation d'atrocités, gonflement hypertrophié des enjeux, diabolisation et déshumanisation de l'adversaire , polarisation, invocation d'une sanction « immanente », discrédit systématique apporté à l'information de l'adversaire.

¹⁰³ Cf. référence u, pages 140 à 143.

¹⁰⁴ Déclarant notamment que les Irakiens avaient « débranché les couveuses des nouveau-nés dans les hôpitaux de Koweït-City », ce qui a été largement couvert par CNN...mais s'est avéré être faux (cf. références d et o).

¹⁰⁵ La guerre psychologique (*psychological warfare*) se définit par « l'ensemble des techniques visant à utiliser l'information pour gérer l'opinion publique tant civile que militaire, en utilisant des vecteurs technologiques tels que la radio, la télévision par satellite, Internet. Les autres domaines de l'info-war sont par ailleurs la guerre du commandement (*command and control warfare*), la guerre électronique (*electronic warfare*), la guerre de l'informatique (*hacker war*), la guerre par l'information (*information bases warfare*), le blocus de l'information (*information blockade*) et le conflit cybernétique (*cyber war*).

Sources : la guerre de l'information, Tribune du CID n° 14.

¹⁰⁶ cf. Référence d.

Selon toute vraisemblance, une vaste opération de désinformation a été menée au Kosovo, dans le but manifeste de conditionner les opinions publiques en vue d'une guerre probable. Vladimir Volkov s'est attaché, notamment, à le démontrer (Cf. référence d).

Trois exemples pris parmi une liste fort longue accréditent cette idée :

- Les informations sur les crimes commis par les Serbes ont été exagérément grossies ; les termes de « génocide » et de « crime contre l'humanité », porteurs d'un sens très fort en Europe, ont été employés bien au-delà de la réalité des faits¹⁰⁷. Ceci est désormais admis par la plupart des journaux¹⁰⁸. Ainsi, le drame de Racac, qualifié aussitôt de « crime contre l'humanité » par William Walker, chef de la mission de vérification de l'OSCE, illustre particulièrement cette inflation des termes et des faits relatés. Quelques jours plus tard, des journalistes présents sur place feront état de leurs "doutes" quant à la thèse officielle retenue. Mais le mal est fait, avec les conséquences que l'on connaît.
- Le plan Serbe « fer à cheval », exhibé le 8 avril 1999 par le général Hans Peter von Kirchbach révèle avant tout une opération d'éradication de l'UCK. Les « experts » des guerres civiles savent bien qu'un pouvoir politique peut difficilement lutter contre un mouvement armé subversif sans impliquer les populations civiles, qui sont tout à la fois otages, monnaies d'échanges, et paravent. Et c'est bien ce qui constitue l'horreur des guerres civiles. Pourtant, ce plan, qui n'est sans doute pas un programme philanthropique, a bien été présenté comme le parachèvement de la « purification ethnique », ce qui n'était probablement pas son objectif principal.
- Enfin et surtout, Ibrahim Rugova a été marginalisé, et son influence minimisée¹⁰⁹. Sans présumer de sa réelle envergure politique, on peut noter que le chef du LDK a été plébiscité en mars 1998, et qu'il représentait une chance à saisir pour obtenir une sortie de crise à moindre coût : peu d'Etats en guerre civile ont en effet la chance d'avoir, dans l'opposition, un leader politique à peu près unanimement reconnu et pacifique ! Mais, pacifiste jusqu'au bout des ongles, il a fini par être présenté comme inefficace. Si inefficace qu'il fut éclipsé dans la presse occidentale, qui préféra sans doute parler davantage de l'UCK, médiatiquement plus rentable.

De toute évidence, la gestion de l'information illustrée par ces trois exemples a largement contribué au façonnement des opinions publiques.

De tous les Etats de l'Alliance, seuls les Etats-Unis ont eu véritablement les moyens d'organiser et de contrôler cette manipulation : occupant la plupart des postes clé de l'ONU, de l'OTAN et de l'OSCE, disposant d'un réseau de renseignement et d'influence sans égal, ils contrôlent l'essentiel de l'Internet¹¹⁰, et utilisent en outre le relais d'agences de presse anglo-saxonne qui sont à l'origine de la majeure partie de l'information diffusée dans le monde (CNN donne un exemple de la puissance de la « voix de l'Amérique »). Enfin, des officines anglo-saxonnes désormais connues ont fait de la désinformation leur fond de commerce¹¹¹.

En amont des moyens nécessaires pour mener à bien cette manipulation de l'information, l'Amérique avait surtout un objectif politique, décrit plus haut, qui conférait à cette « gestion de l'information » une cohérence centrée sur ses intérêts de puissance¹¹². Il y a donc concordance des moyens, des objectifs, et des faits. Cela ne constitue pas une preuve rigoureuse, pas plus que des exemples ne sont en soi une démonstration...mais cela conduit à une très forte présomption.

¹⁰⁷ Il ne s'agit pas de nier l'existence de ces faits, mais de dénoncer leur exagération.

¹⁰⁸ Notamment dans « *Le Monde Diplomatique* » du mois de décembre 1999

¹⁰⁹ Cf. *Janes's Intelligence Review* de septembre 1998 et note n°24a.

¹¹⁰ La plupart des sites consacrés à Racac/ Kosovo l'internet sont en langue anglaise, et défendent à peu près la même thèse, photos et commentaires à l'appui (néanmoins, l'un des premiers sites accessibles est...serbe !). Par ailleurs, le fameux réseau « Echelon » permet aux anglo-américains de contrôler l'ensemble des communications échangées.

¹¹¹ Notamment l'agence *Hill & Knowlton* pendant la Guerre du Golfe ; cf. référence v.

¹¹² Il ne faut pas nécessairement imaginer le Département d'Etat américain donnant des « directives » aux organes de presse, qui sont de toute façon pratiquement tous privés. Simplement, la presse anglo-saxonne - tout comme la presse française - est l'expression d'une culture et d'une vision commune à un peuple, qui ont peu de raisons d'être totalement déconnectées de la vision qu'a un pouvoir politique démocratique des intérêts nationaux.

Ainsi, le conditionnement de l'opinion publique occidentale apparaît comme une **cause directe** de la guerre, par la pression qu'elle a exercée, au travers des médias et des sondages, sur les pouvoirs politiques¹¹³. Cette cause immédiate, indispensable au déclenchement de la guerre, était elle-même vraisemblablement la **conséquence d'une stratégie** d'information délibérée visant à influencer sur les opinions publiques pour leur faire accepter sinon la vision géopolitique que l'Amérique a de ses intérêts, du moins ses conséquences. Pour autant, il ne faut pas trop hâtivement conclure à un « complot » anglo-saxon généralisé. S'il est probable que certains organismes ont œuvré pour gérer l'information¹¹⁴, ils n'ont fait que s'appuyer sur les médias, dont il faut par ailleurs souligner, en France notamment, le souci d'honnêteté professionnelle¹¹⁵. La « gestion de l'information » n'a fait qu'amplifier, focaliser et déformer un phénomène, même si dans le cas présent, elle n'est pas partie de rien¹¹⁶.

*« Un mensonge répété mille fois reste un mensonge,
un mensonge répété un million de fois devient vérité » (Goebbels)*

2.5- Les causes aggravantes

Il faut prendre en compte par ailleurs un certain nombre de facteurs, sans doute plus subjectifs, qui vont chacun à son niveau contribuer à orienter le cours des choses dans le sens d'une intervention militaire offensive.

Certains vont jouer sur les dirigeants et décideurs eux-mêmes. D'autres vont contribuer à cristalliser l'opinion publique. Aucun d'entre eux ne semble jouer un rôle majeur dans la genèse du conflit. Ils peuvent apparaître comme des **causes aggravantes** :

- Le premier et probablement le plus important est la personnalité de Madeleine Albright¹¹⁷, farouchement déterminée dès le printemps 1998 à faire plier la Serbie¹¹⁸. Elle emporte en tous cas la décision du Président Clinton au lendemain du drame de Racak, contre l'avis du ministre de la défense Sandy Berger¹¹⁹ (Source : référence n).
- Les années 1993 à 1998 voient la jurisprudence en matière de droit international évoluer de façon spectaculaire : l'intervention de l'ONU en Somalie, puis la mise en place du TPI, la mise en accusation du général Pinochet, le déclenchement de l'opération « Renard du désert » sans mandat de l'ONU en décembre 1998... contribuent à remettre en cause la souveraineté des Etats et à relativiser l'immunité dont les chefs d'Etats jouissent jusqu'alors. L'éventualité d'une ingérence en ex-Yougoslavie s'inscrit dans la continuité de cette évolution, ce qui contribue à la faire admettre tant par l'opinion publique que par les instances politiques.
- L'affaire Lewinsky et la menace d' « impeachment » pesaient sur Bill Clinton jusqu'à peu de temps avant le début des frappes. Cette affaire n'a peut être pas affaibli la présidence, mais elle a terni l'image de la démocratie américaine dans le monde. Une diplomatie énergique et victorieuse pouvait contribuer à la restaurer.

¹¹³ Voir notes n°24b et 24i.

¹¹⁴ Cela s'appelle l'« *information management* », et cela emploie, à l'état-major de l'OTAN en Europe notamment, une trentaine de personnes.

¹¹⁵ Voir note n°24c.

¹¹⁶ Voir les notes 24d à 24h, quelques exemples « d'informations déformées ».

¹¹⁷ Et dans une moindre mesure, mais dans le même ordre d'idée, celle du général Clark.

¹¹⁸ Propos d'un collaborateur (anonyme) du Département d'Etat au sujet de M. Albright, cité dans l'ouvrage de référence n : « *Depuis des semaines, pour imposer aux européens et au président l'idée des bombardements, elle avait diabolisé Milosévic, affirmant qu'il ne comprenait que le langage de la force, mais ce n'est jamais une méthode efficace, du moins en diplomatie, de personnaliser ainsi les choses à l'extrême.* »

¹¹⁹ Voir note 22p.

- Ce qu'il faut bien appeler le manichéisme américain, conforté par la conviction que Dieu bénit ce pays (« *God bless America* ») et par une supériorité sans précédent à ce jour, a conduit sans doute un bon nombre d'Américains, y-compris dans les instances de décision, à la certitude d'être du côté du bon droit. L'expression de « guerre juste » a été maintes fois employée outre-Atlantique au sujet de ce conflit : elle rend superflue la question de sa légalité, puisqu'il est juste. Il convient de noter que la notion américaine de la « guerre juste », à l'épreuve des faits, n'est pas tout à fait celle qui a été définie par le philosophe saint Thomas d'Aquin¹²⁰, ou d'autres thomistes contemporains comme Robert Schumann.
- Enfin, les frappes aériennes en Bosnie avaient fait plier les Serbes en 1995, ce qui constituait *de facto* un précédent politico-stratégique. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'analyse stratégique pouvait conduire à l'idée que les menaces de frappes aériennes suffiraient, à moindre frais, à faire plier Slobodan Milosévic.

2.6- Les logiques de l'absurde

« *L'humanité borgne est encore plus écœurante que la barbarie.* »

Ernst Jünger, cité dans « *1939- 1945 : une guerre totale* », de Philippe Masson.

L'analyse menée jusqu'à présent recherche les réels moteurs du conflit d'après l'étude des intérêts des Etats. D'autres approches sont envisageables, notamment celles qui font valoir la primauté donnée à une ligne de conduite idéologique, ou à des principes forts. En effet, l'engagement militaire de l'Alliance aurait pu être justifié par le Droit International Public, par le souci d'une préservation durable de la paix, ou par la détermination à faire respecter les valeurs auxquelles l'Occident est attaché.

Il s'agit de démontrer, par l'absurde, que ces approches sont invalides pour justifier l'engagement de l'OTAN contre la République Fédérale de Yougoslavie.

Malgré la volonté affichée par la France de subordonner le déclenchement des frappes aériennes au feu vert du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la Charte des Nations Unies a été manifestement contournée, sinon bafouée. La raison principale en est que jamais la Chine ni la Russie n'auraient donné leur accord à l'exécution des menaces suspendues à l'ultimatum de l'OTAN. Donc, la détermination politique à attaquer la RFY a été plus forte que le respect du Droit International, qu'on ne saurait dans ces conditions, en aucune façon, prétendre placer au cœur de l'action entreprise par les Etats de l'Alliance¹²¹.

La préservation durable de la paix relève *a priori* des premières responsabilités de nos chefs d'Etats : comment préserver durablement la paix ?

Néanmoins, en encourageant implicitement la lutte de l'UCK tout en affichant une ligne diplomatique hostile à l'indépendance, l'Alliance pouvait s'attendre à la réaction exaspérée et bien compréhensible du peuple serbe ; la déstabilisation du Monténégro, déjà en froid avec Belgrade, était possible ; les tensions internes en Macédoine étaient probables. Les risques de tensions entre l'Albanie et la Grèce, dans un premier temps, entre la Grèce et la Turquie à terme, puis en Voïvodine paraissaient élevés ; l'Alliance pouvait s'attendre à provoquer de plein fouet l'amour propre des russes, aux colonnes de réfugiés¹²², à la cohorte de misère que colporte toute guerre, aux « bavures ». Effectivement, elle ne pouvait sans doute pas prévoir le bombardement de l'Ambassade de Chine, ni ses conséquences possibles.

¹²⁰ Source : revue Liberté Politique, automne 99. Voir par ailleurs note 25a.

¹²¹ Voir par ailleurs note 32h.

¹²² Non seulement le fameux plan « Fer à cheval » était connu dès novembre 1998, mais surtout une analyse élémentaire du comportement des belligérants ne laissait aucun doute sur ce sujet.

Il y avait deux solutions : contenir et maintenir le conflit pour éviter son extension et dans toute la mesure du possible, limiter par des pressions extérieures le prix à payer pour les populations civiles du Kosovo ; au contraire, crever l'abcès en allant résolument jusqu'à l'ingérence militaire et donc l'affrontement armé ; entre mettre de l'eau et de l'huile sur le feu, l'Alliance Atlantique a choisi l'huile. Pourquoi ? En réalité, en favorisant un affrontement inéluctable, l'Alliance a servi des intérêts de puissance traditionnels qui traduisent les alliances géopolitiques contemporaines. Tous les risques ci-dessus sont normalement parés si les armées de l'OTAN sont à pied d'œuvre pour garantir la stabilité des Balkans. C'est-ce qu'en d'autres temps, on a appelé la « *pax romana* », probablement l'un des rares exemples d'une paix efficacement imposée par les armes. Dans le cas présent, la construction de cette paix aléatoire appelle certaines réserves, de la part d'Henry Kissinger notamment ¹²³.

Enfin et surtout, la défense des « valeurs » de notre société a été au cœur des objectifs affichés et diffusés à l'intention des opinions publiques¹²⁴. La première logique invoquée est celle de la défense des Droits de l'Homme. Dans une logique géopolitique, on peut admettre que ces droits, qui constituent l'un des fondements de nos sociétés occidentales, ne puissent être bafoués aux portes de l'Europe. Mais si la logique des Droits de l'Homme est prioritaire et impérieuse, l'anisotropie est déroutante. Tout homme un peu informé sait que les massacres et les atrocités commises dans d'autres pays dépassent largement, qualitativement et quantitativement, ce que les Serbes ont infligé aux Kosovars avant le début des frappes aériennes. On déplore en RFY une discrimination socio-politique douloureuse, sans doute inadmissible selon nos critères, qui s'aggrave d'une situation de guerre civile entraînant son cortège d'exactions, d'arrestations arbitraires et de vengeances. Cette situation est comparable à celle du Rwanda, de la République Démocratique du Congo, du Tibet, du Soudan, du Kurdistan, de l'Algérie, du Timor Oriental, de l'Indonésie, des Territoires occupés, ...de l'Ulster. Si les Droits de l'Homme n'étaient jugés dignes d'être défendus qu'en Europe, ils seraient dans ce cas une forme élaborée d'égoïsme de la conscience, une logique de pays riches, ne pouvant supporter que la souffrance humaine révélée et focalisée sur un point précis par les médias s'exprime devant leur porte¹²⁵. Pourtant, la déclaration des Droits de l'Homme n'est-elle pas ...universelle¹²⁶ ?

La logique humanitaire est liée à la précédente. Elle est tout aussi borgne. Il y avait certainement besoin au Kosovo d'aide humanitaire. Mais doit-on entrer en belligérance pour éviter un désastre humanitaire, quand on sait que la guerre s'accompagne inévitablement de son cortège de « désastres humanitaires »? Si l'on dresse un bilan global, la logique humanitaire paraissait d'emblée incohérente¹²⁷. Et si l'ampleur d'un désastre humanitaire devait conduire à une réaction militaire, alors la priorité pouvait être de s'interposer entre l'Ethiopie et l'Erythrée, qui à la même époque déclenchaient une guerre tout aussi absurde, infiniment plus meurtrière, mais totalement oubliée¹²⁸.

Enfin, la logique d'Etat officialisée après l'entrée en guerre relevait de la déontologie politique : ainsi, la France est entrée en guerre contre un régime que la morale politique condamne. Néanmoins, la RFY s'affiche comme une démocratie, et le gouvernement de Slobodan Milosevic comprend d'ailleurs des membres de l'opposition, tel Vuk Draskovic. Certes, la Serbie n'est sans doute pas un modèle de démocratie. Mais c'est une démocratie en devenir. Il y a par ailleurs de nombreux Etats non démocratiques - selon les critères occidentaux - avec lesquels la France entretient d'excellentes relations commerciales et politiques : notamment l'Arabie Saoudite, et la Chine. Milo Djukanovic, le président de la république du Monténégro, résume d'ailleurs fort bien toute l'incohérence

¹²³ « *Le président Clinton a utilisé des références historiques douteuses...Slobodan Milosévic n'est pas Hitler, mais un gangster des Balkans, et la crise du Kosovo n'a aucune analogie avec la 1^e Guerre Mondiale...La première Guerre Mondiale commença dans les Balkans non pas à cause de conflits ethniques, mais parce que des puissances étrangères sont intervenues dans un conflit régional.* » Henry Kissinger, dans Newsweek du 5 avril. Voir par ailleurs note 26a.

¹²⁴ Voir notes 22c à 22g.

¹²⁵ Voir notes 26b et 26c.

¹²⁶ Si ces valeurs avaient été au cœur des objectifs de guerre, alors tous les Etats qui sont intervenus au Kosovo seraient également prêts à intervenir dans d'autres régions où elles sont bafouées, qui plus est lorsqu'il s'agit de faire appliquer le Droit International Public. Or, voici comment William Cohen justifiera en septembre les hésitations américaines sur l'engagement au Timor: « *Nous devons être plus sélectifs sur les endroits où nous engageons nos forces et, dans les circonstances actuelles, ceci (le Timor) n'est pas une zone où nous sommes prêts à engager nos troupes* » (cité dans *Le Monde* du 10 septembre).

¹²⁷ Voir note 26d.

¹²⁸ Voir note 26e.

occidentale¹²⁹. Que s'est-il donc passé en quelques mois pour que le régime de Belgrade devienne à ce point diabolisé ? Ce n'est pas le seul développement du drame kosovar, puisqu'en 1995, le problème du Kosovo était déjà bien connu des chancelleries et des Etats majors occidentaux, même s'il a été curieusement éludé lors des accords de Dayton. Les récents développements de la province autonome n'ont donc hélas surpris personne.

Le « RAMSES 2000 » explique *a posteriori* l'engagement mené par l'OTAN en faisant valoir l'existence d'un « système de valeurs », aux côtés d'un « système de droit » d'une part, d'un « système de rapport de forces » d'autre part. Il est vrai que les « Valeurs » lorsqu'elles ne s'opposent pas à la Force, provoquent souvent des jurisprudences qui contribuent à l'évolution du Droit. Cela permet de légitimer une action - tout comme Hitler a légitimé l'Anschluss en s'appuyant sur son propre système de valeurs-, mais en aucun cas de la légaliser.

Dans le cas du Kosovo, la « logique de Valeurs » ne pouvait être placée, à moins d'assumer de lourdes incohérence, au cœur des objectifs de guerre. En revanche, elle a été largement utilisée, comme instrument, pour mobiliser les opinions publiques.

2.7- Les trois rouages

Au terme de cette analyse sur les origines du conflit, il paraît possible de distinguer les causes lointaines, les causes déterminantes, les causes aggravantes, les causes directes, qui sont elles-mêmes conséquences des causes déterminantes : l'ensemble de ce faisceau de causes constitue un engrenage complexe. On peut tenter d'extraire de cet engrenage trois principaux rouages. Aucun n'aurait sans doute suffi isolément à déclencher la guerre. Il aura fallu que les trois tournent de conserve.

- Le premier rouage est **la volonté américaine** d'affirmer et de maintenir son hégémonie en Europe, et pour cela de faire régler par l'OTAN la question du Kosovo¹³⁰. Cette volonté est précédée d'une série de menaces qui engagent de toute façon leur crédibilité ; elle est en outre accompagnée de son cortège de manipulations et de focalisation des médias, et donc des opinions publiques ;
- le second est **l'indispensable recherche de cohésion européenne** autour de la question du Kosovo, qui va surmonter les divergences politiques des Etats : l'UE n'a pas su empêcher la guerre civile de Bosnie Herzégovine ; face au drame prévisible du Kosovo, elle ne peut rester inactive, sauf à voir ses prétentions et ses ambitions anéanties ; or, le principal et unique moyen d'action politico-militaire de l'Union Européenne est l'OTAN, au sein de laquelle l'Europe doit développer un « pilier européen ». L'OTAN, mené par les Etats-Unis, propose une ligne de conduite très activiste, qui de toute évidence n'a pas l'adhésion totale et spontanée de tous les Etats européens. Mais l'alternative est la suivante : soit suivre le mouvement, et par là-même fortifier le pilier européen de sécurité collective européenne au sein de l'Alliance Atlantique, soit se défaire, mais dans ce cas endosser la responsabilité d'avoir fait avorter la première initiative militaire « courageuse et désintéressée » de l'Union Européenne¹³¹. Trois mois après le lancement de l'Euro, qui représente un formidable pari sur un avenir de convergences politiques en devenir, l'heure n'est plus aux individualismes ;

¹²⁹ « ...si Slobodan Milosevic est un dictateur, ce n'est pas grâce à ses capacités mais (grâce) au soutien actif de la communauté internationale qui l'a choisi comme partenaire de négociations depuis 10 ans » (Milo Djukanovic, cité dans Le Monde).

¹³⁰ Cette volonté est sans doute plus opportuniste qu'on peut l'imaginer : en effet, ce sont les Etats européens qui ont, dès le printemps 1998, conditionné leur action dans les Balkans à la présence à leur côté de la puissance américaine. Ce sont également eux –la France et l'Allemagne en particulier- qui ont pressé l'OTAN à intervenir après l'échec des négociations. Il est donc partiellement faux d'affirmer que « l'Amérique a entraîné l'Europe dans le conflit ». Mais c'est en partie exact néanmoins, car les informations qui ont permis aux Etats européens de déterminer leur attitude à l'égard de Belgrade sont globalement celles qui ont façonné les opinions publiques.... Tout semble s'être passé comme si l'opportunisme américain s'était appuyé sur la recherche « à tâton » d'une politique européenne dans les Balkans.

¹³¹ D'autant plus que, rappelons-le, la plupart des états-majors politiques et militaires des pays de l'Alliance avaient la conviction que les frappes nécessaires pour faire plier Slobodan Milosévic ne dépasseraient pas quelques jours.

- le troisième est **la pression des opinions publiques**, tout à la fois conséquence du premier, voire du second rouage, et facteur en amont agissant sur les décideurs politiques. La gestion de l'information destinée à conditionner le public va très largement s'appuyer sur les valeurs idéologiques sur lesquelles prétend reposer l'Europe. Elle va modifier l'ordre des priorités, et va surtout contracter l'échelle de temps nécessaire au règlement durable de la crise.

Il n'est pas inintéressant de s'interroger sur ce qui aurait pu interrompre cet engrenage.

2.8- Que pouvait-on faire ?

L'engrenage décrit ci-dessus pouvait être arrêté sur au moins un point :

- L'opération d'influence sur les médias ne pouvait être contrée qu'avec des moyens d'information et de renseignement autonomes. Des moyens existent pour cela en Europe, et notamment en France ; il reste à les utiliser d'une façon convergente et cohérente ;
- La volonté américaine ne pouvait être contrée que par une volonté aussi ferme... ;
- La recherche de consensus européen a sans doute paralysé les autres voies envisageables. Une Europe plus forte aurait pu faire valoir une autre ligne de conduite, probablement efficace à condition de prendre le problème en compte beaucoup plus tôt.

D'après le rapport parlementaire cité en référence s, « *l'effort diplomatique entrepris à partir de 1997 (pour éviter le conflit) a été constant, sincère et déterminé* ». En d'autres termes, tout a été fait pour trouver une issue politique à la crise. Pour finir, « *une intervention alliée était donc bien nécessaire* ». Certes, l'effort a été déterminé pour certains, mais il est resté incohérent, puisque pendant que négociaient les diplomates, des services secrets européens renforçaient l'UCK.

Que pouvait-on faire ?

Bien sûr, la communauté internationale ne pouvait pas rester indifférente. Si l'on devait réécrire l'Histoire, il faudrait sans doute commencer par reconsidérer les accords de Dayton et regretter qu'ait été éludée à l'époque la question du Kosovo. Pour le reste, la communauté internationale ne manquait pas de moyens pour pacifier à terme les Balkans : elle pouvait en effet exercer durablement des pressions économiques, politiques, juridiques en cohérence avec le but recherché, mettre la RFY en face de ses responsabilités d'Etat souverain au lieu de l'infantiliser, faire valoir le Droit International Public au lieu de le bafouer, utiliser la menace de poursuites juridiques devant le TPI pour les auteurs de crimes de guerre, exploiter l'atout précieux que représentait la KVM¹³², intégrer dès le début la Russie dans la recherche d'une solution durable, utiliser si nécessaire la force militaire de façon ponctuelle, chirurgicale¹³³, et non dans le cadre d'une campagne d'agression massive, éviter soigneusement l'extension des troubles aux pays voisins, gérer l'information pour promouvoir auprès des opinions publiques serbes autant que kosovares le destin politique d'Ibrahim Rugova au lieu de le discréditer. Et surtout, combattre l'UCK sans état d'âme, c'est à dire en d'autres termes permettre à Belgrade de neutraliser cette nébuleuse réellement dangereuse pour la stabilité de la région¹³⁴. Rappelons par ailleurs que M. Milosévic avait accepté, à Rambouillet, le principe d'une autonomie substantielle du Kosovo.

¹³² La KVM avait l'énorme avantage de placer sur le sol kosovar 2000 vérificateurs neutres. Grâce à l'OSCE, la communauté internationale pouvait effectivement savoir ce qui se passait dans la province. Ce n'est pas un hasard si le premier rapport de l'OSCE est demeuré secret pendant les négociations de Rambouillet. Sources : *le Monde Diplomatique* de décembre 1999.

¹³³ Alvin et Heidi Toffler développent notamment l'intérêt des forces spéciales dans des stratégies de « contre-guerre » - (Cf. référence e).

¹³⁴ A l'inverse, les SAS de l'Armée britannique ont opéré au profit de l'UCK pendant le conflit. L'UCK a également bénéficié des missions d'appui au sol, conduites par des avions de combat de l'OTAN.

Une telle stratégie respectait en outre les principes généraux de la guerre : la concentration des moyens s'obtenait par une cohérence des efforts, militaires et non militaires, autour d'une même ligne politique ; la liberté d'action était conservée, puisqu'on évitait le maintien prolongé d'un coûteux corps expéditionnaire dans la province ; l'Occident conservait son ascendant moral, au lieu de faire valoir par la force sa suprématie militaire.

Et surtout, elle vérifiait cette maxime de Sun Tzi :

*« Il n'y a pas de plus grande victoire que d'obtenir
les fruits de la guerre sans faire la guerre ».*

Il y avait donc d'autres options possibles et efficaces, identiques à celles qui ont été adoptées pour faire évoluer le régime d'Apartheid en Afrique du Sud¹³⁵.

Il est vrai que de telles options exigent du temps, souvent plus qu'en permet l'exercice d'un mandat électoral. Il est surtout probable qu'elles se seraient opposées à la pression des opinions publiques, pour lesquelles la réelle complexité du problème kosovar était hors de portée, ...à moins d'une politique très pédagogique. Ainsi, chaque action entrant dans le cadre d'une telle stratégie aurait eu à prendre en compte le miroir déformant des médias, de même qu'un physicien sait désormais que sa propre observation va altérer la cinématique qu'il veut imposer à une particule.

Ces options étaient-elles réalisables ? comme l'écrit Noam Chomsky, professeur au M.I.T, cité dans le *Monde Diplomatique* du mois de mars 2000, « *puisque l'OTAN a écarté cette possibilité, nous ne le saurons jamais.* »

Et que pouvait faire la France ? :

« Quant à la France ? elle avait toutes les cartes en main pour proposer des solutions politiques à ces drames. Mais comme le disait de Gaulle en 76 : « Pour que la France ait prise sur la paix en ce qui la concerne et autant que possible en ce qui concerne les autres, il lui faut l'indépendance » »

Max Gallo.

¹³⁵ Elles ont pour l'instant réussi à éviter que ce pays, capital pour la stabilité africaine, sombre dans le chaos. Quant aux « autres solutions » inexploitées, cf. par ailleurs le *Monde Diplomatique* de mars 2000 (article de Noam Chomsky).

TITRE 3

CONSEQUENCES DU CONFLIT DU KOSOVO

La campagne militaire de l'Alliance s'est achevée le 11 juin 1999. Mais si la guerre est en quelque sorte terminée, la consolidation de la paix est loin d'être acquise.

Les braises étant encore chaudes, un bilan exhaustif des conséquences du conflit est donc difficile à dresser.

L'analyse des conséquences sera donc partielle, et selon une approche en trois étapes :

- La première dressera un bilan rapporté aux objectifs de guerre tels qu'ils ont été annoncés.
- La seconde étudiera en quoi ce conflit a modifié les facteurs géopolitiques décrits au paragraphe 1.2.
- La dernière, la plus longue, sera une ouverture vers les commentaires de bon sens que peut susciter l'étude du dernier conflit européen de ce millénaire.

3.1- Bilan rapporté aux objectifs affichés

Les premiers bilans ont été établis à la fin du dernier trimestre 1999. Ils ont fait l'objet d'un certain nombre de publications ouvertes, auxquelles il convient de se reporter pour un surcroît d'information¹³⁶. Rappelons tout d'abord les objectifs de guerre qui ont été annoncés. Ceux-ci sont importants dans une démocratie, car le citoyen est en droit de connaître la finalité de l'action militaire qu'entreprend son pays. Les déclarations politiques faites entre mars et juin 1999 ne doivent donc pas être sous-estimées.

Si le paragraphe 2.3 a montré certaines divergences des objectifs, on peut cependant retenir que les États de l'Alliance combattaient pour :

- mettre un terme aux crimes commis au Kosovo, aux portes de l'Union Européenne ;
- éviter la « purification ethnique » en cours, et donc en corollaire, promouvoir un Etat pluriethnique et multiconfessionnel ;
- entraver durablement la capacité militaire de Belgrade, au service d'une politique nationaliste jugée dangereuse et contraire aux règles de la démocratie ;
- favoriser la paix et la stabilité dans la région des Balkans ;
- favoriser l'intégration, à terme, des Etats balkaniques dans l'Union Européenne.

On convient aujourd'hui que le bilan, rapporté à ces objectifs, est au mieux un demi-succès, au pire un échec¹³⁷.

Le rapport de l'OSCE sur la situation au Kosovo affirme aujourd'hui que les exactions contre les populations albanophones ont été considérablement amplifiées à partir des premiers bombardements. Ceci était prévisible, pour au moins deux raisons :

- la première est objective : la redoutable coalition de l'Alliance ne pouvait qu'inciter Slobodan Milosévic à gagner du temps et du terrain dans sa lutte contre l'UCK. Tel était probablement le véritable but du plan « Fer à cheval » : couper l'UCK du milieu dans lequel il se cache, ce qui est un principe classique de contre guérilla ;
- la seconde est plus subjective ; il suffit d'imaginer la colère des Français si l'Alliance bombardait Paris pour libérer la Bretagne. Sans doute, les Français doux et pacifiques tourneraient-ils leur agressivité contre les Bretons. Or les Serbes après huit ans de guerre civile ne sont ni doux, ni pacifiques.

¹³⁶ Revue de la Défense nationale du mois de novembre 1999, Revue Internationale et Stratégique n°36, Monde Diplomatique de décembre 1999, Rapport « Boucheron » sur la guerre au Kosovo, rapport d'information parlementaire cité en référence s.

¹³⁷ « Aujourd'hui, la seule urgence est de limiter les impacts négatifs de cette crise » - Pascal Boniface, cité dans la Revue Internationale et Stratégique.

En outre, ce même rapport confirme que les exactions étaient le fait des deux parties belligérantes, et ceci bien avant le début des frappes aériennes. L'UCK portait en outre souvent la responsabilité des infractions au cessez-le-feu¹³⁸.

La campagne menée par l'OTAN a donc, dans un premier temps, exacerbé le niveau de violence des Serbes à l'encontre des Kosovars. Il est juste de constater cependant qu'elle y a mis un terme, puisque les troupes serbes ont été sommées de se replier à partir du 11 juin. Mais il est juste aussi de constater qu'elle a entraîné en retour une terrible vengeance des Kosovars à l'encontre de la minorité serbe. Vengeance accompagnée de son lot de crimes, relatés régulièrement par la presse depuis le lendemain même du cessez-le-feu, même si la couverture médiatique est, sur ce sujet, infiniment plus discrète qu'au printemps.

Les violences commises de part et d'autres ont été accompagnées, dès le lendemain des premières frappes aériennes, par la spectaculaire opération de « purification ethnique » menée par les Serbes. Rappelons qu'entre le 25 mars et le 10 juin, près d'un million de Kosovars¹³⁹ ont quitté la province et ont vu leurs maisons et leurs exploitations agricoles détruites. Il semble désormais admis, quoi que l'Alliance ait pu affirmer à l'époque, que cet exode a été directement provoqué par le déclenchement de la campagne aérienne¹⁴⁰. L'action militaire de l'Alliance aura néanmoins permis le retour de la majeure partie de ces réfugiés, en tous cas de tous ceux qui le souhaitaient. Elle leur aura également garanti un sort désormais bien plus enviable qu'auparavant.

Mais cette purification ethnique a été aussitôt remplacée par une autre, dont l'ampleur reproduit ironiquement – devrait-on dire sinistrement- le rapport des populations en présence¹⁴¹. Elle fera dire d'ailleurs à Jean Pierre Chevènement dès le lendemain de la guerre : *"Les buts de la guerre étaient de faire coexister les Serbes et les Albanais au Kosovo. Il ne s'agit pas maintenant de substituer une épuration ethnique à une autre."* (cité dans *le Monde* du 18 juin). C'est cependant ce qui est en train de s'achever, au grand dam de l'ONU et de son représentant, Bernard Kouchner, qui assistent, impuissants, à une partition de fait du territoire. A la fin de l'année 1999, les Serbes vivant encore au Kosovo sont principalement concentrés dans la partie nord de la province, dont le mandat est confié à la France¹⁴².

Si l'objectif était d'éviter la « purification ethnique » en cours, et en corollaire, de promouvoir un Etat pluriethnique et multiconfessionnel, on constate que la campagne militaire a entériné une partition ethnique dont bénéficient principalement aujourd'hui les seuls Kosovars albanophones et musulmans¹⁴³. L'idée d'un Kosovo multiethnique et multiconfessionnel est morte ou du moins pour longtemps en sommeil.

Le régime de Belgrade, au même titre que celui de Saddam Hussein dans le Golfe Persique, est considéré comme un perturbateur potentiellement dangereux. L'Occident crédite en effet volontiers la Serbie de la responsabilité principale de la guerre civile de 1992 à 1995. L'un des objectifs affichés par l'Alliance était donc de limiter la capacité de nuisance de ce prédateur, et pour cela de réduire le potentiel militaire de l'armée fédérale.

Cet objectif paraît partiellement atteint.

Certes, les forces yougoslaves se sont repliées en bon ordre après le cessez-le feu, et le décompte effectué des chars et armes lourdes manifestement non détruites a entraîné de vives discussions au sein de l'OTAN sur l'efficacité des frappes aériennes vouées à l'attrition du potentiel militaire¹⁴⁴. Ce qui est certain, c'est que la Serbie conserve un potentiel de guerre presque intact, à l'exception notable de ses Mig 29, détruits à plus de 75 %. En outre, les clauses de l'accord de cessez-le-feu signé le 11 juin apportent peu à l'OTAN par rapport au volet militaire du projet proposé à Rambouillet. Celui-ci octroyait en effet aux forces de l'OTAN une liberté de circulation élargie au territoire serbe, qui était en

¹³⁸ Voir notes n°31a et 31b.

¹³⁹ 957 000 d'après certaines sources

¹⁴⁰ cf. rapport de l'OSCE accessible sur le site Internet <http://www.osce.org/kosovo/news>.

¹⁴¹ Des le 18 juin, 33000 civils Serbes ont fui le Kosovo, par crainte des représailles - Source : *Libération* du 18 juin – voir par ailleurs la note 31c.

¹⁴² cf. carte n°7.

¹⁴³ Les catholiques kosovars, suspects de collusion avec les Serbes, font l'objet d'une sévère persécution.

¹⁴⁴ 5 à 20 % des objectifs militaires auraient été atteints (Source : *Revue de la Défense nationale*, décembre 1999). En réalité, le bilan effectif des frappes est tellement lourd de conséquences politico-stratégiques, qu'il a fait l'objet d'appréciations extrêmement diversifiées, nourries d'intenses polémiques. Notamment sur le nombre effectif de chars serbes détruits, qui a été officiellement fixé à 181 mais qui est en pratique inconnu. Voir note 31e. Cf. également références, page 43.

fait celui d'une armée d'occupation. L'accord signé en juin conserve à la Serbie l'intégrité de son territoire national¹⁴⁵, mais lui interdit de maintenir la moindre troupe au Kosovo.

Néanmoins, la marge de manœuvre stratégique de la Serbie est désormais extrêmement réduite. Les forces de l'OTAN sont stationnées à ses frontières, prêtes à entraver toute velléité d'aventure militaire, si tant est que ce pays désormais exsangue et humilié, en ait encore la détermination. De ce point de vue, on peut considérer que l'objectif qui était de « limiter la capacité de Milosévic à faire la guerre au Kosovo... »¹⁴⁶ est totalement atteint.

L'un des objectifs les plus importants de l'Alliance visait à promouvoir la paix et la stabilité dans les Balkans. Là encore, le bilan est contrasté.

Cette stabilité est désormais garantie par l'OTAN, à laquelle les Etats européens vont vraisemblablement apporter une contribution croissante. De fait, la campagne du Kosovo fait entrer encore davantage les Etats des Balkans sous le parapluie défensif de l'OTAN, qui devient garante de leur sécurité face aux menaces extérieures. Jusqu'à nouvel ordre, l'OTAN apparaît comme un parapluie efficace et rassurant.

Mais quelles menaces pèsent encore sur les Etats d'Europe Centrale et Balkanique ? Ces Etats éprouvent peut-être comme leurs voisins occidentaux, la vague inquiétude d'une « résurgence d'une menace grave sur le théâtre centre-Europe »¹⁴⁷. Mais très probablement, l'hydre le plus inquiétant est le réveil des séparatismes européens : les Hongrois de Voïvodine ou de Transylvanie roumaine, les Monténégrins, les Albanais de Macédoine ou de l'Epire grecque, les Russes de Moldavie, les Serbes de Bosnie en équilibre instable...sans oublier les Kurdes aux frontières de l'Europe, et dont le conflit semble s'apaiser¹⁴⁸, tous ces peuples acceptent avec plus ou moins de contrainte le principe d'intangibilité des frontières, qui constitue la ligne directrice de la diplomatie européenne – plus exactement franco-britannique - depuis de nombreuses années. Le conflit du Kosovo créé un nouveau précédent, signal inquiétant pour les peuples dont la cohabitation précaire n'en attend pas tant pour être ébranlée. Or, notons bien qu'à moins de reproduire le scénario d'ingérence militaire appliqué au Kosovo, l'OTAN n'est pas sensée intervenir dans des affaires intérieures. La sécurité face à l'envahisseur venu « d'ailleurs » est sans doute renforcée, mais au prix d'une instabilité probable des Etats composés de populations hétérogènes. Dans le cas précis du Kosovo, comme l'évoquait Henry Kissinger dans *Newsweek* au moment des négociations de Rambouillet, le paradoxe est que l'OTAN pourrait être amenée, si ces accords étaient appliqués, à remplacer sur le terrain les Serbes comme obstacle aux aspirations des Albanais. Sauf à leur accorder l'indépendance, ce qui est considéré par la plupart des chancelleries comme inacceptable, même si cela semble pratiquement inéluctable à terme. Le fruit amer de cette indépendance pourrait être d'abord la remise en cause des accords de Dayton¹⁴⁹. En effet, les accords de Dayton... « ont condamné la Bosnie à rester divisée en trois camps armés rivaux, avec l'arrêt momentané des combats, mais dans un climat d'hostilité permanente » comme l'écrit Edward. N.Lutwak¹⁵⁰. Au-delà de la Bosnie Herzégovine, le spectre des scénarios catastrophe est largement ouvert et a déjà été détaillé plus haut. Certes, le pire n'est jamais certain. Mais il devient plus probable quand on mène une politique qui pourrait conduire à l'indépendance du Kosovo¹⁵¹.

¹⁴⁵ cf. note n°220, articles 3 et 4.

¹⁴⁶ Voir note 23r.

¹⁴⁷ Cf. *Livre Blanc sur la Défense* de 1994.

¹⁴⁸ Ce conflit a fait 30 000 morts.

¹⁴⁹ « Toute solution (de la crise yougoslave) depuis 1991 est fondée sur l'inviolabilité des frontières...si ce principe n'est pas maintenu au Kosovo, cela remettra en cause toute la solution.(...).Si le Kosovo obtient l'indépendance, c'est à mon avis la voie ouverte à la partition de la Bosnie, car nul ne pourra l'empêcher. » Jiri Dienstbier, rapporteur spécial de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie pendant les négociations de Rambouillet, cité dans le *Monde Diplomatique* de mai 99.

¹⁵⁰ Dans la *Revue Internationale et Stratégique* n°36.

¹⁵¹ Le 15 décembre est instauré par Bernard Kouchner un conseil de l'administration intérimaire conjointe, associant au gouvernement de la province les deux partis kosovars représentés par Rugova et Hashim Thaçi – Source : *Le Courrier International*. Cette même source révèle par ailleurs l'inquiétante administration parallèle qui se met en place au Kosovo. Les liens entre l'UCK et la mafia semblent avérés, au plus haut niveau.

Enfin, les nations de l'Alliance ont combattu pour étendre vers l'Europe centrale leur modèle de société. Cet objectif correspond à une géopolitique assez classique d'une recherche d'expansion et d'influence. Il convient donc de la démarquer de son aspect « idéologique », qui a été fortement sollicité pour mobiliser les opinions publiques. Force est de constater que Slobodan Milosévic est toujours au pouvoir en Serbie, et qu'aucun indicateur ne permet aujourd'hui d'affirmer que ses jours politiques sont comptés. La comparaison avec l'Irak de Saddam Hussein a ses limites comme toute comparaison, mais elle s'impose néanmoins : Saddam Hussein est toujours au pouvoir, neuf ans après la guerre du Golfe. Il paraît assez peu probable que la Serbie entre de sitôt dans l'orbite européenne : ruiné par la guerre, ce pays restera pendant longtemps bien loin des critères économiques de convergence communautaires, sinon des critères politiques. Par ailleurs, il est probable que les Serbes nourrissent désormais un très fort sentiment anti-occidental qui mettra des années à s'estomper. Comme pour la guerre du Golfe en 1991, la campagne s'est arrêtée trop tôt pour obtenir le changement de régime escompté. L'Histoire, là encore, nous apprend que les régimes combattus mais non vaincus sont fortifiés par l'adversité. En d'autres termes, si l'objectif était réellement d'obtenir un changement de régime à Belgrade, la seule solution militaire fiable, à l'épreuve de l'Histoire, n'était-elle pas d'envahir la Serbie...et d'accepter d'en payer le prix ?

Au bilan, si ces objectifs affichés avaient été effectivement ceux qui étaient poursuivis, le résultat serait passablement médiocre. Ce que résumait d'ailleurs le général Kelche en s'adressant au Collège Intéarmées de Défense : « *M. Milosévic a perdu la guerre...mais nous n'avons pas gagné* »¹⁵². Toutefois, comme cela a été établi au paragraphe 2.5, les véritables enjeux de cette guerre n'étaient pas seulement là.

32- Nouvelle donne géopolitique

Le conflit du Kosovo, comme tout conflit, a modifié les facteurs géopolitiques. Ceux-ci ont fait l'objet de nombreuses analyses, dont on dressera dans ce qui suit une brève synthèse.

La France a vu sa position doublement confortée : au sein de l'Alliance d'une part, et cet objectif était important¹⁵³ ; au sein de l'Europe d'autre part, puisqu'elle était confrontée à une crise avant tout européenne, et qu'elle y a joué un rôle actif sinon moteur. On peut aussi raisonner par l'absurde : si la France n'avait pas participé à cette guerre, elle l'aurait payé d'un prix considérable : d'un point de vue politique, la France aurait porté la responsabilité d'avoir fait obstacle à la construction d'une Europe de sécurité collective ; d'un strict point de vue militaire, nos armées auraient été, pour longtemps, en dehors de toute la dynamique de l'OTAN. Pour toutes les raisons évoquées plus haut, ces situations étaient inacceptables. L'opération « Force Alliée » est par ailleurs pour les armées françaises une expérience extrêmement riche d'enseignements et d'expérience.

Pour avoir conforté sa situation dans ces deux structures que sont l'OTAN et l'Union Européenne, la France a dû renoncer à une ligne de conduite diplomatique à laquelle elle était jusqu'à présent fortement attachée. Elle en a sans doute perdu un peu d'indépendance et de prestige¹⁵⁴. Elle devra en outre, comme la plupart des pays européens, payer le prix de la construction de la paix¹⁵⁵. Le moindre de ces prix sera d'entretenir au Kosovo une force d'occupation de plusieurs milliers d'hommes pendant de nombreuses années, qui seront en première ligne pour traiter l'aspiration des Kosovars à l'indépendance.

¹⁵² Voir également note n°31d

¹⁵³ Rappelons que la France était le 2° contributeur militaire de l'opération « Allied Effort ». Ses avions ont effectué 11% des missions de bombardement, et 20% des missions de reconnaissance ; un SNA français patrouillait en permanence devant les bouches de Kotor, occupant une position hautement stratégique ; enfin, la présence du porte-avions Foch et de son groupe aérien au plus près du théâtre a pesé lourd dans l'effort de guerre.

¹⁵⁴ Aux yeux du monde, après avoir déçu des relations privilégiées avec le Liban, l'Irak, et les Arabes de Palestine, la France a sacrifié la Serbie à la cohésion de l'Alliance. Cf. par ailleurs référence y.

¹⁵⁵ Selon Romano Prodi, Président de la Commission européenne, « *les coûts de la reconstruction sont estimés entre 5 et 6 milliards d'Euro pendant au moins 5 ans, soit 2% du budget européen* » (Néanmoins, un programme de reconstruction massive pourrait bénéficier à l'économie européenne) - Source : Revue Internationale et Stratégique n°36. Voir également note 32a.

L'Allemagne sort renforcée du conflit, auquel elle a participé activement. Certes, elle a largement contribué à l'attiser en soutenant en secret l'UCK. De fait, ce sont désormais la Slovénie, la Croatie, dans une large mesure la Bosnie et maintenant le Kosovo qui sont entrés dans sa zone d'influence au sein d'une « Mittel Europa » qu'elle domine économiquement. Néanmoins, l'Allemagne inscrit habilement son expansion dans le cadre de celle de l'Europe, comme conduit à l'interpréter cette phrase prononcée par le Chancelier Schröder : *"L'ensemble de la région (des Balkans) a besoin d'une perspective européenne..."*. Cette « perspective » fait en outre écho au plan de paix proposé le 9 avril par l'Allemagne¹⁵⁶, avec l'assentiment de la France.

Par ailleurs, l'Allemagne voit son influence financière consacrée par la décision fortement symbolique¹⁵⁷ que prend Bernard Kouchner le 3 septembre 1999 en adoptant le Mark comme monnaie officielle du Kosovo¹⁵⁸.

Ses forces armées réussissent enfin leur première intervention de « police internationale » depuis que la Cour Constitutionnelle allemande¹⁵⁹ a confirmé la légalité des actions offensives en dehors de ses frontières.

L'UCK est pratiquement parvenue à ses fins. L'indépendance du Kosovo n'est qu'une question de temps, à moins d'un remord tardif des Etats occidentaux. Le message qu'adresse la victoire de l'UCK aux guérillas du monde entier risque d'être le suivant : en jouant habilement sur la provocation pour générer une répression de l'adversaire, en utilisant sans modération l'impact médiatique de cette répression afin d'émouvoir les opinions publiques internationales, un mouvement terroriste qui s'appuie largement sur la mafia peut mobiliser à ses côtés les Etats les plus puissants du monde. C'est inquiétant.

La République Fédérale de Yougoslavie sort très affaiblie du conflit, amputée de fait d'une partie historique de son territoire, sur lequel elle a peu de chances de recouvrer un jour l'exercice de sa souveraineté. Le pays est économiquement exsangue, sa reconstruction et l'aide occidentale sont conditionnées au départ éventuel de Slobodan Milosévic, peu probable à court terme. Le territoire yougoslave connaît en outre le sort des pays bombardés : usines et infrastructures détruites, désastres écologiques, munitions non explosées¹⁶⁰...

Tout aussi grave sans doute, les liens de ce pays avec l'Europe occidentale paraissent distendus pour longtemps¹⁶¹.

La zone balkanique a gagné la présence « stabilisatrice » et pacificatrice de 50 000 soldats supplémentaires de l'OTAN. Mais, comme toute guerre, celle-ci a permis aux mafias et aux trafics en tous genres, déjà fort prospères dans cette région, d'accroître leur influence, notamment au Kosovo où une inquiétante administration parallèle est d'ores et déjà dénoncée au sein de la mission de l'ONU au Kosovo (MINUK). La menace majeure qui pèse sur cette région, et qui est précisément...la « balkanisation » est loin d'être parée, même si les « pompiers » sont déjà sur place pour éteindre l'incendie¹⁶². La région des Balkans, et à ses côtés l'Europe, ont devant eux trois défis à relever (d'après la Revue Internationale et Stratégique n° 36) :

- la réussite d'une démocratisation, qui reste à entreprendre ;
- le problème des minorités (qui demeure entier, et qui s'est même aggravé) avec en corollaire le maintien de la sécurité intérieure, pour laquelle les armées de l'OTAN ne sont normalement pas mandatées¹⁶³ ;
- la reconstruction des économies régionales, qui émergent difficilement de la guerre froide quand elles n'ont pas été détruites par la guerre.

¹⁵⁶ " *La stabilisation à moyen et à long terme de l'Europe du Sud Est correspond à notre intérêt...le but ...c'est de créer les conditions durables pour la démocratie, l'économie de marché...*" (Gerhardt Schröder).

¹⁵⁷ Symbolique parce que dans les faits, le Mark, c'est l'Euro.

¹⁵⁸ Voir note 32b

¹⁵⁹ Bundesverfassungsgericht.

¹⁶⁰ 20 % des 1100 bombes à fragmentation larguées par l'OTAN n'ont pas explosé. Il faudra 5 ans pour éliminer les plus gros risques.

¹⁶¹ Voir note 32c.

¹⁶² Et les investisseurs occidentaux également... Voir par ailleurs note 32d.

¹⁶³ « *Les militaires américains, anglais et français font tous remarquer que les bombardements n'ont jamais suffi, à eux seuls, à remporter une guerre, encore moins à conclure une guerre civile.* » H. Védrine, *Monde Diplomatique* de décembre 1999.

La Russie a été humiliée par l'action de l'OTAN, qui l'a placée en face de son incapacité à soutenir son allié. Cette crise a également contribué à isoler encore davantage la Russie, et à la couper du monde occidental, de même qu'elle élargit le fossé entre les mondes slave et orthodoxe d'une part, de culture occidentale et catholique d'une autre. La recherche d'un axe Moscou - Pékin, qui surmonte les antagonismes passés, s'inscrit dans cette logique qui voit la Russie chercher vers l'Est et vers le Sud les alliances qu'elle ne saurait trouver actuellement en Occident. Entre autres conséquences, l'acte fondateur OTAN - Russie du 17 juillet 1997 qui permettait un réel échange avec la Russie est désormais caduc ; de même, les négociations sur le désarmement sont au point mort, et la Russie va attendre avril 2000 pour ratifier les accords START 2. Dernier épisode, la gestion russe de la crise tchéchène, que l'on peut d'une certaine façon interpréter comme la réponse « du berger à la bergère », n'a en rien concilié les positions.

Les Etats-Unis atteignent tous leurs objectifs : l'OTAN sort globalement renforcé du conflit ; les Etats européens se sont de fait ralliés à la position américaine en contournant le frein que constituait l'ONU¹⁶⁴ ; la Russie est isolée¹⁶⁵ ; les anciens satellites de l'URSS, regroupés au sein du GUAM¹⁶⁶ auquel n'appartient pas la Russie, sont progressivement attirés vers l'orbite de l'OTAN ; l'Europe assume davantage sa responsabilité militaire, permettant par le fait même aux Etats-Unis d'envisager sans attendre un désengagement du théâtre, qu'ils contrôlent de toute façon.

Néanmoins, cette crise a fait prendre conscience aux Etats européens que leur dépendance militaire paralysait leur diplomatie et leur politique étrangère. Même si les optiques politiques de Berlin et de Washington sur la question du Kosovo paraissaient fort proches, la gestion même de la guerre par l'OTAN, les risques encourus et surtout ses résultats discutables pourraient faire comprendre aux Européens que les intérêts des Américains ne sont pas forcément les leurs.

Aussi est-ce **l'Union Européenne**, dont la consolidation était probablement au cœur des desseins politiques de ses Etats membres, qui apparaît comme la grande bénéficiaire de ce conflit : elle a étendu sa zone d'influence, fait valoir au monde entier qu'elle reposait sur des « valeurs » qu'elle était prête à défendre par les armes¹⁶⁷, elle a forgé enfin dans cette coalition l'embryon du « pilier européen de l'OTAN ». Certes, aucune armée en Europe ne peut plus sérieusement envisager désormais d'intervention militaire dans une crise majeure en dehors de l'OTAN.

Mais cette guerre a surtout révélé aux Européens l'inexistence de leur autonomie stratégique, et donc en corollaire la nécessité d'une véritable capacité militaire autonome¹⁶⁸.

Dans le second semestre 1999, trois événements s'inscrivent dans la continuité de la nouvelle dimension européenne :

- Le sommet européen d'Helsinki en novembre 1999, qui suit lui-même celui de Cologne en juin, aboutit à la décision de mise sur pied d'une force d'intervention européenne de 60 000 hommes, et surtout du soutien qui doit l'accompagner¹⁶⁹.
- Le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle en novembre 1999 voit les Etats européens parler d'une même voix, et faire valoir leur position sur un problème capital, mieux sans doute qu'il ne l'auraient fait en ordre dispersé. Certes, il n'y a pas de lien direct entre le Kosovo et le « Millénaire Round ». Néanmoins, c'est une Europe sans doute plus forte qui a négocié à Seattle face aux délégations américaines.
- Enfin, la position prise par l'Europe à Helsinki vis à vis de la crise tchéchène est significative d'une certaine émancipation : l'Europe condamne la Russie, parce qu'elle ne peut faire autrement, mais ne la sanctionne pas, pour ne pas couper cette Russie de l'Europe. Parce que l'Europe n'est pas l'Amérique.

¹⁶⁴ Source : Revue Internationale et Stratégique.

¹⁶⁵ Cet isolement s'est confirmé au sommet de l'OSCE à Istanbul en novembre 1999..

¹⁶⁶ Guam pour : Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie.

¹⁶⁷ B. Kouchner le 6 juillet : " *L'Europe est née à Pristina. Ce qui a été fait au Kosovo, c'est à dire la protection des minorités à l'intérieur de l'Europe, était inimaginable en 1945. Pour la première fois, les armées des cinq pays majeurs d'Europe sont du même côté. Voilà pourquoi l'Europe est née au Kosovo, celle des droits de l'homme, de la fraternité.*"

¹⁶⁸ « *Le conflit du Kosovo a été l'occasion de mesurer le décalage existant entre l'émergence d'une Europe politique et les insuffisances militaires* » - Source : référence s, page 145. Voir par ailleurs note 32e.

¹⁶⁹ Renseignement, logistique, transmissions, ...

Le 10 novembre 1999, le Ministre de la Défense Alain Richard exprime clairement le bilan de cette guerre pour l'Union Européenne : « *Le conflit du Kosovo a montré la détermination convergente des Européens au nom des principes qui les réunissent* ».

Pour aller au-delà, l'Union Européenne est maintenant placée au pied du mur : elle peut demeurer sous le giron militaire américain, ou bien s'en émanciper.

Dans le premier cas, elle perd son autonomie stratégique, et donc une large part de son autonomie politique. Mais dans ce cas, à quoi bon transférer vers un « pouvoir » européen déjà impopulaire une partie des souverainetés nationales ? S'il s'agissait de créer, de fait, des « Etats-Unis d'Amérique et...d'Europe », tous les efforts et les budgets consentis depuis près de 50 ans seraient bien vains, et les citoyens pourraient s'estimer floués.

Dans le second, il lui faudra soutenir une guerre commerciale féroce, réussir la coordination et l'intégration européenne des industries de défense, accepter enfin et surtout le surcoût financier de l'indépendance militaire. Le prix à payer n'est sans doute pas exorbitant, mais il va certainement bien au-delà des actuels budgets de défense de certains Etats européens¹⁷⁰.

De même qu'au poker, un joueur doit payer pour parler¹⁷¹, de même l'Union Européenne doit se demander de quelle façon elle entend faire entendre sa voix, défendre ses intérêts, et assumer ses responsabilités. Cette question est importante, à la mesure des enjeux : pour l'Europe elle-même, puisqu'elle joue son avenir et le maintien de son actuelle prospérité ; pour les Etats-Unis, qui peuvent voir en l'Europe émergente au mieux un partenaire politique et économique de poids, contribuant plus efficacement à la stabilité du monde qu'un ensemble d'Etats dispersés¹⁷² ; au pire, un concurrent redoutable pour le maintien de leur suprématie jusqu'à présent sans partage (cf. référence a)¹⁷³.

Le bilan du conflit sur **le reste du monde** apparaît quant à lui mitigé :

Il consolide l'image d'un Occident capable de se battre pour ses valeurs, et cette image atténue celle d'une société démographiquement et philosophiquement vieillissante. En outre, cette guerre contribue à désarmer une partie de la revendication islamiste émergente dans les pays arabes, en évitant une radicalisation du clivage nord / sud sur une question religieuse¹⁷⁴.

En revanche, le cadre légal très contestable de l'intervention au Kosovo¹⁷⁵, le curieux acharnement mis à défendre les « Droits de l'Homme » en bombardant Belgrade¹⁷⁶ et le bilan même du conflit ne crédibilisent ni l'Occident, ni ses « valeurs ». Ainsi, Sadako Ogara, Haut Commissaire aux réfugiés, « *regrette que des millions de dollars soient investis au Kosovo, négligeant l'Afrique avec six millions de réfugiés* »¹⁷⁷. La vision perçue en dehors de la sphère de co-prospérité occidentale est "*celle d'un petit Etat agressé par une puissante coalition, d'un petit Etat à la souveraineté violée.*"¹⁷⁸

L'image morale de l'Occident sort globalement ternie, notamment dans les pays de l'Est et en Russie¹⁷⁹.

¹⁷⁰ Voir note n°32e et 22j. Il faut également rappeler qu'au lendemain même du conflit du Kosovo, alors que ses forces armées ont été engagées pour servir une cause éminemment politique, le budget de la défense en France a été réduit de 9..3 milliards de francs !

¹⁷¹ ...et pour jouer soit payer encore plus, soit prendre des risques !

¹⁷² William Cohen constatera en septembre 1999 à la réunion des ministres de la défense de l'OTAN que les dépenses militaires des Européens représentent 60 % de celles des Etats-Unis (pour un total des PIB largement supérieur) ; il note également que les armées européennes ne disposent que de 10 % des capacités de l'armée américaine.

¹⁷³ Il convient de préciser que Zbigniew Brzezinski est favorable à la première de ces deux options.(cf. référence a).

¹⁷⁴ d'après Mustapha Benchenoun, cité dans la Revue de la Défense Nationale de novembre 1999.

¹⁷⁵ Voir note 32h.

¹⁷⁶ Tout en feignant d'ignorer comment les Turcs résolvent la question Kurde...

¹⁷⁷ Source : Revue Internationale et Stratégique – Voir également note 32g.

¹⁷⁸ Source : Michel Oksenberg, chef du centre de recherches Asie Pacifique de l'université Stanford, en Californie, cité dans *le Monde* du 7 juin.

¹⁷⁹ "*Alors que les Etats-Unis dénoncent plusieurs pays comme des Etats-voyous, ils sont en train de devenir pour de nombreux pays une superpuissance voyoute*" Samuel Huntington, cité dans Foreign Affairs

Et l'ONU ?

L'ONU n'apparaît pas dans l'analyse des facteurs géopolitiques. Elle n'apparaît pas non plus dans l'analyse des causes, puisque si elle a eu un objectif politique, elle était hélas incapable de le faire appliquer.

Tandis que l'UCK obtient une victoire stratégique indécente, l'ONU est la grande perdante de ce conflit, et avec elle sans doute une certaine vision du Droit international public et de la responsabilité des Etats.

33- Commentaires sur le dernier conflit européen du second Millénaire

Le conflit du Kosovo a placé le monde occidental en face de ses responsabilités ; il a démontré sa suprématie militaire, sans convaincre toutefois sur sa supériorité politico-stratégique. Il a également révélé ses contradictions. Les commentaires qui suivent sont avant tout une invitation à un examen sans concessions des incohérences du modèle de société occidental aujourd'hui dominant.

Ce n'est pas être naïf que d'espérer mieux maîtriser les nombreux défis du XXI^e siècle en tirant d'une analyse critique les enseignements qui s'imposent.

a)- Deux catastrophes évitées :

La guerre du Kosovo aurait dû n'être qu'une campagne aérienne de quelques jours. Elle a duré trois mois, et fait courir à l'Europe deux grands risques.

Le premier était de perdre la guerre, scénario a priori incongru compte tenu du rapport des forces en présence. Pourtant, dès le mois de mai des commentaires alarmistes, sinon défaitistes, pronostiquaient déjà un échec de l'OTAN¹⁸⁰. En effet, l'efficacité très relative des frappes aériennes face au potentiel militaire serbe ne suffisait pas à stopper l'exode des Kosovars, et rendait chaque jour plus inéluctable une intervention terrestre. Très vite dans ce cas, l'opinion publique aurait basculé, entraînant l'éclatement de l'Alliance. Cette issue catastrophique n'a été évitée qu'en intensifiant les frappes sur des objectifs stratégiques en Serbie, amenant M.Milosevic à résipiscence¹⁸¹. Mais combien de temps, même sans une intervention terrestre meurtrière, serait resté acquis à une telle guerre d'agression le soutien de l'opinion publique occidentale ?

Le second, bien plus grave que l'éclatement de l'OTAN, était l'extension et la généralisation du conflit. Certes, le rapport des forces en présence était écrasant, au point de rendre inimaginable qu'un quelconque pays tiers – fut-ce la Russie - entrât en guerre auprès de la Serbie. Le bon sens rassure : la machine de guerre qu'est l'OTAN contrôlait vraisemblablement les opérations, et leurs risques associés. Néanmoins, la durée du conflit n'était pas contrôlée¹⁸² ; ni l'exode des réfugiés Kosovars, ni les risques de déstabilisation des pays voisins¹⁸³ ; ni l'évolution de l'opinion publique russe, susceptible d'engendrer sur un sursaut de nationalisme exacerbé une situation ouverte à tous les aventurismes. Les conséquences du bombardement de l'ambassade de Chine, s'il était quant à lui peut-être accidentel, n'étaient pas davantage contrôlées. Quant aux risques de déstabilisation des pays riverains, ils ne semblaient hier pas davantage maîtrisés qu'aujourd'hui.

Sans tomber dans une paranoïa rétrospective, il faut bien être conscient que jamais depuis un demi siècle l'Europe n'a été aussi proche de renouer avec ses vieux démons¹⁸⁴.

¹⁸⁰ Voir note 33a.

¹⁸¹ Voir note 33d.

¹⁸² "L'opération est une question de jours, pas de semaines" (Hubert Védrine).

¹⁸³ "Nous n'avons aucun moyen de stopper les forces serbes dans leurs avancées, ou d'empêcher des tueries dans la population civile" (Général W. Clark, commandant suprême de l'OTAN, le 27 mars).

"L'exode était imprévisible. Personne n'aurait imaginé que la situation deviendrait aussi épouvantable" (Jamie Shea, porte-parole de l'OTAN, le 30 mars).

¹⁸⁴ Voir à ce sujet les notes 33b.

b)- L'ONU et le droit international public fragilisés

« Après avoir rejeté l'Organisation des Nations Unies, foulé aux pieds sa charte, l'OTAN a proclamé à la face du monde et pour le siècle à venir une vieille loi, celle de la jungle. » (Soljenitsine)

Le système de droit international qui régit les relations entre les Etats tire en quelque sorte les leçons des innombrables guerres européennes, et des deux guerres mondiales. Pour préserver ou conforter la paix, ce système repose notamment sur la Charte des Nations Unies ratifiée par 186 Etats. La Charte a transposé à l'échelle des Etats les fondements du droit des personnes, c'est à dire qu'elle a établi un juste équilibre entre ce qu'un Etat peut faire dans son espace de souveraineté, et ce qui peut engager la communauté internationale. Considérant sans doute avec une certaine sagesse que le non-respect de la souveraineté était à l'origine de la plupart des conflits passés, la Charte a jugé sage de stipuler parmi ses principes que « *l'organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de ses membres* » (Article 2, alinéa 1).¹⁸⁵

L'ONU est actuellement l'unique instance internationale capable de rassembler la quasi totalité des Etats pour légiférer d'une façon à peu près incontestable. C'est ce qu'elle semble faire de mieux. Ce qu'elle n'est pas, du moins en pratique, c'est une structure « opérationnelle » : elle a maintes fois prouvé ses insuffisances dès lors qu'elle a quitté son rôle de juridiction pour un rôle d'exécution : les fiascos de l'ONUSOM ou de la FORPRONU sont encore frais dans les mémoires. Mais ces fiascos ne doivent pas remettre en cause l'un des buts essentiels de l'Organisation, qui est de définir le droit international pour « *maintenir la paix* »¹⁸⁶.

Pour des raisons qui ont été maintes fois analysées et commentées, l'intervention de l'OTAN au Kosovo n'était pas « légale », au sens de la Charte¹⁸⁷. Faute d'être légale, elle a été qualifiée de « légitime ». Dans le premier cas, on s'appuie sur une règle de droit objective. Dans le second, sur l'esprit de la loi, ou sur une morale. Cet état de fait fragilise le système de Droit International qui a tenté, vaille que vaille, de régler les différents entre les Etats depuis 50 ans. D'autant plus que la « morale » sur laquelle s'est appuyée l'Alliance est loin d'être admise comme une norme universelle. L'attitude de l'Occident peut donc être jugée incohérente et hypocrite. Incohérente, parce que la société occidentale est elle-même sapée par le relativisme moral, et à ce titre est particulièrement mal placée pour se présenter en parangon de vertu politique. Hypocrite, parce que l'Occident est à l'origine de ce système de Droit International qui a au moins le mérite d'exister. Mais il a été gravement fragilisé, et avec lui l'ONU. En effet, les Etats-Unis et les Etats de l'Alliance, ne pouvant admettre de conditionner leur action à un mandat formel du Conseil de Sécurité, ont anticipé sur le double *veto* probable de la Russie et de la Chine. Remarquons cependant que le principe même de fonctionnement du Conseil de Sécurité, si décrié par ailleurs, a précisément le mérite de prendre en compte la complexité d'un problème et la fréquente diversité des approches possibles. Dans le cas du Kosovo il fallait, pour éviter le veto de la Russie, admettre l'existence d'autres communautés que les Kosovars dans cette province ; et pour éviter celui de la Chine, respecter la souveraineté de la RFY. Au résultat, certaines erreurs auraient probablement été évitées¹⁸⁸.

¹⁸⁵ Cf. référence q.

¹⁸⁶ Cf. référence q, article 1, alinéa 1.

¹⁸⁷ Elle a été justifiée a posteriori par une déclaration de Kofi Annan affirmant au lendemain du déclenchement des frappes « *qu'il ne s'opposait pas aux frappes déclenchées* »- Voir par ailleurs notes 33g et 32h.

¹⁸⁸ « *Globalement, les inconvénients l'emportent sur les avantages : paralysie et mort programmée de l'ONU, -si l'organisation est aujourd'hui critiquables, sa disparition serait néfaste-, incertitude sur l'identité de ceux qui seraient en droit de déterminer le juste et l'injuste et , au final, un retour à la loi du plus fort teinté de principes démocratiques* ». » P. Boniface, dans la Revue Internationale et Stratégique.

c)- Ingérence ou respect de la souveraineté ?

La guerre du Kosovo a consacré la reconnaissance du droit d'ingérence, puisqu'elle en était, par l'usage de la force armée, l'aboutissement le plus accompli.

Il convient cependant de rappeler que ce droit d'ingérence n'existe pas dans la Charte des Nations Unies, sinon en application d'un mandat explicite du Conseil de Sécurité pour maintenir ou imposer la paix¹⁸⁹.

En outre, il paraît difficile de légitimer le droit d'ingérence sans remettre en cause des pans entiers du système de droit international public actuel¹⁹⁰.

Le droit d'ingérence ne semble donc validé que par une jurisprudence, qui consacre en réalité le « droit du plus fort ». En effet, imagine-t-on l'Éthiopie envisager seulement une ingérence aux États-Unis, ou le Rwanda protester contre les ingérences occidentales dans sa politique intérieure, qui ont indirectement conduit aux massacres de 1994 ?

Cette évolution jurisprudentielle doit beaucoup à la pression des opinions publiques, ce point a déjà été développé. Elle semble refermer la parenthèse d'un Droit International Public qui s'est efforcé pendant le XX^e Siècle de maîtriser les conflits. Si cette parenthèse devait finir de se fermer, le monde retournerait à la vieille loi historique, faisant de la guerre « *la continuation de la politique selon d'autres moyens* » (Clausewitz).

Le problème est que le monde contemporain n'est plus le Moyen-Âge : ce qui était autrefois un conflit frontalier épargnant en général les populations civiles, devient rapidement un conflit de coalitions, et peut se solder par des dizaines de millions de morts¹⁹¹ ; la caisse de résonance que constitue l'information mondiale, l'imbrication des économies, et plus largement des intérêts des États, participent à la complexité d'un monde instable. Qui plus est, jouant et usant de cette complexité, des organisations criminelles disposent désormais d'un pouvoir de nuisance considérable¹⁹².

Dans un tel contexte, sauf à mettre en place un hypothétique gouvernement mondial, les États, regroupant et organisant des communautés d'intérêts, apparaissent les seuls remparts face au chaos¹⁹³. Pour ne citer qu'un exemple, il suffit d'imaginer ce que pourrait devenir l'Afrique si les frontières, certes imparfaites, qui définissent les États devaient être remises en cause. Et si la notion même d'État en Afrique devait se diluer dans une somme d'intérêts de clans et de tribus. Les Africains lucides ont de bonnes raisons de frémir lorsque les intellectuels occidentaux dissertent sur le « village planétaire » et la « citoyenneté mondiale ».

Aussi la réflexion sur l'ingérence doit-elle rester prudente et dialectique : au-delà de la satisfaction morale qu'on éprouve à envoyer des troupes combattre pour les droits de l'Homme, les risques de chaos induits par cette même ingérence gagneraient à être soigneusement pesés.

d)-Notre partenaire d'outre-Atlantique

L'Europe a des États-Unis l'image d'une nation sœur, avec laquelle elle partage les mêmes valeurs, et à laquelle elle doit la libération et la victoire au terme des deux guerres mondiales.

Sans doute les Européens perçoivent-ils mal combien la suprématie dont jouissent les États-Unis est actuellement sans précédent ni partage : celle-ci est technologique, militaire, politique, dans une large mesure économique, financière et culturelle¹⁹⁴. L'Amérique doit cette suprématie au fait qu'elle est une grande nation, mais aussi à une politique d'une remarquable cohérence, centrée avant tout sur ses intérêts nationaux. Ainsi, cette cohérence se manifeste dans la diplomatie américaine, autant que dans

¹⁸⁹ Cf. chapitre 7 de la Charte des Nations Unies.

¹⁹⁰ Cf. référence p.

¹⁹¹ Voir note 33c.

¹⁹² Le volume financier blanchi chaque année par les organisations criminelles est estimé à 100 milliards de dollars. Source : *Le Monde*. Cf. par ailleurs références b et t.

¹⁹³ « *Que l'on m'accuse d'être autoritaire ne me fait ni chaud ni froid, nous avons besoin d'un État, d'un État véritable* » - Hugo Chavez, président du Venezuela, le 19 novembre 1999.

¹⁹⁴ Cf. référence a.

les orientations technologiques, économiques et militaires, confirmées avec une rare constance par les gouvernements successifs.

Cette approche est sans doute simpliste, mais elle éclaire la relation des Etats-Unis avec l'ONU, et avec l'Europe.

Au sein de la communauté des Nations Unies, rien sinon l'un des cinq sièges permanent au Conseil de Sécurité ne reconnaît la suprématie américaine. L'ONU est au contraire considéré outre-Atlantique comme un frein à l'exercice de cette suprématie, voire comme un obstacle coûteux et souvent jugé inefficace¹⁹⁵. Ainsi, nombreux sont les traités ou les conventions internationales actuellement non-ratifiés par les Etats-Unis¹⁹⁶ : pourquoi s'imposeraient-ils des limitations à l'exercice de leur suprématie, alors qu'ils ont les moyens de la privilégier¹⁹⁷ ? Ceci peut expliquer pourquoi l'ONU ne peut exister aux yeux de certains Américains que dans la mesure où elle ne nuit pas à la politique des Etats-Unis¹⁹⁸. Cela explique aussi l'influence exercée par Washington sur la désignation de l'actuel secrétaire des Nations Unies, ainsi que la dette calamiteuse des Etats-Unis à l'égard de l'ONU, qu'on peut interpréter comme le chantage d'un banquier à son débiteur.

La relation entre l'Europe et les Etats-Unis pose quant à elle la question suivante : quel rapport l'Europe émergente veut-elle ou peut-elle avoir avec une superpuissance ?

S'il s'agit d'un rapport de suzeraineté – l'Europe bénéficie de la protection américaine, mais rend allégeance à Washington -, à quoi bon entretenir l'illusion d'une indépendance européenne, qui s'est révélée inexistante lors du conflit du Kosovo ? Certes, l'Europe est liée aux Etats-Unis par deux siècles d'histoire commune, mais les liens établis fondent une amitié qui devient complaisance, voire dépendance, car les intérêts des deux puissances ne convergent pas spontanément. L'ignorer serait faire preuve d'un aveuglement inconscient, qui consacrerait le "droit du plus fort "

Dans le cas contraire, ce qui semble être pour l'instant la voie retenue, les Européens n'ont semble-t-il aucune illusion à se faire quant à la détermination que mettront les Etats-Unis à les combattre dès lors qu'ils s'opposeront aux intérêts américains. Nourrir des illusions sur la philanthropie désintéressée des Américains ne peut conduire qu'à des désillusions brutales, et fratricides. A l'inverse, bien prendre en compte les intérêts respectifs est probablement le premier pas vers un partenariat lucide, laissant toute perspective à une relation atlantique forte parce que nourrie d'une dialectique d'intérêts, mais refusant toute dépendance.

Une telle relation, vécue par une Europe forte et surtout consciente, n'est pas forcément conflictuelle, parce que les Etats-Unis ont besoin d'un contre-pouvoir¹⁹⁹.

e)-Mondialisation ou subsidiarité ?

On a cherché à justifier l'ingérence armée contre la Serbie par le fait que le monde est désormais un « village planétaire », dans lequel la souveraineté est un concept suranné. Notons cependant que la perception que nous avons aujourd'hui de la « mondialisation » est liée principalement à cette suprématie américaine qui nous l'a révélée²⁰⁰. Contrôlant déjà l'information mondiale, une grande part de l'économie et des équilibres monétaires, les Etats-Unis revendiquent ce rôle de « gendarme du monde », pour eux ou pour l'OTAN, ce qui revient au même. Mais faute de disposer d'un gouvernement mondial, cette mondialisation ressemble pour l'instant à un village sans mairie, ni police, ni église, qui verrait l'épicier le plus riche imposer ses règles. Le conflit du Kosovo démontre les risques et les limites

¹⁹⁵ En 94, les Etats-Unis rendent l'ONUSOM responsable de la mort des 27 GI's morts en Somalie.

¹⁹⁶ « Aujourd'hui, ayant atteint les cimes d'une puissance militaire, économique et politique naguère inimaginable, les Etats Unis à leur tour veulent, seuls, définir les normes de la vie internationale » - Phyllis Bennis, chercheur à l'Institute for Policy Studies, cité dans le Monde Diplomatique.

¹⁹⁷ Voir note 33e.

¹⁹⁸ En 1995, Madeleine Albright désigne publiquement l'ONU comme un « outil de la politique étrangère américaine » - En 1996, elle déclare « ne pas avoir besoin de l'ONU pour justifier les frappes contre l'Irak » -

Source : Monde Diplomatique.

¹⁹⁹ Z. Brzezinski l'affirme lui-même- cf. référence a.

²⁰⁰ La perception que nous avons de la mondialisation repose sur les communications, et sur les mouvements de capitaux désormais transnationaux. Or, ce sont deux domaines dans lesquels la suprématie américaine est incontestable.

d'une résolution supranationale des troubles intérieurs d'un Etat²⁰¹. Faute de disposer d'une structure suffisamment légitime pour exercer la « police du monde », ce rôle a échoué au plus fort. Si cela s'inscrit dans la continuité des guerres d'extension d'influence, ce n'est pas plus grave que l'histoire des guerres du passé : elles font après tout partie de notre patrimoine historique. Si au contraire cette intervention doit se nimber du voile vertueux de la « bonne gouvernance », alors ne soyons pas dupes de cette dangereuse hypocrisie. Car elle affaiblit un Etat qui, jusqu'à nouvel ordre, était le mieux placé pour assumer ses responsabilités, qu'on avait par ailleurs les moyens de lui rappeler.

f)- Vers la fin du « bon sauvage » ?

« La morale est le dernier refuge de l'eurocentrisme. Il est temps de renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente. Personne ne peut durablement se dispenser -aucune communauté et aucun individu- d'examiner les différents degrés de sa responsabilité et de fixer des priorités »

JP Chevènement cité dans *Le Monde* du 3 avril

Ce conflit nous conduit également à nous interroger sur l'un des mythes fondateurs de notre société occidentale : « *l'homme est bon, il est perverti par la (mauvaise) société* ». En corollaire, une société idéale permet l'épanouissement de la bonté naturelle des individus, et leur coexistence fraternelle dans le pluriéthnisme et la diversité des cultures. Et comme la démocratie permet tout cela, il suffit de l'exporter, si nécessaire par la force. A deux reprises lors de ces cinq dernières années, le prix de cette vision irénique payé par d'autres peuples a été exorbitant²⁰². N'avons nous pas en occident une vision dogmatique de la démocratie, qui devient presque totalitaire? Qu'est-ce que le « politiquement correct », sinon dans les faits une dictature de la pensée conforme ? Or, il y a dans le monde un grand nombre d'Etats qui ne jouissent ni de notre PIB, ni de notre culture, ni de notre héritage. Un régime « non démocratique » est donc considéré comme pestiféré, et qu'importe si le tribun à sa tête reste plébiscité. Or, notre modèle occidental est précisément rejeté par un grand nombre de sociétés²⁰³. Au nom de quelle morale politique aurait-t'on déclenché une guerre qui nous a conduit, quoiqu'on en pense, aux portes d'un conflit européen ?

Combien faudra-t-il ajouter aux 80 millions de morts du communisme pour comprendre qu'il y a déjà assez de *casus belli* avec les seuls intérêts vitaux des Etats, pour ajouter ceux qu'engendrent les idéologies ?²⁰⁴

Profondément imprégnée par le marxisme, notre société française se prétend une société de progrès. Sans doute avons nous oublié que le progrès ne devient une réalité collective que parce qu'il est d'abord une réalité individuelle. Nous, qui donnons tant de leçons de démocratie, avons sans doute aussi oublié la plus ancienne, celle de Platon : « *La démocratie est le meilleur des systèmes pour le meilleur des peuples* ». C'est à dire le plus instruit, le plus sage, le plus cultivé...aussi ce système politique advient-il spontanément lorsqu'un peuple est mûr pour l'adopter²⁰⁵.

Il y a donc un certain cynisme à vouloir imposer le progrès par la force des armes. Le conflit du Kosovo, et surtout ses fruits amers, pourraient fort bien rappeler à l'Europe cette vieille leçon.

²⁰¹ Et tout récemment, le sommet de l'OMC à Seattle a montré quant à lui que les « citoyens du monde » attendaient autre chose qu'un marché d'épiciers...

²⁰² Voir note 33 f.

²⁰³ ²⁰³ « *La culture européenne n'est pas la seule voie vers une modernisation réussie* » - Amartya Sen, prix Nobel d'économie.

²⁰⁴ Cf. références c et i.

²⁰⁵ « *L'exemple le plus visible de l'exploitation scandaleuse de l'Afrique est la démocratie clé en main qui a été imposée aux Etats africains et dont le bilan est loin d'être positif.* » Idriss Deby, Président de la République Tchadienne, le 1 mai 1998 en visite à Tripoli.

g)- Une crise superficielle

Enfin et surtout, notre société –devrait-on dire notre civilisation- a révélé son manque de profondeur.

Manque de profondeur dans la maîtrise de la complexité d'un problème humain sans doute avant d'être politique, qui a manifestement dépassé de nombreux experts, souvent les premiers à hurler avec les loups. On peut s'étonner que notre intelligence ait permis de développer des technologies d'une extrême complexité, mais se soit révélée grossière et trop simpliste dans cette crise somme toute prévisible. De nouveaux modes de réflexion restent à imaginer²⁰⁶ si on veut prétendre maîtriser cette « mondialisation », qui n'est autre chose que la réalité aujourd'hui révélée de la réelle complexité du monde. Cette mondialisation n'est-elle pas aussi un prétexte trop facile à nos insuffisances ?

Manque de profondeur également dans la maîtrise du temps. Les experts civils et militaires comme les responsables politiques ont sacrifié à la dictature de l'instantané, parce que l'information elle-même est immédiate. Ce faisant, ils ont oublié le passé et hypothéqué l'avenir. Avec le recul, l'analyse des causes laborieusement décrite au chapitre 2.7 ne sert qu'à masquer la seule véritable raison de cette guerre : « on a fait cela, parce qu'il fallait faire quelque chose. Alors on a fait cela. Pourquoi ? mais parce qu'il fallait le faire... »

Manque de profondeur enfin dans la maîtrise de l'information, qui est devenue une arme de niveau stratégique²⁰⁷. Là encore, rien de réellement nouveau depuis que le poète anglais T.S. Eliot déclamait au début du 20^e Siècle :

*« Où est la sagesse, détruite par la connaissance,
Où est la connaissance, détruite par l'information ? »*

Ainsi, cette société qu'on dit évoluée s'est rendu captive d'une information omniprésente, et pour la maîtriser a dû générer des technologies d'une extrême complexité. Obnubilé par l'information technologique, « l'homo occidentalis » a oublié que seule la connaissance permet de replacer l'information dans son contexte. Et que seule la culture, héritage passé et présent de l'intelligence d'une civilisation, permet d'éduquer le bon sens et de défricher les cheminements vers la vérité. En oubliant que seule « la vérité rend libre », ce qui est pourtant à la racine de leur culture, les esprits les plus brillants se sont laissé manipuler et ont perdu leur liberté de jugement. Comme le montrent les notes et références, qui sont toutes de source ouverte, l'information sur le Kosovo était accessible au grand public. Mais elle était noyée dans un flot informe, et de fait rendue hermétique au plus grand nombre de ces individus mal éduqués qui ont piétiné leurs racines culturelles.

²⁰⁶ Cf. référence k.

²⁰⁷ « L'attention de la mission d'information a été attirée sur le fait que l'opinion publique est devenue une arme de guerre » . – Source : référence s, page 88.

Conclusion

« *Le vice foment la guerre, la vertu combat* »
Vauvenargues

Le 24 mars 1999, les Etats européens ne pouvaient plus faire autre chose que ce qu'ils ont fait, ...et c'est sans doute regrettable.

Au moins ce conflit sommes toutes limité aura-t-il permis à l'Europe de prendre conscience de ce qu'elle doit être.

Aujourd'hui, le prix à payer pour cette émancipation européenne peut paraître élevé, surtout si on considère que l'on pouvait faire l'économie d'une guerre : tout était prévisible dès septembre 1998 quand a été révélé dans la presse le jeu mené par les Etats- Unis, et par l'Allemagne. Alors, pourquoi n'avons-nous pas prévu ? Chacun trouvera ses propres réponses à cette question.

Jugeant l'arbre à ses fruits, on est amené à s'interroger sur les objectifs politiques poursuivis, par la France notamment. En effet :

- soit les objectifs de cette guerre ont été strictement ceux qui ont été affichés, largement médiatisés, et communément admis par l'opinion publique ; dans ce cas, où est la victoire de la coalition des Etats les plus puissants du Monde ?
- soit les généreuses déclarations qui ont mobilisé l'opinion ont été sous-tendues par des considérations géopolitiques, ce qui est ici l'idée défendue. Alors, le citoyen, et *a fortiori* s'il est militaire, peut constater que les forces armées d'Etats démocratiques ont été engagées dans un conflit, alors même qu'il a été dupé par l'opacité des objectifs poursuivis.

Nous autres, officiers, n'avons pas d'état d'âme. On combat pour le pays que l'on sert, même si, au Kosovo, ceux qui risquaient leur vie pouvaient encore une fois se demander légitimement « *pour qui ils mourraient* »²⁰⁸.

Combattre sans état d'âme, c'est éluder la question du « *pourquoi ?* », pour ne retenir que celle du « *comment ?* », comment gagner la guerre.

Notre attitude est on ne peut mieux résumée par cette phrase du général Lewal, exprimée au lendemain de la défaite de 1870²⁰⁹ :

« *Les chefs d'armée n'ont pas à décider de la guerre : ils sont chargés de la faire une fois qu'elle est résolue, à tort ou à raison, et leur mission est de la conduire le mieux possible dans les limites strictes de leur profession spéciale. La science militaire n'a donc aucun rapport avec la politique et ne doit pas s'en occuper...les principes de la guerre sont évidemment indépendants de la nature de la guerre ou des causes qui la provoquent.* »

Cependant, sans état d'âme ni complaisance non plus, il faut dresser le bilan d'une campagne qui s'achève pour préparer la prochaine. Car la campagne des Balkans n'est sans doute pas achevée.

²⁰⁸ Cf. référence x.

²⁰⁹ Cf. référence r.

En outre, si l'antique principe « *cedant arma togae* » n'est pas à remettre en cause, la forme que prend aujourd'hui le service des armes relance la réflexion, jamais close, sur le champ de responsabilité des militaires dans ces « crises contemporaines ».

La force armée n'est plus cantonnée à la seule conduite des guerres : elle est largement associée à leur prévention et à la gestion de leurs conséquences, et les stratégies employées ne sauraient être exclusivement militaires.

Dans ces conditions, où finit la stratégie militaire, et où commence la « grande stratégie » ? et en corollaire, où finit la responsabilité du militaire dans la prévention d'un conflit, et où commence son obéissance aveugle aux desseins politiques ?

Les forces armées ont désormais à opérer au cœur même de la complexité des crises contemporaines.

Que nous rappelle le conflit du Kosovo ? que les solutions à ces crises sont plus globales que jamais, que les frontières sont floues entre paix et crise, crise et guerre, action militaire et civilo-militaire ; que la seule action militaire ne suffit pas à résoudre une crise, et qu'elle doit être parfaitement cohérente avec l'objectif recherché. Et que cet objectif doit être limpide.

Les militaires ont ainsi devant eux deux attitudes possibles :

- certains préféreront se cantonner à la stricte action militaire, dans laquelle ils sont confortablement experts ; écartés de la stratégie, ils en paieront alors le prix sous la forme d'une excessive et sans doute inefficace implication des instances politiques dans leurs domaines d'action traditionnels ;

- mais il faudra bien que d'autres revendiquent pleinement ce rôle de stratège de la Cité qui leur est conféré par Clausewitz, étant entendu que la manœuvre des armées est loin d'être désormais le seul élément qui permet la victoire, et que la « cité » semble se diluer, pour la France notamment, dans un système complexe d'intérêts de puissance.

Il y a peut-être là une autre forme de « révolution dans les affaires militaires » à entreprendre, en rythme et en cohérence avec les évolutions politiques déroutantes auxquelles la France est confrontée en ce début de siècle.

Cartes

Carte générale de l'ex-Yougoslavie



Carte n°1



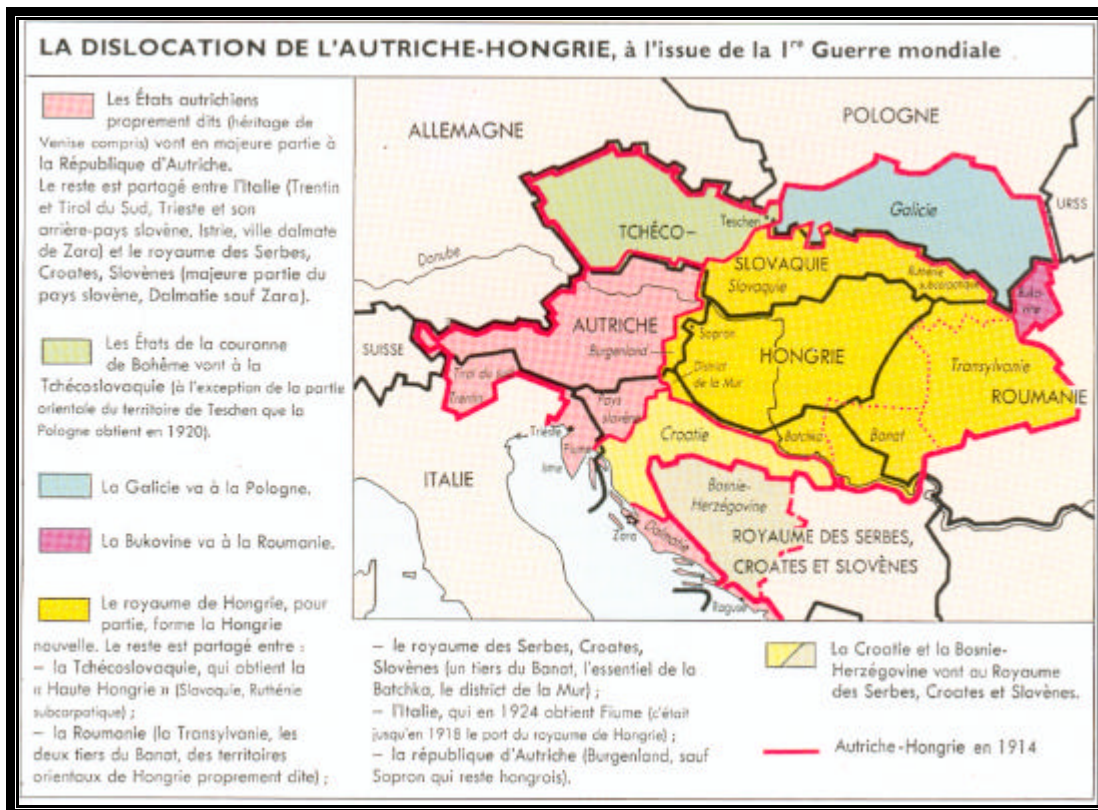
Le Kosovo et son environnement



Cartes historiques



Carte n°3 - Source : Atlas des peuples d'Europe centrale, Editions La Découverte



Carte n°4 - Source : Atlas des peuples d'Europe centrale, Editions La Découverte

Cartes de population

Répartition de la population dans les Balkans :



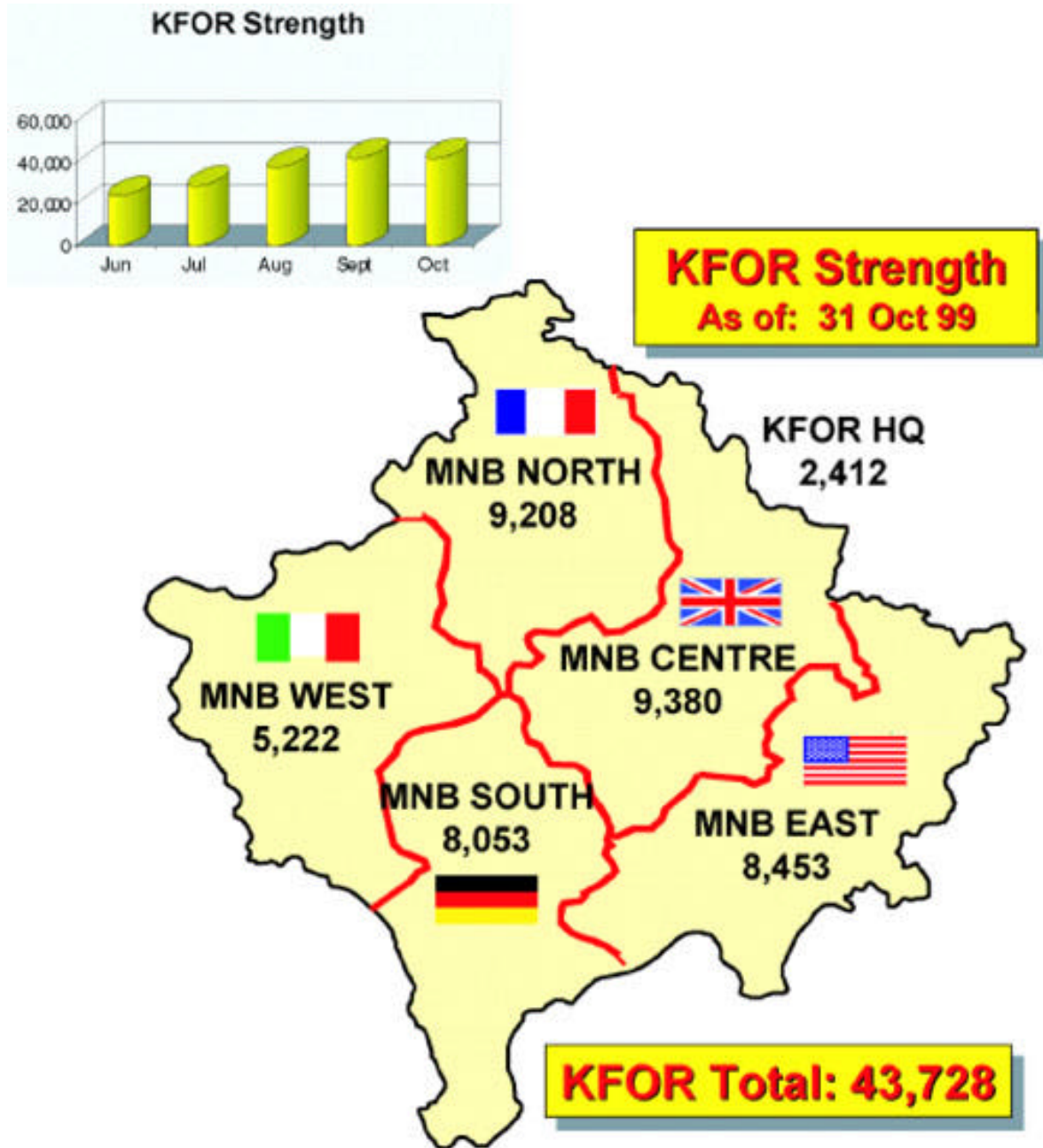
Carte n°5 - Source : <http://www.albanian.com>

Population de l'Ex- Yougoslavie :



Carte n°6 - Source : <http://www.albanian.com>

Déploiement militaire de la KFOR au Kosovo :



Carte n°7- Source : site internet de l'OSCE

Notes

Chapitre 12

12a- Adam Demaçi, l'un des leaders de l'UCK, fait savoir le 13 août 1998 que son mouvement proscrit toute référence à la « Grande Albanie », et revendique la stricte indépendance. Source : compte-rendu du colloque du 24.04.99 du Cercle Condorcet (« *Le Kosovo, racines d'une crise, réponse européenne* »).

12b- TIRANA (Albanie), 20 avril (dépêche AFP) - Une part importante de l'aide humanitaire internationale qui afflue en Albanie, pays pauvre et désorganisé, est détournée par les mafias en direction des réseaux de l'économie parallèle, estiment à Tirana des sources concordantes. "Oui, il y a des détournements: ils sont dus au manque d'organisation et de coordination" admet Arben Demeti, ministre des Pouvoirs locaux. "Une partie de l'aide est effectivement détournée et passe dans d'autres mains". "Des dizaines de camions s'évaporent chaque jour entre le port de Durres et Tirana", déplore un diplomate occidental qui demande à préserver son anonymat. "Devant l'ampleur des détournements, des associations humanitaires ont déjà quitté certaines régions". "Le problème, c'est que le gouvernement ne contrôle plus le nord depuis deux ans, pas vraiment le sud", poursuit-il. "Et pour Tirana, cela dépend des jours. Il y a des régions où pouvoirs locaux et mafias se confondent".

Chapitre 21

21a- "Les Etats-Unis portent une part de responsabilité pour avoir soutenu Milosévic après la Bosnie sous prétexte qu'il avait été partie aux accords de Dayton, et qu'il fallait travailler avec lui. Nous avons été très lents à soutenir l'opposition lors des manifestations de décembre 1996...." (William Zimmermann, ex ambassadeur des Etats-Unis à Belgrade, cité dans le *Monde* du 7 juin)

21b- Robert Gelbard, émissaire spécial des Etats-Unis dans les Balkans, déclare à Belgrade que "...l'UCK est sans aucun doute un groupe terroriste..." et que les Etats-Unis "condamnent tout à fait fermement les activités terroristes au Kosovo." (source : *Courrier International* du 20 mai 1998).

21c- Résolutions du Conseil de Sécurité sur le Kosovo :

1160, le 31 mars 98 instaure un embargo total sur les livraisons d'armes à Belgrade;

1199, le 23 septembre 98 exige un cessez-le-feu immédiat et le retrait des forces serbes; (« le Conseil de Sécurité envisage d'examiner une action ultérieure et des mesures additionnelles pour maintenir ou rétablir la paix et la stabilité dans la région »

1203, le 24 octobre 98 exige la coopération de la Yougoslavie avec la KVM

1207, le 17 novembre 98

1239, le 14 mai 99

1244 du 10 juin 99, légitime a posteriori l'intervention, et met fin à la crise du Kosovo, souligne l'attachement de tous les Etats membres à la souveraineté et à l'intégrité de la République Fédérale de Yougoslavie.. » et instaure en même temps « une autonomie substantielle et...une véritable auto-administration »

21d- Le Plan « Fer à cheval »- Source AFP

LE PLAN « FER A CHEVAL » IMAGINE PAR LA PARTIE SERBE POUR VIDER LE KOSOVO DE SA POPULATION DE SOUCHE ALBANAISE VISE A NEUTRALISER L'ARMEE DE LIBERATION DU KOSOVO (UCK), QUITTE A TUER LES ALBANAIS, ONT AFFIRME HIER LES RESPONSABLES ALLEMANDS DE LA DEFENSE. SELON LE CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES ALLEMANDES, HANS-PETER VON KIRCHBACH, IL CONSISTAIT NOTAMMENT A PRENDRE EN TENAILLES, PAR ETAPES, ET EXPULSER LA POPULATION ALBANAISE. ? LE BUT ETAIT D'EVITER UNE REPETITION DES EVENEMENTS QUI SE SONT PRODUITS AVEC L'UCK A L'EPOQUE OU L'ARMEE SEPARATISTE ETAIT PARVENUE A OCCUPER PRESQUE 40 % DU TERRITOIRE AU KOSOVO. MILOSEVIC VOULAIT GAGNER DU TEMPS POUR PREPARER UN DEPLACEMENT SYSTEMATIQUE DES ALBANAIS DU KOSOVO, A DECLARE LE MINISTRE ALLEMAND DE LA DEFENSE RUDOLF SCHARPING. DANS UNE CERTAINE PARTIE DU KOSOVO, L'ARMEE ET LA POLICE YOUGOSLAVES ONT PLANIFIE PUIS COMMENCE, DE NOVEMBRE 1998 JUSQU'AU DEBUT DES NEGOCIATIONS DE RAMBOUILLET, A

DEPLACER DES GENS , SELON LUI. L'OPERATION SERAIT EN COURS DEPUIS LE 26 FEVRIER , SELON LE CHEF DE LA DIPLOMATIE ALLEMANDE JOSCHKA FISCHER. CE PLAN EN REPRENDRAIT UN AUTRE, DATANT DE 1937, ELABORE PAR VASO CUBRILOVIC, UN ACADEMICIEN SERBE DEvenu PAR LA SUITE MINISTRE DE TITO.

21e-Article de C. Chatelot, paru dans *le Monde* du 21 janvier 1999

Début de citation.

Les morts de Racak ont-ils vraiment été massacrés froidement ?

La version des faits qu'ont répandue les Kosovars laisse subsister plusieurs interrogations. Belgrade affirme que les quarante-cinq victimes étaient des "terroristes" de l'UCK, tombés au cours des combats, mais refuse toute enquête internationale. Que s'est-il réellement passé en fin de semaine dernière à Racak, où quarante-cinq personnes ont trouvé la mort ? La version rapportée par des témoins albanais, selon laquelle il s'est agi d'un massacre perpétré froidement par les forces serbes contre des personnes désarmées, laisse certaines questions sans réponse. Les Serbes affirment que les victimes étaient des militants de l'Armée de libération du Kosovo morts au cours des combats, mais ils continuent cependant de refuser toute enquête internationale sur les événements. L'OTAN a entendu, mercredi 20 janvier à Bruxelles, le rapport de ses deux plus hauts responsables militaires. Les deux généraux n'ont pas obtenu du président Milosevic qu'il revienne sur la décision d'expulser William Walker, le chef de la mission de vérification de l'OSCE, ni qu'il autorise le TPIY à enquêter sur Racak.

PRISTINA (Kosovo) de notre envoyé spécial

Le massacre de Racak n'est-il pas trop parfait ? De nouveaux témoignages recueillis, lundi 18 janvier, par le Monde, jettent un doute sur la réalité de l'horrible spectacle des corps entassés de dizaines d'Albanais qui auraient été sommairement exécutés par les forces de sécurité serbes dans la journée de vendredi. Ces victimes ont-elles été exécutées à froid, comme le dit l'UCK, ou bien tuées au combat, comme l'affirment les Serbes ?

Selon la version recueillie et diffusée par la presse et les observateurs de la mission de vérification au Kosovo (MVK) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le massacre a lieu, le 15 janvier, en début d'après-midi. Des policiers serbes "cagoulés" pénètrent dans le village de Racak bombardé depuis le matin par des blindés de l'armée yougoslave. Ils enfoncent les portes des habitations, pénètrent dans les maisons, intimement l'ordre aux femmes d'y demeurer pendant qu'ils poussent les hommes à la sortie du village pour les exécuter tranquillement d'une balle dans la tête non sans en avoir préalablement torturé et mutilés quelques uns. Les Serbes, diront même certains témoins, exécutaient leur basse besogne en chantant, avant de quitter les lieux vers 15 h 30.

Le récit de deux journalistes de la télévision Associated Press TV (APTV), qui ont filmé l'opération policière de Racak, contredit ce récit. Lorsqu'à 10 heures, ils entrent dans la localité dans le sillage d'un véhicule blindé de la police, le village est presque désert. Ils progressent dans les rues sous le feu de tireurs de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) embusqués dans les bois qui dominent le village. Ces échanges de tirs dureront tout le temps de l'intervention, avec plus ou moins d'intensité. C'est dans les bois qu'ont lieu l'essentiel des combats. Les Albanais qui ont fui le village dès les premiers tirs d'obus serbes, à l'aube, ont tenté d'y trouver leur salut. Là, ils sont tombés sur des policiers qui ont pris le village à revers. L'UCK est prise en tenailles.

Ce que les policiers attaquent violemment, vendredi, c'est une place forte des indépendantistes albanais de l'UCK. La quasi-totalité des habitants ont fui Racak durant la terrible offensive serbe de l'été 1998. A quelques exceptions près, ils ne sont pas revenus. "Seules deux cheminées fument", remarque un des deux journalistes d'APTV.

L'opération serbe n'est donc pas une surprise, ni un secret d'ailleurs. Au matin de l'attaque, une source policière donne un tuyau à APTV : "Venez à Racak, il se passe quelque chose." Dès 10 heures, l'équipe est sur place, aux côtés des policiers; elle filme depuis une crête surplombant le village puis dans les rues dans le sillage d'un véhicule blindé. L'OSCE est également prévenue de l'action. Deux équipes, au moins, d'observateurs internationaux assistent aux combats depuis une hauteur d'où ils aperçoivent en partie le village. Ils pénétreront dans Racak peu après le départ des policiers. Ils s'enquière alors de la situation auprès de quelques Albanais, insistent pour savoir s'il y a des civils blessés. Vers 18 heures, ils redescendent quatre personnes - deux femmes et deux vieillards - très légèrement blessés vers le dispensaire de la ville voisine de Stimje. Les vérificateurs se disent alors "incapables d'établir un bilan de cette journée de combats".

La publicité que la police serbe fait autour de cette opération est intense. Dès 10 h 30, elle diffuse un premier communiqué. Elle annonce qu'elle a "encerclé le village de Racak dans le but d'arrêter les membres d'un groupe terroriste qui a tué un policier" le dimanche précédent. A 15 heures, un premier bilan fait état de quinze Albanais tués dans les combats. Le lendemain, samedi, elle se félicite de la réussite de l'opération qui, selon elle, s'est soldée par la mort de dizaines de "terroristes" de l'UCK et la saisie d'un lot d'armes important.

La tentative d'arrestation d'un Albanais, meurtrier présumé d'un policier serbe, a tourné au massacre. A 15 h 30, la police quitte les lieux sous les tirs, sporadiques, d'une poignée de combattants de l'UCK qui résistent encore à la faveur de ce terrain escarpé et difficile. Rapidement, les premiers rescapés albanais redescendent vers le village, ceux qui avaient réussi à se cacher sortent de l'ombre et trois véhicules de la MVK pénètrent dans le village. Une heure après le départ des policiers, la nuit tombe.

GUIDÉS PAR L'UCK

Le lendemain matin, la presse et la MVK viennent constater les dégâts provoqués par les combats. C'est à ce moment-là que, guidés par des combattants en armes de l'UCK qui ont réinvesti le village, ils découvrent le fossé où gisent, entassés, une vingtaine de corps, presque exclusivement des hommes. En milieu de journée, le chef de la MVK en personne, le diplomate américain William Walker, arrive sur les lieux et déclare son indignation devant les atrocités commises par "les forces de police serbe et l'armée yougoslave".

La condamnation est sans appel. Pourtant des interrogations demeurent. Comment les policiers serbes ont-ils pu réunir un groupe d'hommes, les diriger tranquillement vers le lieu de l'exécution alors qu'ils n'ont cessé d'être sous le feu des combattants de l'UCK ? Comment le fossé situé en bordure de Racak a-t-il pu échapper au regard des habitants, familiers des

lieux, présents avant la tombée de la nuit ? Et à celui des observateurs présents pendant plus de deux heures dans ce tout petit village ? Pourquoi si peu de douilles autour des cadavres, aussi peu de sang dans ce chemin creux où vingt-trois personnes sont censées avoir été abattues à bout portant de plusieurs balles dans la tête ? Les corps des Albanais tués au combat par la police serbe n'ont-ils pas été plutôt réunis dans le fossé pour créer une scène d'horreur qui ne devait pas manquer de soulever l'effroi de l'opinion publique ? La violence et la rapidité de la réaction de Belgrade, qui a donné quarante-huit heures au chef de la MVK pour quitter la Yougoslavie, ne signifient-elles pas que les Yougoslaves sont sûrs de ce qu'ils avancent ?

Seule une enquête internationale au-dessus de tous soupçons permettra de lever les zones d'ombres. Des médecins légistes finlandais et biélorusses étaient attendus, mercredi, à Pristina pour assister aux autopsies pratiquées par des médecins yougoslaves. Le problème est que les autorités de Belgrade ne se sont jamais montrées coopérantes dans cette affaire. Pourquoi ? Quelles que soient les conclusions des enquêteurs, le massacre de Racak montre que l'espoir d'aboutir à un règlement prochain de la crise au Kosovo paraît bien illusoire.

Fin de citation.

21f- Le rapport de l'OSCE publié en novembre 1999 ne reprend pas à son compte les propos de l'ancien chef des observateurs de l'OSCE, William Walker, qui à l'époque avait qualifié de « crime contre l'humanité » le massacre de 45 albanais du Kosovo. « *Ce massacre provoqua l'indignation internationale et modifia l'attitude de la communauté internationale face à la République Fédérale de Yougoslavie et les autorités serbes à Belgrade* » - Source : site internet de *Libération*.

21g- Pour la CIA, les mouvements de troupes serbes à la frontière albanaise sont destinés à lutter contre l'UCK, qui devient un adversaire redoutable et désormais fort d'une reconnaissance internationale. George Tenet, directeur de la CIA, déclare au Sénat le 2 février : (cité dans *Libération* du 23 février 1999)

"Si comme nous le prévoyons, les combats s'intensifient au printemps, ils seront plus sanglants que l'an dernier. Belgrade cherchera à écraser l'UCK une fois pour toute, et les combattants de l'UCK ont la possibilité d'infliger de lourdes pertes aux forces serbes. Les deux camps augmenteront probablement leurs attaques contre les civils. Une intensification des combats provoquera une nouvelle crise humanitaire, sans doute à une échelle plus grande que celle de l'an dernier."

21h- Voici d'autres commentaires d'Henry Kissinger sur ces « négociations » de Rambouillet : « *Mener une négociation reposant sur un projet d'accord entièrement rédigé dans des chancelleries étrangères, et tenter de l'imposer par la menace de bombardements aériens, a seulement abouti à exacerber la crise du Kosovo. Le texte de Rambouillet a été vendu à l'UCK, qui au début le rejetait, comme le moyen de faire peser toute la force de l'OTAN sur la Serbie, et ceci peut avoir incité Milosevic à accélérer la répression contre l'UCK avant que les bombes tombent... Les Serbes ont rejeté l'accord de Rambouillet parce qu'ils y ont vu le prélude à l'indépendance du Kosovo. Ils ont vu aussi la présence des troupes de l'OTAN comme une sorte d'occupation étrangère. La Serbie, dans le passé, a résisté aux empires ottomans et autrichiens, à Hitler et à Staline. Même s'ils étaient bombardés jusqu'à la capitulation, ou pourrait difficilement s'attendre à ce qu'ils approuvent une telle solution. De même pour l'UCK, l'objectif était l'indépendance et non l'autonomie. Rambouillet était pour eux le moyen tactique de déclencher la puissance aérienne de l'OTAN contre les Serbes hâï s.* »

21i- BELGRADE, 1^o avril (dépêche AFP)- Le président Milosévic et le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, se sont rencontrés jeudi à Belgrade pour la première fois depuis plus de dix mois et se sont engagés par écrit à œuvrer pour la paix, ont annoncé les autorités yougoslaves.

Le HCR a fait état à Genève de 150 000 départs de Kosovars au cours des neuf derniers jours, estimant que le nombre des réfugiés pourrait atteindre 35.000

La télévision serbe a montré un communiqué portant les signatures de MM. Milosévic et Rugova et la date du 1.4.1999 sous chacune des deux signatures. Selon ce communiqué, le président et le leader yougoslave ont « constaté qu'ils étaient entièrement d'accord en ce qui concerne leur option commune en faveur du processus politique » et estimé « que les problèmes ne peuvent être réglés que par des moyens politiques ».

A Bonn, le ministre allemande de la défense se déclare « très réservé » sur l'authenticité du communiqué.

A Bruxelles, le secrétaire général de l'Otan Javier Solana : « *Je ne pense pas que Rugova fasse librement ce qu'il fait* ».

Lors de son entretien avec les journalistes, dont un représentant de l'AFP, M. Rugova a demandé l'arrêt des bombardements de l'Otan. « *Il faut arrêter les bombardements. Il faut arrêter tout.* » MM Milosévic et Rugova ne s'étaient rencontrés qu'une seule fois, le 15 mai 1998 à Belgrade. Ces pourparlers avaient tourné court, les deux délégations ne s'étant réunies qu'une seule fois, et les forces serbes ayant poursuivi leurs opérations contre les séparatistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

21j- PARIS, 5 mai (dépêche AFP) - La France est heureuse que le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, ait pu sortir, mercredi, de Yougoslavie pour se rendre à Rome, a indiqué la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. *"Nous sommes heureux de savoir que M. Rugova a pu se déplacer hors de la RFY"* (République fédérale de Yougoslavie), a déclaré Anne Gazeau-Secret dans un communiqué. *"Nous allons pourvoir prendre contact avec lui"*, a-t-elle ajouté. La porte-parole a également rappelé que *"les Quinze, le 26 avril dernier, avaient souhaité que M. Rugova puisse s'exprimer devant le Conseil des ministres de l'Union européenne"*. M. Rugova est arrivé mercredi à Rome peu après 17h00 locales (15h00 GMT) par un vol spécial à l'aéroport militaire de Ciampino (sud de Rome), où il a été accueilli par le secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, Marco Minniti. Le gouvernement italien, qui a informé l'OTAN, les Etats-Unis et la présidence de l'Union européenne de la présence de M. Rugova en Italie, a indiqué que les autorités de Belgrade ont "appuyé la volonté de M. Rugova de venir en Italie".

21k- Répartition des réfugiés fin avril 1999 (origine dépêche AFP) : 116000 en Macédoine ; 314000 en Albanie ; 27500 en Bosnie ; 67500 au Monténégro ; 50000 en Serbie.

21l- ROME, 22 avril (dépêche AFP) - L'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a affirmé jeudi soir à Rome que *"le plus important est d'arrêter la guerre" en Yougoslavie*. *"Je le dis à tous les Yougoslaves, à l'heure actuelle la chose la plus importante est d'arrêter la guerre"*, a déclaré le prix Nobel de la Paix, invité d'une émission sur une chaîne de la télévision privée italienne. *"Si j'avais un appel à faire à Milosevic, je lui dirais d'avoir confiance dans la mission des prix Nobel de la Paix"*, a ajouté M. Gorbatchev. *"A Clinton et à tous les chefs d'Etat je dis: dans cette guerre il n'y aura pas de vainqueurs. Arrêtez-vous, puis nous trouverons une solution"*, a-t-il poursuivi. Sept prix Nobel de la Paix, dont l'ancien président de l'URSS, ont appelé jeudi à Rome, dans une déclaration commune, à la *"résolution immédiate du conflit dans les Balkans à travers la voie du compromis, la suspension des activités militaires et le début immédiat de négociations"*. Réunis pour le premier "Sommet des prix Nobel pour la Paix", organisé par la Fondation Gorbatchev et la municipalité de Rome, Joseph Rotblat (1995), David Trimble (1998), Betty Williams (1976), Rigoberta Menchu (1992), Mikhail Gorbatchev (1990), Shimon Peres (1994) et Frederik De Klerk (1993) ont été reçus jeudi matin au Vatican par le pape Jean Paul II qui à cette occasion a réitéré son appel en faveur de la paix dans cette région.

21m- MOSCOU, 4 mai (dépêche AFP) - Les pays du G8 ont décidé mardi qu'une éventuelle présence internationale au Kosovo serait obligatoirement placée sous l'égide de l'ONU, a affirmé mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexandre Avdeïev, cité par l'agence Itar-Tass depuis Bonn. *"Pour la première fois, nous avons atteint un accord prévoyant que toute présence internationale future au Kosovo sera placée sous le drapeau de l'ONU"*, a dit M. Avdeïev, qui participait à une réunion du G8 au niveau des directeurs politiques à Bonn. *"Nous ne parlons donc plus d'une opération de l'OTAN, ou même d'une opération terrestre de l'Alliance, mais du fait que l'ONU débloquerait la situation dans la région"*, a ajouté le ministre russe.

21n- PEKIN, 10 mai (dépêche AFP) - La Chine a annoncé lundi des mesures de représailles contre le bombardement par l'OTAN de son ambassade à Belgrade en suspendant ses contacts militaires et son dialogue sur les droits de l'Homme et le désarmement engagé avec les Etats-Unis. Alors que des petites manifestations anti-OTAN se poursuivaient lundi matin devant les ambassades de Grande-Bretagne et des Etats-Unis à Pékin, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Zhu Bangzao, cité par l'agence Chine nouvelle, a annoncé que la Chine avait "compte tenu de la situation" décidé de prendre les décisions suivantes : - suspension des contacts militaires de haut niveau entre les forces armées des deux pays - suspension des consultations avec les Etats-Unis dans le domaine de la

prévention de la prolifération, du contrôle des armements et de la sécurité internationale - suspension du dialogue sur les droits de l'Homme. Ces mesures font suite au communiqué officiel diffusé dès samedi pour dénoncer le bombardement "barbare" de l'OTAN à Belgrade dans lequel le gouvernement chinois s'était réservé le droit de prendre "de nouvelles mesures" en réaction au bombardement. Seuls les Etats-Unis, considérés comme les principaux responsables de l'attaque lancée contre l'ambassade de Chine à Belgrade - qui avait fait quatre morts et 20 blessés dans la nuit de vendredi à samedi dernier - ont pour l'instant fait l'objet de mesures de représailles chinoises. Les Etats-Unis ont également été les principales cibles des manifestations anti-OTAN qui se poursuivent à travers la Chine depuis samedi, notamment à Pékin où l'ambassade des Etats-Unis est quasiment en état de siège depuis trois jours. Des petits groupes de manifestants ont continué lundi matin à défilé et à jeter des projectiles en direction du bâtiment de l'ambassade, dont les vitres ont la plupart été brisées dimanche, malgré un impressionnant cordon de policiers. *"Les foules ont nettement diminué et la tension a baissé de manière significative par rapport à dimanche lorsque la situation a failli dégénérer"* a déclaré Tom Cooney, un porte-parole de l'ambassade américaine.

210-BELGRADE, 3 juin (dépêche AFP) - Voici les principaux extraits du plan de paix international pour le Kosovo en 10 points, accepté jeudi par la République Fédérale de Yougoslavie (RFY), selon une traduction du serbe par l'AFP:

1 - "Arrêt immédiat et vérifiable de la violence et de la répression au Kosovo."

2 - "Retrait vérifiable du Kosovo de toutes les forces militaires, policières et paramilitaires, selon un calendrier rapide."

(Addenda: "par exemple 7 jours pour l'achèvement du retrait; retrait des armes de DCA hors de la zone de sécurité mutuelle de 25 km, dans un délai de 48 heures.")

3 - "Déploiement au Kosovo, sous l'égide de l'ONU, de présences internationales efficaces, civiles et de sécurité, qui agiront comme cela peut être décidé sur la base du chapitre 7 de la Charte de l'ONU, et capables de garantir l'accomplissement des objectifs communs."

4 - "La présence internationale de sécurité, avec une participation substantielle de l'OTAN, doit être déployée sous un commandement et un contrôle unifiés et autorisée à établir un environnement de sécurité pour l'ensemble de la population du Kosovo et faciliter le retour en sécurité dans leurs foyers de tous les réfugiés et personnes déplacées."

5 - "Instauration d'une administration provisoire pour le Kosovo, comme partie de la présence internationale civile, dont décidera le Conseil de sécurité de l'ONU et sous laquelle le peuple du Kosovo pourra jouir d'une autonomie substantielle à l'intérieur de la RFY."

6 - "Après le retrait, un nombre convenu de personnels yougoslave et serbe sera autorisé à retourner afin d'accomplir les tâches suivantes:

- "liaison avec la mission civile internationale et la présence de sécurité internationale;

- marquage des champs de mines;

- maintien d'une présence dans les lieux du patrimoine serbe; - maintien d'une présence aux passages-frontières clés."

(Addenda: le retour de ces personnels se fera "sous la supervision de la présence internationale de sécurité et sera limité à un petit nombre convenu (des centaines et pas des milliers)".)

7 - "Retour en sécurité et libre de tous les réfugiés et personnes déplacées sous la supervision du HCR et accès sans entraves au Kosovo pour toutes les organisations humanitaires."

8 - "Processus politique tendant à la conclusion d'un accord-cadre politique intérimaire, assurant une auto-administration substantielle pour le Kosovo, en prenant pleinement en considération l'accord de Rambouillet et les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale de la RFY et des autres Etats de la région, ainsi que la démilitarisation de l'UCK" "Les négociations entre les parties en vue d'un règlement ne devraient pas différer ou entraver l'établissement d'institutions démocratiques d'auto-administration."

9 - "Approche globale du développement économique et de la stabilisation de la région de crise. Cela inclura la mise en oeuvre du Pacte de stabilité pour le sud-est de l'Europe avec une large participation internationale, afin de promouvoir la démocratie, la prospérité économique, la stabilité et la coopération régionale."

10 - "L'arrêt des activités militaires exigera l'acceptation des principes énoncés ci-dessus et la conformité avec les autres éléments exigés".

(Addenda: "la suspension des activités militaires interviendra après le début d'un retrait vérifiable".)
"Un accord militaire et technique sera ensuite conclu rapidement, qui précisera, entre autres, les modalités additionnelles, y compris le rôle et les fonctions du personnel yougoslave/serbe au Kosovo."
La MINUK est créée pour « assurer une administration intérimaire dans le cadre de laquelle la population du Kosovo pourra jouir d'une autonomie substantielle au sein de la RFY »

21p- Dépêche AFP 11 juin

KOSOVO : ENFIN LA PAIX. Le conflit pour le Kosovo a pris fin hier avec la suspension des bombardements de l'OTAN décidée après un début de retrait des soldats de Belgrade de la province ravagée et en partie vidée de ses habitants d'origine albanaise. Le Conseil permanent de l'OTAN (ambassadeurs) a donné l'ordre hier soir aux militaires de l'Organisation de faire entrer la force de paix KFOR au Kosovo. A New York, les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont donné le feu vert au déploiement de cette force. La Chine s'est abstenue. Moscou, allié traditionnel de Belgrade, a voté le texte.

Chapitre 22

22a- PARIS, 22 avril (dépêche AFP) - Le président albanais Rexhep Mejdani estime que les tirs et les incursions serbes sur le territoire albanais visent à "entraîner Tirana dans la guerre". Le président albanais estime par ailleurs qu'une opération terrestre est nécessaire au Kosovo: *"Il est clair maintenant que la présence d'une force de l'OTAN au Kosovo devra être le stade final de l'engagement international"* et que *"cela doit se faire après accord international, dans un environnement hostile (...) Seule une force de l'OTAN peut assurer le retour à la paix"*. Au plan politique, M. Mejdani souligne qu'*"il faut absolument exclure toute partition du Kosovo"*, qui est "l'idée la plus dangereuse", et estime que "l'indépendance, avec un Etat directement intégré à l'Europe, est possible: c'est aux Kosovars de décider".

22c- Pour Tony Blair, s'exprimant le 13 mai à Aix- La-Chapelle, *"les alliés mènent un combat pour la civilisation, pour notre civilisation européenne...ce combat emploiera la force jusqu'à ce que puissent reprendre les négociations qui, seules, sont de nature à dessiner une solution politique de long terme."*

22d- PARIS, 8 avril (dépêche AFP) - Lionel Jospin a longuement expliqué jeudi soir à la télévision la participation de la France à l'action de l'OTAN en Yougoslavie au nom "d'une morale", en affirmant que "les buts de guerre" de cette action étaient "la paix".
Sur le second point, il a réaffirmé que la France restait pour "une autonomie substantielle du Kosovo" dans le cadre de la République fédérale de Yougoslavie. *"Notre objectif reste un Kosovo pluriethnique (...)"*. Il a réaffirmé que l'ONU devait *"jouer un rôle essentiel"* dans le règlement de la crise. Il a également souhaité que les *"autorités russes soient plus actives encore dans la recherche d'une solution"*.

22e -PARIS, 22 avril (dépêche AFP) - Le ministre français de la Défense Alain Richard *"Il faut assumer cette stratégie: c'est le chemin le plus court vers une solution politique"*, affirme le ministre, en précisant que cette solution "respectera l'Etat yougoslave". "Nous avons un seul but politique: *« permettre à tous les Kosovars de vivre en sécurité dans cette province. J'ai bien dit: dans cette province"*, conclut-il.

22f -Extraits de la déclaration du Président Chirac le 29 mars 1999 :

« ...parce qu'il s'agit de la paix sur notre continent, parce qu'il s'agit des droits de l'homme sur notre continent, je sais que les Français et les Françaises comprendront que nous devons agir » et aussi : « Depuis des mois, les Européens, les Américains, les Russes ont fait ensemble un effort considérable pour trouver une solution équilibrée et pacifique. Ce fut le cas, en particulier, en France, lors des réunions de Rambouillet(...) Et devant le refus obstiné du gouvernement serbe et de son président, il a fallu se résoudre à employer la force. (...)

Voilà la raison qui nous a conduit, le gouvernement et moi-même, avec nos alliés unanimes, à prendre la décision d'engager une action militaire. (...) Une action fondée sur les valeurs essentielles de la démocratie et sur le respect de la dignité de la personne humaine. »

22g- *« Le combat d'aujourd'hui(...) n'est pas fondé sur des arrières pensées économiques ou stratégiques, mais sur une conception de la morale et de l'honneur des nations. Accepter les horreurs dont nous sommes les témoins, (...) ce serait laisser la gangrène de l'innommable s'installer à nouveau sur notre continent. » Jacques Chirac, le 3 mai 1999*

22h- (Il s'agit de) *«porter un coup d'arrêt à une politique qui risque de ruiner l'avenir européen des Serbes eux-mêmes »(J. Chirac).*

22i- PARIS, 20 avril (dépêche AFP) - Le ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrines : *" Notre but, partagé par tous les pays occidentaux et je pense, la Russie, est de faire revenir l'ex-Yougoslavie dans la norme européenne et de la voir se démocratiser. Cela veut dire un changement de régime en Serbie ».*

22j- PARIS, 21 avril (dépêche AFP) - Intervenant à la radio et à la télévision pour la quatrième fois en direct de l'Élysée sur la crise du Kosovo, le président s'est employé à rassurer les Français sur l'efficacité des opérations de l'OTAN, de plus en plus controversées. Jacques Chirac a une nouvelle fois fait preuve mercredi d'une grande fermeté à l'égard du régime serbe en appelant à "intensifier encore les frappes" de l'OTAN pour gagner "le combat pour la paix et les droits de l'homme" en Europe. Dans le cadre d'un accord politique qui reste un des objectifs de Paris, Jacques Chirac a souhaité que l'Union européenne "joue tout son rôle". Il s'est félicité que "pour la première fois, l'Union Européenne (soit) prête à assumer ses responsabilités dans le règlement d'une crise majeure" qui "se déroule à ses portes". Il a souligné que le Conseil Européen de Bruxelles avait décidé la semaine dernière de demander à l'ONU de confier aux Européens la responsabilité de l'administration provisoire du Kosovo lorsque la paix sera rétablie. *"On a trop reproché à l'Europe sa faiblesse dans ce domaine pour ne pas saluer cette détermination nouvelle"*, a-t-il dit, à moins de deux mois des (élections) Européennes du 13 juin. Dans le même esprit, il a souhaité que l'UE exerce mieux *"ses responsabilités de défense, au sein comme en dehors de l'Alliance"* atlantique, en indiquant qu'il rappellerait cette priorité au sommet de l'OTAN à Washington.

22k- PARIS, 3 juin (dépêche AFP) - Le Ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a estimé jeudi que l'acceptation du plan de paix par la Yougoslavie constituait "une victoire pour la paix". *... "Je ne pense pas que cette guerre a été déclenchée pour changer le régime de la Yougoslavie. Ce serait contraire au droit international"*, a-t-il conclu.

22l- MOSCOU, 20 avril (dépêche AFP) - La Russie exclut de *"rompre ses relations avec les grandes puissances mondiales"* en raison de la crise en Yougoslavie, a déclaré mardi le président Boris Eltsine, cité par son porte-parole Dmitri Iakouchkine, a indiqué l'agence Interfax.

"Nous ne pouvons pas rompre nos relations avec les grandes puissances mondiales", a déclaré M. Eltsine au lendemain d'un entretien téléphonique avec le président américain Bill Clinton. Le président russe a également exprimé sa préoccupation face à l'apparition de sentiments anti-occidentaux dans certaines régions de Russie et à leur exploitation par des hommes politiques à des fins électorales, a ajouté le porte-parole. Le président a fait ces déclarations lors d'une rencontre au Kremlin avec des gouverneurs de région. La Russie, alliée des Serbes, est vivement opposée aux bombardements de l'OTAN en Yougoslavie. Cette guerre a suscité une montée de l'anti-américanisme dans le pays.

M. Eltsine s'est également prononcé contre des décisions hâtives sur une union Belarus-Russie-Yougoslavie. *"On ne résout pas de tels problèmes de but en blanc"*, a-t-il commenté. Cette question est "très compliquée", a-t-il noté. *"Se hâter ne donnerait pas de bons résultats"*, a-t-il estimé. Le souhait de la Yougoslavie d'adhérer à l'union Russie-Belarus a un fort soutien à Douma (chambre basse du Parlement), dominée par les communistes et les nationalistes.

22m- Extraits du concept stratégique de l'Alliance , approuvé par les chefs d'Etat et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, à Washington les 23 et 24 avril 1999:

Début de citation

« *L'Alliance incarne l'association transatlantique qui établit un lien permanent entre la sécurité de l'Amérique du nord et la sécurité de l'Europe.* » (article 7)

« *La sécurité de l'Europe et celle de l'Amérique du nord sont indivisibles* » (article 27).

« *Dans un monde incertain, une défense efficace reste nécessaire, mais en réaffirmant cet engagement, l'Alliance continuera également à mettre pleinement à profit toutes les occasions d'aider à construire un continent sans division en promouvant l'idéal d'une Europe entière et libre.* » (Conclusion, et dernière phrase)

Fin de citation

22n- "Nous avons au Kosovo des engagements de longue date, que nous n'avons jamais eu au Rwanda ou en Somalie, et tant le président Bush que le président Clinton avaient menacé Milosévic d'attaquer la Serbie s'il faisait ce qu'il a fait. Il y avait donc une question de crédibilité." (William Zimmermann, ex ambassadeur des Etats-Unis à Belgrade, cité dans *le Monde* du 7 juin).

22o-Alexandre Del Valle a minutieusement démontré l'alliance contre nature mais non dénuée d'intérêts des Etats-Unis avec le monde islamique (Cf. référence f). Cette alliance se fonde d'ailleurs sur deux réalités :

- la première est historique : Washington a pendant longtemps cherché à circonscrire l'URSS d'une « ceinture verte », dont l'actuel régime des Talibans est une des excroissances ; de cette politique, qui n'est certes plus d'actualité, subsistent sans doute quelques vestiges (le fait, par exemple, que la porte-parole des talibans à New York s'appelle Leila Helms, épouse d'un neveu de l'ancien patron de la CIA);
- l'autre est bien d'actualité : l'islamisme sera demain une doctrine dominante dans le monde musulman; 70% des réserves de pétrole du monde sont enfouies en terre d'islam; les Etats-Unis ont un besoin vital de pétrole. Ce qui explique l'acharnement militaire des Etats-Unis dans le Golfe arabo-persique, dont l'Europe profite d'ailleurs indirectement.

22p- La dialectique entre les 2 tendances à Washington est incarnée par deux personnes : Madeleine Albright d'une part, et Sandy Berger de l'autre, qui cherche plutôt " à maintenir le couvercle sur le chaudron du Kosovo". Logique partagée par William Cohen, Secrétaire à la Défense, et par le général Shelton, chef d'état-major interarmes, *qui fait valoir que les frappes aggraveront à court terme la situation au Kosovo, et n'empêcheront pas les massacres (Libé du 23 avril)*. La décision bascule, après Racac, du côté de la tendance Albright - Sources : «Guerre du Kosovo, le dossier secret» .

22q- Il n'est pas inutile de rappeler ici deux constantes de la vision géopolitique exprimée par Zbigniew Brzezinski :

- rechercher les solutions qui accroîtront la stabilité des régions instables ;
- ne pas favoriser a priori le regroupement de plusieurs nationalités dans un mêle Etat, surtout quand une minorité nationale est implantée en zone frontalière.

22r-Dépêche AFP du 9 avril- William Cohen, a affirmé que l'Alliance luttait contre un "génocide" de la population albanaise au Kosovo, et que la campagne de l'Alliance était "une réponse à la brutalité indescriptible infligée aux Albanais du Kosovo" par Slobodan Milosevic.

Dépêche AFP du 15 avril - M. Clinton a rappelé jeudi son opposition à un Kosovo indépendant. La solution, a-t-il estimé, passe par l'établissement d'un régime démocratique à Belgrade.

Dépêche AFP du 27 avril - Objectifs de guerre exprimés par Bill Clinton : « *Limiter la capacité de Milosévic à faire la guerre au Kosovo car, au XXI^e Siècle, l'Amérique, la superpuissance mondiale, doit se dresser contre la purification ethnique* ».

22s- « La France, soutenue par l'Allemagne, a également insisté pour que l'OTAN n'intervienne hors du territoire de ses membres que muni d'un mandat clair du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Or, selon Mme Albright, l'Alliance doit pouvoir dans certains cas se passer d'une autorisation explicite des Nations Unies pour agir avec plus d'efficacité... » Source : le *Figaro* du 9 décembre 1998.

Chapitre 24

24a-Le point de vue exprimé par le *Jane's Intelligence Review* dès septembre 98 reflète assez bien la vision du monde anglo-saxon et des Etats-Unis en particulier : Rugova est disqualifié, l'UCK est une force montante qui, bien que d'origines inavouables, a l'avenir devant elle, les Serbes sont stupidement obsédés par leur "terre sacrée" du Kosovo, et les Européens crispés sur le respect des frontières actuelles. En bref, la solution actuelle est intenable et l'indépendance, quoique non souhaitable, paraît inéluctable.

24b-PARIS, 21 avril (dépêche AFP) - Près de deux Français sur trois (63 %) sont "plutôt favorables à l'engagement d'une intervention terrestre de l'OTAN au Kosovo, si les frappes aériennes se révélaient insuffisantes pour faire cesser les massacres", selon un sondage de l'IFOP pour *L'Express et France-2*. Près des deux tiers des Français également (64 %) estiment que l'intervention de l'OTAN est aujourd'hui "plutôt un échec", contre 21 % qui trouvent que c'est "plutôt un succès" et 12 % ni l'un, ni l'autre. En outre, 56 % des personnes interrogées pensent qu'il "faut poursuivre l'intervention militaire tant que les Serbes n'acceptent pas les conditions posées par l'OTAN", alors que 42 % estiment qu'il "faut cesser les bombardements et engager immédiatement les négociations avec Milosevic". Concernant la politique de défense, 47 % des Français préféreraient la création d'une "organisation européenne indépendante des Etats-Unis", 36 % le renforcement de l'OTAN et 14 % "l'indépendance militaire de la France en dehors de toute organisation internationale".

24c- *"Une série d'observations permettent de souligner une grande prudence et une extrême honnêteté intellectuelle des rédactions des télévisions et radios françaises dans le traitement des bombardements, de leurs causes, de leurs effets, et des conséquences humanitaires du conflit engagé en ex-Yougoslavie."* (Hervé Bourges, président du CSA).

Exemples d'informations déformées :

24d- Paul Watson, du *Los Angeles Times*, un des rares journalistes occidentaux autorisés à demeurer au Kosovo : *"Quelque chose d'étrange se passe dans ce village albanais (de Vetlje), où l'OTAN accuse les Serbes de génocide. Environ 15000 albanais d'origine vivent dans et autour de Vetje...tant d'hommes en âge de combattre dans une région où l'UCK a mené quelques unes de ses batailles les plus acharnées contre les forces serbes est un défi aux versions noir et blanc sur ce qui se passe ici."*

24e- Le photographe néerlandais E. Burle, cité dans *Algemeen Dagblad*, met quant à lui en doute la véracité des clichés présentés par l'OTAN sur les fosses communes, comme par hasard communiquées au *Washington Post* par le Département d'Etat (Source : le *Courrier International*).

24f- D'après un observateur de *Human Right Watch*, cité le 22 avril par l'AFP en pleine psychose de crimes contre l'humanité : *"les exactions paraissent cependant limitées ; il y a environ dix cas de torture ou d'exécution par village, généralement dans les zones contrôlées par l'UCK. Juste assez pour faire fonctionner la terreur et accélérer la fuite des populations civiles. Il y a des rumeurs, mais les massacres ne sont pour l'heure pas confirmés."*

24g- Reporter sans frontières dénonce le 16 juin la manipulation de l'information par l'OTAN, et affirme que *"l'OTAN n'a pas fait preuve de bonne foi dans ses relations avec les médias, et a malmené à plusieurs reprises la vérité...pour s'assurer de cet autre but de guerre qu'est l'adhésion de l'opinion publique, l'OTAN aurait-elle pris quelques libertés avec la vérité ?"*

24h-De l'autre côté, voilà comment un seul mot, porteur d'un sens très fort, contribue à la manipulation de l'information lorsqu'il est prononcé par un homme d'Etat :

9 avril, (AFP) – William Cohen a affirmé que l'Alliance luttait contre un « génocide » de la population albanaise au Kosovo, et que la campagne de l'Alliance « *était une réponse à la brutalité indescriptible infligée aux Albanais du Kosovo* » par Slobodan Milosévic.

Commentaires : Effectivement, les informations diffusées quelque temps plus tard par les canaux de l'Otan justifiaient le terme de « génocide » par les massacres présumés « *d'au moins 10 000 personnes* ». Or, *le Monde* du 2 avril dresse le bilan des exactions commises par les serbes au Kosovo. Ceux-ci révèlent ...190 morts.

Le 11 novembre 1999, on lira dans une dépêche de l'AFP : « *...2108 corps ont été exhumés de 195 fosses. Les enquêteurs (du TPI) ont besoin de preuves supplémentaires.* »

24i- Un avis sur le soutien massif apporté par la population britannique aux opérations en cours : « *...c'est le soutien des lecteurs de tabloïds. Les gens bien informés se sentent mal informés, ils sont inquiets et saisis par le doute.* » John Keagan, spécialiste d'histoire militaire cité par l'International Herald Tribune.

Chapitre 25

25a- Les conditions d'une « guerre juste » d'après la philosophie thomiste sont les suivantes :

- celle-ci doit répondre à un dommage durable, grave et certain, infligé par un agresseur à une nation ou à la communauté des nations ;
- tous les autres moyens de mettre fin (à cette agression) se sont révélés impraticables ou inefficaces ;
- les conditions sérieuses de succès doivent être réunies ;
- l'emploi des armes ne doit pas entraîner de maux ou de désordres plus graves que le mal à éliminer.

Source : catéchisme de l'Eglise Catholique, Editions Mame/ Plon, 1992.

Chapitre 26

26a- Interviewé par une journaliste *du Monde*, William Zimmermann, dernier ambassadeur des Etats-Unis à Belgrade appréciera l'avenir de la région comme suit : « *Je ne suis pas très optimiste. D'abord parce que je ne suis pas convaincu que Serbes et Albanais peuvent vivre ensemble au Kosovo, même avec un régime d'autonomie. Et si le Kosovo n'est pas stable, il y a un risque de déstabilisation de la Macédoine et de l'Albanie. La situation au Monténégro est préoccupante aussi. Avec la Bosnie, l'ensemble de cette région va être militarisé par l'OTAN pour vingt ou trente ans* », cité dans *Le Monde* du 7 juin 1999.

26b- Le 30 novembre 1999, *le Monde* fait état des 50000 morts et des milliers de mutilés au Sierra Léone. Les auteurs des atrocités ont été intégrés au gouvernement et obtiennent l'immunité.

26c- « *La pire guerre au monde se déroule ici, mais l'attention se porte au Kosovo* » a déclaré Ali Hamid Said, un des quelques 500 000 soldats érythréens et éthiopiens qui s'affrontent à nouveau depuis le 5 février dans une guerre qui aurait fait des dizaines de milliers de morts depuis mai dernier. » Source AFP du 31 mars, cité dans *le Monde* du 3 avril.

26d- « *Nous n'avons aucun moyen de stopper les forces serbes dans leurs avancées, ou d'empêcher des tueries dans la population civile* » (Général W. Clark, commandant suprême de l'OTAN, le 27 mars).

26e- Il n'est pas anodin de constater qu'au moment où les opinions publiques étaient focalisées sur le Kosovo se déroulaient :

- une guerre meurtrière entre l'Ethiopie et l'Erythrée ;
- une guerre civile particulièrement sauvage au Sierra Léone, dont personne ne parlait ;
- une guerre beaucoup plus inquiétante au Cachemire entre deux puissances nucléaires, l'Inde et le Pakistan.

Chapitre 31

31a- Le rapport de l'OSCE sur le Kosovo a été largement commenté dans la presse nationale au début du mois de décembre 1999. Il affirme que les massacres sont directement liés à l'intervention militaire de l'Alliance.

Par ailleurs, ce rapport ne reprend pas à son compte les propos de l'ancien chef des observateurs de l'OSCE, William Walker, qui à l'époque avait qualifié de « crime contre l'humanité » le massacre de 45 albanais du Kosovo. Ci-dessous quelques extraits de ce rapport (Origine : site internet de Libération)

Début de citation –

« Ce massacre provoqua l'indignation internationale et modifia l'attitude de la communauté internationale face à la République Fédérale de Yougoslavie et les autorités serbes à Belgrade »

« les exécutions sommaires et arbitraires de civils ont été commises par les deux parties »

« Il y avait des meurtres perpétrés par les forces de sécurité serbes sur les Albanais, et, de la part de l'UCK, des meurtres de Serbes aussi bien que d'Albanais kosovars accusés de collaboration avec les autorités serbes ».

« Les Serbes du Kosovo ont abandonné quelques 90 villages dans l'ouest et le centre du Kosovo entre octobre 1998 et mars 1999. »

Il est également souligné dans ce rapport que durant les mois de juin et juillet 1998, *« il y eu beaucoup d'attaques physiques contre la minorité serbe vivant au Kosovo. Meurtres, enlèvements, attaques et pillages de maisons ont eu lieu dans les villages situés dans les zones où la population kosovare albanaise était prédominante ».*

Le constat est aussi accablant sur l'après-guerre. Le rapport souligne que *«le désir de revanche»* dans toutes les régions du Kosovo *«fait des Serbes du Kosovo les victimes de la grande majorité des violations des droits de l'Homme»*. Quelque 600 Serbes vivent aujourd'hui à Pristina, chef-lieu du Kosovo, contre 21 000 avant le conflit » . Fin de citation.

Par ailleurs :

Origine AFP, mardi 7 décembre 1999- *« le chef de la mission de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) Dan Everts, a déclaré qu'il y avait «des signes évidents d'organisation derrière la violence» de l'après-guerre. «Les preuves démontrent par endroit un ciblage précis des victimes et l'intention d'expulser» des minorités comme les Serbes ou les Tsiganes, affirme la deuxième partie du rapport, axée sur la situation depuis juin ».*

Origine AFP, le lundi 6 décembre 1999- *« L'OSCE reconnaît néanmoins que, contrairement à ce que nombre de capitales occidentales assuraient à l'époque, il n'y a pas eu avant le début des frappes de l'OTAN de meurtres généralisés d'Albanais du Kosovo dans toute la province: «Les exécutions sommaires et arbitraires [par les forces serbes] sont devenues un phénomène généralisé avec le début de la campagne aérienne de l'OTAN contre la RFY, dans la nuit du 24 au 25 mars. Jusqu'à cette date, l'attention des forces militaires et paramilitaires yougoslaves et serbes était généralement portée vers des zones du Kosovo où transitaient les forces de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et là où l'UCK avait des bases.»*

31b- Extrait du rapport de l'OSCE (origine : site internet <http://www.osce.org/kosovo/reports>) :

Début de citation

[UNHCR / OSCE](#)

Overview of the Situation of

Ethnic Minorities in Kosovo

3 November 1999

B. The wider Pristina area

4. The situation of minorities within the wider Pristina area during the last two months has been characterised by:

- a steady decline in the numbers of ethnic minorities (mainly Serbs and Roma);
- an increasing tendency towards concentration in mono-ethnic enclaves;
- continued isolation and restricted freedom of movement; and lack of access to public services -- especially education, medical/health care -- resulting in efforts to create "parallel" systems or activities in some areas.

Fin de citation

31c- Evolution de la population du Kosovo

origine	En 1998 (avant le conflit)	En décembre 1999
Kosovars albanophones	1.8 million, soit 84 %	1.4 millions, soit 93 %
Serbes	190 000, soit 9 %	70 000 soit 5 %
Autres (Roms, Musulmans, Monténégrins, Turcs)	170 000, soit 8 %	42 000, soit 3 %

Sources : *the Economist*, 25 septembre 1999, cité dans Revue Internationale et Stratégique n°36.

31d -20 avril, dépêche AFP "Si l'on s'en tient aux objectifs stratégiques et politiques, cette guerre aérienne dans les Balkans va probablement entrer dans l'histoire comme l'opération la plus incompétente dans laquelle la Grande-Bretagne soit impliquée depuis la guerre de Crimée" (député tory Peter Tapsell).

31e- Londres, dépêche AFP, 24 juin- Les milliers de bombes larguées sur la Yougoslavie durant les 79 jours de frappes aériennes de l'OTAN n'ont permis la destruction que de 13 chars serbes, rapporte jeudi le Times. Selon le quotidien britannique, ce chiffre a été communiqué par les forces serbes à la KFOR, la force de paix de l'Otan au Kosovo. Durant sa campagne militaire qui a commencé le 24 mars, l'Otan affirme avoir endommagé ou détruit des centaines de chars et pièces d'artillerie. Cependant , poursuit le quotidien, les troupes de la KFOR n'ont découvert jusqu'à présent que trois carcasses de char T-55 au Kosovo.

Chapitre 32

32a -L'UE a du accepter de financer seule la réhabilitation du Kosovo, qui coûtera 10 milliards de dollars par an au moins pour une dizaine d'années. – Source : Monde Diplomatique décembre 99, article d'Eric Rouleau.

32b-Extraits de l'article du *Monde* du 6 septembre

« Bernard Kouchner fait du Mark la monnaie officielle du Kosovo – Largement utilisé au Kosovo comme sur tout le territoire de la Fédération Yougoslave, le deutschmark est devenu vendredi 3 septembre, la monnaie officielle de la province, sur décision de l'administration de l'ONU (...) »
« *Nous ne faisons que légaliser une situation qui existait déjà, pour combler un vide législatif (...)* » .
La réaction de Belgrade ne s'est pas fait attendre. L'agence officielle Tanjug accusant vendredi l'administrateur de l'ONU au Kosovo de violer la souveraineté de la Yougoslavie, alors qu'il devrait être le premier à respecter à la lettre la résolution 1244 ».

32c-Communiqué du Prince Alexandre de Yougoslavie :

« *Secondée efficacement par tous les médias qui bombardaient aussi l'adversaire serbe, (selon une méthode déjà appliquée durant la guerre en Bosnie), en jouant sur les demi-vérités, les contextes faussés, un maniement très habile et redoutable du mode conditionnel, les attendrissements savamment suscités et soigneusement entretenus, cette force semblait vouloir préparer les opinions publiques occidentales à la seule issue possible, l'unique solution finale éthiquement justifiée : l'anéantissement des Serbes...parmi tant de choses que l'OTAN a détruites, je regrette tout particulièrement l'anéantissement des relations privilégiées qui existaient entre les Serbes et les Français. Il faudra de longues années pour les rétablir.*»

32d- ATHENES, 16 avril (dépêche AFP) - Le Premier ministre grec, Costas Simitis, a estimé vendredi que l'intervention militaire alliée contre la Yougoslavie "*avait étendu les problèmes au lieu de les résoudre, et ne les résoudra pas*", à l'issue d'un conseil des ministres sur la crise du Kosovo. Tirant pour la première fois un bilan négatif des frappes alliées, M. Simitis a souligné qu'elles avaient échoué à "*empêcher le nettoyage ethnique au Kosovo*", et "*abouti à la mort de civils sans responsabilités, ce qui est inacceptable*". "*Le régime de Milosevic au lieu d'être affaibli s'est stabilisé*", a-t-il poursuivi, relevant aussi que la Macédoine et l'Albanie étaient désormais confrontées au "*danger d'une déstabilisation politique*"(...).

32e -Budgets militaires en Europe (Proportion des PIB)

USA 3.6%	DK 1.8 %
RU 2.9 %	Italie 1.7 %
Grèce 2.8 %	Portugal 1.6 %
France 2.5 %	Allemagne 1.4 %
Suède 2.5 %	Espagne 1.2 %
Pologne 2.2 %	Autriche 0.9 %
Rep. Tchèque 2.1 %	Pays Bas 2.1 %

Par ailleurs :

Les Etats Européens de l'OTAN consacrent aux budgets de défense 60% de ce que dépensent les Etats-Unis. Pourtant, la somme de leurs PIB dépasse celui des Etats-Unis, et la somme de leurs populations excède de 40% la population américaine.

32g- « *Sur le continent africain, le droit des puissances occidentales –s'il existe - est plutôt celui de l'indifférence que celui de l'ingérence* » P. Boniface, dans la Revue Internationale et Stratégique n°36.

32h- L'intervention de l'OTAN contre la RFY a enfreint le Droit et les conventions internationales sur les points suivants :

- 1- elle viole l'article 2 de la Charte de Nations Unies (interdit l'usage de la force contre une nation souveraine qui n'a pas commis d'agression) ;
- 2- les accords de Rambouillet violent la Convention de Vienne de 1980 qui interdit l'usage de la coercition pour obliger un Etat à signer un traité ou un accord ;
- 3- elle viole l'Acte final des accords d'Helsinki de 1975 qui garantit les frontières des Etats Européens ;
- 4- elle peut aboutir à la reconnaissance du KSV comme Etat indépendant ; il y a violation dans ce cas de la loi internationale qui interdit la reconnaissance de provinces déclarant unilatéralement leur indépendance, contre la volonté fédérale.

En outre, le cadre légal de l'engagement des armées françaises a été particulièrement flou, puisqu'il n'a fait l'objet ni d'un vote au Parlement, ni d'un engagement de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée Nationale, à l'instar de ce qui s'est pratiqué pour la guerre du Golfe en 1991 (Source : référence s, page 82).

Chapitre 33

33a- Des risques d'échec de la coalition

- dépêche AFP, 20 avril- Après avoir dit au début des bombardements le 24 mars que la campagne aérienne allait "*se poursuivre quelques jours*", les alliés ont admis que les raids pourraient durer plusieurs mois. "*Il faudra peut-être deux à trois mois*" pour venir à bout de *Milosevic* », reconnaît aujourd'hui le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea.
- L'ancien commandant des forces de l'Otan en Bosnie, le général Rose, déclare le 18 avril que « l'Alliance a subi une défaite stratégique »
- Washington, 23 avril (dépêche AFP)- « *L'Otan se doit de réussir dans le conflit du Kosovo* » a déclaré vendredi à Washington le porte-parole de l'Alliance Atlantique, Jamie Shea. « *Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre* », a-t-il ajouté. En cas d'échec face à Belgrade, cela constituerait un « *revers tout à fait sérieux* » pour établir de nouvelles règles de sécurité en Europe « *fondées sur des valeurs démocratiques* » et un « *scénario de cauchemar* » pour les perspectives du 21^e Siècle »...
- WASHINGTON, 17 mai (dépêche AFP) - Le Pentagone pense que le temps presse dans le conflit en Yougoslavie, et que la seule façon de gagner la guerre est d'envoyer des troupes au sol, a indiqué dimanche l'hebdomadaire Newsweek.

Commentaire : envoyer des troupes au sol signifiait très probablement l'éclatement de l'Alliance, et donc un grave échec stratégique pour les Etats-Unis. Ceci est sans doute en partie à l'origine du limogeage du général Clark à l'issue de la guerre : celui-ci en effet cherchait à « gagner la guerre » sur le terrain, mais n'était manifestement pas en phase avec les objectifs politiques de Washington.

33b- Des risques d'extension du conflit :

SEBASTOPOL (Ukraine), 2 avril (dépêche AFP) - Le bateau espion russe "Liman", a quitté vendredi le port de Sébastopol (Ukraine)Le ministre russe de la Défense, Igor Sergueïev, avait affirmé mercredi que la Russie avait l'intention d'envoyer sept navires de sa Flotte de la mer Noire "vers la région du conflit" yougoslave, "pour évaluer la situation".

BRUXELLES, 2 avril (dépêche AFP) "*Nous sommes désormais confrontés à une crise dans toute la région et plus seulement interne à la Yougoslavie*", a déclaré vendredi le porte-parole de l'Alliance atlantique Jamie Shea.

Dépêche AFP, 2 avril - Les services de renseignements russes donnent en permanence aux forces yougoslaves des indications sur les vols des bombardiers et avions de reconnaissance de l'Otan, a affirmé vendredi le quotidien Kommersant, citant une source à l'état-major russe à Moscou. Citant des sources au sein du gouvernement, Izvestia indique aussi que dans le cas d'une intervention terrestre des forces de l'Otan en Yougoslavie, la Russie pourrait envoyer sur place des experts de la lutte antiterroriste et des opérations spéciales venant du GRU, les services de renseignements militaires

SOFIA, 2 avril (dépêche AFP) - La défense aérienne bulgare "*abattrait tout avion approchant la centrale nucléaire de Kozlodouï à moins de 30 km*", a déclaré le chef du comité gouvernemental de contrôle sur l'énergie atomique Gueorgui Kastchiev.

8 avril (dépêche AFP) - Les alliés ont commencé ces jours-ci à débattre de l'envoi de troupes au Kosovo
Au siège de l'OTAN, le sujet a déjà fait l'objet d'un débat informel entre les 19 membres de l'Alliance. Lors de la guerre du Golfe contre l'Irak en 1991 (750.000 hommes, dont 510.000 Américains, avaient été réunis dans une coalition alliée), 42 jours de bombardements aériens avaient précédé quatre jours de combats terrestres. Si une telle option terrestre est retenue pour la Yougoslavie, bombardée depuis 15 jours, sa mise en oeuvre prendrait plusieurs mois. Ces militaires estiment nécessaire de recourir à 200.000 hommes dans cette hypothèse. Si l'Alliance décidait de concentrer ses efforts sur la seule province du Kosovo, il faudrait prioritairement rendre étanche sa bordure nord avec le reste de la Serbie, après avoir déterminé les axes de pénétration. Selon des experts, il est déjà acquis que la Grèce comme la Macédoine refuseraient de mettre à disposition de l'OTAN leurs territoires. Le nord de l'Albanie est pour sa part dépourvu d'infrastructures routières et aéroportuaires. Reste le Monténégro --membre avec la Serbie de la République fédérale de Yougoslavie--, avec son accès à la mer, ou les pays du nord, comme la Hongrie, la Bulgarie, voire la Roumanie. Avec le risque très grand cependant d'étendre le conflit dans la région

MOSCOU, 9 avril (dépêche AFP) - Le président communiste de la Douma Guennadi Seleznev a affirmé vendredi que Boris Eltsine avait donné l'ordre de pointer des missiles "vers les pays en guerre aujourd'hui contre la Yougoslavie", a rapporté l'agence Interfax. Le Kremlin n'a pas confirmé cette information.

BELGRADE/MOSCOU, 9 avril (dépêche AFP) - Les Russes ont brandi vendredi la menace d'une extension du conflit yougoslave en Europe au moment où des tirs étaient entendus à la frontière entre le Kosovo et l'Albanie. L'OTAN a maintenu de son côté le cap de sa stratégie de bombardements contre la Yougoslavie. "Ne nous poussez pas à une action militaire, sinon il y aura sûrement une guerre européenne, et peut-être mondiale", a averti vendredi le président russe Boris Eltsine. M. Eltsine avait un peu plus tôt prévenu que "la Russie ne s'engagera pas dans le conflit armé en Yougoslavie sauf si les Américains l'y poussent".

PODGORICA (Yougoslavie), 15 avril (dépêche AFP) - Le ministre de l'Intérieur du Monténégro Vukasin Maras a mis en garde mercredi contre un danger de "guerre civile", si l'armée yougoslave était utilisée pour une tentative de renverser le pouvoir monténégrin, dans une déclaration à la télévision monténégrine. Une tentative d'utiliser l'armée pour renverser le pouvoir provoquerait une guerre civile et une effusion de sang", a déclaré M. Maras

WASHINGTON, 17 avril (dépêche AFP) - Les réservistes américains pourraient "entrer en action" dans les heures suivant leur rappel, a déclaré samedi sur CNN le secrétaire adjoint à la Défense Charles Cragin. "Tous savent que le président américain peut, sur une requête du secrétaire à la défense, rappeler 200.000 éléments de la garde nationale et des forces de réserve pour 270 jours", a expliqué Charles Cragin. La presse américaine avançait que William Cohen pourrait demander l'autorisation d'en mobiliser jusqu'à 33.000. Cette mobilisation serait la plus importante depuis la guerre du Golfe, en 1990 et 1991, quand quelque 230.000 réservistes avaient été mobilisés. Les réservistes mobilisés devraient être principalement affectés aux avions de ravitaillement en carburant, aux avions cargos et autres appareils de soutien aux forces aériennes de l'OTAN engagées en Yougoslavie.

MOSCOU, 20 avril (dépêche AFP) - La flotte russe de la Baltique fait l'objet d'une surveillance redoublée de la part de bâtiments occidentaux depuis le début de la crise au Kosovo, a déclaré lundi le porte-parole de la flotte Anatoli Lobski, cité par Itar-Tass. Deux bâtiments de surveillance et d'espionnage danois, un bâtiment polonais, un suédois et un allemand se trouvent actuellement au bord des eaux territoriales russes dans la Baltique et surveillent la flotte russe, selon le porte-parole. Une telle surveillance est inédite depuis plusieurs années, a-t-il ajouté. La surveillance aérienne occidentale aux frontières de l'enclave russe de Kaliningrad a également été multipliée par trois, rapporte encore Itar-Tass.

BRUXELLES, 20 avril (dépêche AFP) - L'armada de l'OTAN déployée en Europe pour mener des bombardements quotidiens sur des cibles militaires en Yougoslavie est en train de prendre une nouvelle dimension Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a demandé aux membres de l'OTAN de lui fournir plus de 600 avions supplémentaires dont 300 ont été demandés aux seuls Etats-Unis qui étudient cette demande. Selon un décompte de l'AFP, un feu vert de Washington porterait à plus de 900 le nombre d'appareils de l'Alliance dans la région.

MOSCOU, 21 avril (dépêche AFP) - La flotte russe de la Baltique a effectué mardi des manœuvres en mer consistant en l'interception et la destruction par les bâtiments de guerre de missiles lancés sur eux depuis la terre, a rapporté Itar-Tass citant les autorités militaires. Ces manœuvres se sont déroulées sous la surveillance étroite de deux bâtiments militaires danois, d'un bâtiment polonais, d'un suédois et d'un allemand, a indiqué le commandement de la flotte russe à Itar-Tass. Les flottes russes du Pacifique et de la mer Noire ont également entamé depuis le début de la semaine des manœuvres militaires de grande envergure. Les manœuvres en mer Noire ont été liées explicitement par le commandement russe au développement de la crise dans les Balkans. Le président russe Boris Eltsine a réitéré dernièrement le refus de la Russie de s'engager sur la voie d'une confrontation militaire autour du Kosovo.

SOFIA, 21 avril (dépêche AFP) - La Bulgarie s'apprête à ouvrir son espace aérien aux avions de l'OTAN, malgré la réticence d'une bonne partie de l'opinion publique, soucieuse ne pas être entraînée dans le conflit. "Le moment est crucial et nous devons faire le choix entre l'utilisation de la force contre le génocide et le génocide lui-même", a déclaré mercredi le Premier ministre bulgare Ivan Kostov à son départ pour Bruxelles où il devait rencontrer les responsables de l'OTAN. Selon une enquête, 42% des sondés craignent des représailles en cas de refus de donner libre accès aux avions de l'OTAN.

SKOPJE, 21 avril (dépêche AFP) - Le président macédonien Kiro Gligorov a déclaré qu'il souhaitait la proclamation du "danger de guerre imminent" en raison des tensions croissantes dans le pays, estimant que la Macédoine traversait sa plus dure période depuis la proclamation de son indépendance en 1991. M. Gligorov a par ailleurs déclaré que les Albanais qui étaient venus du Kosovo et d'Albanie durant les dix dernières années en Macédoine n'étaient jamais retournés là-bas.

Dépêche AFP, 22 avril -.Belgrade avait mis en garde mercredi la Roumanie contre l'ouverture de son espace aérien aux avions de l'OTAN, estimant qu'une telle décision serait une "violation flagrante" du traité bilatéral et mettrait en cause "l'amitié traditionnelle entre les deux peuples". Bucarest a cependant fait savoir qu'il ne considérait pas l'intervention de l'OTAN contre la RFY comme un "acte d'agression, tant que les Nations unies ne l'ont pas qualifiée comme tel".

WASHINGTON, 25 avril (dépêche AFP) –« *Le blocus maritime de la Yougoslavie envisagé par l'OTAN s'appliquerait aux navires russes*, a confirmé dimanche Sandy Berger, le conseiller du président Bill Clinton pour les Affaires de sécurité nationale. " *Tout régime que nous mettons en place s'applique à tout le monde. Je m'attends à ce que les Russes le respectent*", a affirmé M. Berger à la chaîne de télévision américaine CNN.

MOSCOU, 25 avril (dépêche AFP) - Le Premier ministre russe Evgueni Primakov a affirmé que la Russie révisera ses relations avec l'OTAN en cas d'opération terrestre de l'Alliance en Yougoslavie, dans une interview diffusée dimanche soir par la télévision russe. " *Je pense qu'il nous faudra réviser plusieurs aspects de nos relations avec l'OTAN et au plan économique, nous aurons besoin peut-être d'apporter certaines corrections à nos dépenses*"

Dépêche AFP 26 mai - La Hongrie, qui a adhéré à l'OTAN le 12 mars, soit douze jours avant le début des frappes aériennes, est le seul membre de l'Alliance frontalier avec la Yougoslavie. Elle a offert son soutien à l'OTAN et lui a autorisé l'accès à son espace aérien et l'utilisation de la base de Tazsar, tout en se déclarant préoccupée par le sort des 300.000 Hongrois de souche qui vivent en Voïvodine, dans le nord de la Serbie. " *Nous ne voulons pas seulement être les bénéficiaires de l'OTAN mais aussi ses collaborateurs*", a déclaré le ministre hongrois des Affaires étrangères Janos Martonyi lors d'une cérémonie de bienvenue sur la base.

PEKIN, 1er juin (dépêche AFP) - Traumatisés par le bombardement de leur ambassade à Belgrade, les Chinois ont commencé à se cotiser afin de doter leur armée d'un porte-avions à même de défendre la Chine contre "les visées hégémoniques" des pays occidentaux, ont indiqué mardi les organisateurs de la collecte. Après le bombardement du 7 mai, deux journaux de la province du Henan (centre) ainsi que la télévision provinciale ont lancé un appel aux dons pour financer la construction d'un porte-avions national.

BRUXELLES, 4 mai (dépêche AFP) - L'armada de l'OTAN déployée en Europe pour mener des bombardements quotidiens en Yougoslavie s'approche lentement du millier d'aéronefs demandé par le général américain Wesley Clark, avec l'arrivée ces derniers jours de nouveaux renforts. Toute la panoplie aérienne est représentée côté OTAN: bombardiers furtifs F-117A, B-52 à long rayon d'action, bombardiers furtifs B-2 - qui ont connu leur baptême du feu en Yougoslavie -, bombardiers stratégiques B-1, A-10A Thunderbolt dits "tueurs de chars", chasseurs F-15, F-16, Mirage, Jaguar, Tornado, Harrier à décollage vertical, avions de guerre électronique EA-6B Prowler et de reconnaissance, avions-radar Awacs, avions-ravitailleurs, avions de transport. Cet effort de guerre accru a conduit le président américain Bill Clinton à autoriser la mobilisation de 33.000 réservistes, dont 2.000 seront affectés immédiatement à des tâches de ravitaillement des appareils engagés dans les opérations contre la Yougoslavie. En Adriatique et en Méditerranée, l'OTAN dispose de groupes aéronavals parmi lesquels figurent le porte-avions américain Theodore Roosevelt, français Foch, et britannique Invincible et de sous-marins armés de missiles de croisière dont un britannique, le Splendid. Les Américains, qui apportent les deux-tiers des appareils de l'Alliance, ont ajouté 24 hélicoptères de combat Apache AH-64, dits "tueurs de chars", censés contribuer à la destruction des troupes et des blindés yougoslaves au Kosovo.

33c-1°GM : 10 millions de morts - 2° GM : 60 millions- Guerre Iran / Irak : 1 million. Par ailleurs, le récent conflit du Kosovo, qui a fait davantage de victimes civiles que militaires, n'est une guerre du « 3° âge » que du point de vue américain : la guerre du 3° âge est, par opposition aux guerres meurtrières du 20° Siècle, une guerre technologique qui ne tue pas, ou presque pas (Cf. référence e).

33d- BELGRADE, 1er juin (dépêche AFP) - Dix semaines de frappes de l'OTAN ont fait environ 2.000 morts et 6.000 blessés civils, selon les autorités de Belgrade, et réduit l'infrastructure et l'industrie serbes à leur niveau d'il y a plusieurs décennies. L'armée yougoslave n'a jusqu'à présent fourni aucun bilan de ses pertes humaines et il est impossible de les évaluer. Soixante-dix jours de frappes sur la Yougoslavie ont détruit une grande partie des installations considérées comme stratégiques par l'OTAN, infligeant au pays des pertes se chiffrant en dizaines de milliards de dollars. Les bombardements ont virtuellement privé d'emploi quelque 600.000 salariés, réduisant à la pauvreté plus de deux millions de personnes, selon le gouvernement. Une bonne moitié des 10,5 millions d'habitants du pays sont affectés par des pénuries d'électricité et d'eau.

33e- Principaux traités et accords internationaux non ratifiés par les Etats-Unis en 1999 :

Cour Pénale internationale, refusée en juillet 1998 ;

Traité d'Ottawa de 1997 prohibant l'usage des mines ;

Convention des droits de l'enfant(seul pays avec la Somalie à ne pas l'avoir ratifié)

Comprehensive Test Ban Treaty, non ratifié en 1999 ;

Convention de Kyoto sur la limitation de l'effet de serre ;

33f- Quelques précédents d'ingérence malheureuse :

Ce que le Rapport « Quilès » sur le rôle de la France au Rwanda ne dévoile pas explicitement, c'est la responsabilité morale de notre pays, et avec elle de l'Occident, qui sous prétexte de « démocratisation » a contribué à renverser un ordre politique séculaire. Ainsi, les Tutsis minoritaires ont perdu le pouvoir, ont été socialement et politiquement marginalisés sous les yeux de la France qui à l'époque coopérait avec le gouvernement Hutu ; pour finir, 4 à 500 000 d'entre eux ont été exterminés.

Il est par ailleurs trop tôt pour écrire l'histoire récente du Kosovo. Mais les Serbes, les Roms, les Croates, et de façon générale tous les non-Albanais du Kosovo peuvent déjà s'interroger sur le bien fondé de cette ingérence.

33g- Extrait de la Charte des Nations Unies : « *C'est donc au Conseil de Sécurité qu'est dévolu le pouvoir d'imposer l'obligation explicite de se conformer aux ordres qu'il peut émettre au titre du chapitre VII* »

Références

- a- *Le Grand Echiquier*, Zbigniew Brzezinski, réédition française : Bayard Editions, Paris, 1997
- b- *Mafias et démocratie*, Amiral Pierre Lacoste, Editions JC Lattès, 1993
- c- *Histoire des idées politiques*, Y. Guchet et J-M. Demaldent, Armand Colin, Paris, 1996
- d- *Désinformation, flagrant délit*, Vladimir Volkov, Editions du rocher, Monaco, sept. 1999
- e- *Guerre et Contre-guerre*, Alvin et Heidi Toffler, Fayard, Paris, 1994
- f- *Islamisme et Etats-Unis, une alliance contre l'Europe*, Alexandre Del Valle, L'Age d'Homme, 1998
- g- *Les médias : 4° pouvoir ou 5° colonne ?*, Alain Woodrow, Editions du Félin, 1996
- i- *Le livre noir du communisme, crimes, terreur, répression*, S. Courtois, N.Werth, JL Panné, K. Bartosek, JL Margolin, A. Paczkowski, Robert Laffont, Paris, 1997
- j- *Mondes Rebelles*, Arnaud de la Grange et Jean-Marc Balancie, Editions Michalon, 1996
- k- *Introduction à la pensée complexe*, Edgar Morin, ESF Editeur, 1990
- l- *Décider face à la complexité*, Thomas L. Saaty , Entreprise Moderne d'Edition, 1984
- m- *Vestiges d'Empires*, Pierre Béhar, Editions Desjonqueres, 1999
- n- *Guerre du Kosovo – le dossier secret*, Eric Laurent, Plon, Paris, 1999
- o- *Le Bouclier et la Tempête, aspects militaires de la Guerre du Golfe*, Jean Jacques Langendorf, Georg Editeur, 1995
- p- *Droit d'ingérence ou obligation de réaction*, O. Corten et P. Klein, Editions Bruylant, 1992
- q- *Charte des Nations Unies*
- r- *Traité de stratégie*, Hervé Couteau-Bégarie, Economica, 1999 (2° Edition)
- s- *Kosovo : une guerre d'exceptions*- Rapport d'information de l'Assemblée Nationale française, rédigé par MM Paul Quilès et François Lamy, 1999
- t- *Trafics et crimes dans les Balkans*, Nicolas Miletitch, PUF, Paris, 1998
- u- *Splendeurs et misères des journalistes*, Y. Roucaute, Calman-Levy, Paris, 1991
- v- *Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire*, J. Merlino, Albin Michel, Paris, 1993
- w- *Introduction à l'analyse géopolitique*, Aymeric Chauprade, Ellipses, 1999
- x- *Pour qui meurt-on ?*, Colonel de Richoufftz, Addim, 1998
- y- *La France sort-elle de l'Histoire ?*, Général Pierre Gallois, L'Age d'Homme, 1998